



**Nations Unies**

**Projet de rapport du Comité  
des commissaires aux comptes  
sur le Programme des Nations Unies  
pour l'environnement  
relatif à l'exercice biennal  
clos le 31 décembre 2005**

**Assemblée générale**

**Documents officiels**

**Soixante et unième session**

**Supplément n° 5 (A/61/5/Add.6)**

**Assemblée générale**  
Documents officiels  
Soixante et unième session  
Supplément n° 5 (A/61/5/Add.6)

**Projet de rapport du Comité  
des commissaires aux comptes  
sur le Programme des Nations Unies  
pour l'environnement  
relatif à l'exercice biennal  
clos le 31 décembre 2005**



Nations Unies • New York, 2006



*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi . . . . .	vi
I. Rapport financier de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005 . . . . .	1
II. Rapport du Comité des commissaires aux comptes . . . . .	2
A. Introduction . . . . .	6
1. Recommandations antérieures n'ayant pas été intégralement mises en œuvre . . . . .	7
2. Principales recommandations . . . . .	7
B. Constatations et recommandations . . . . .	9
1. Aperçu de la situation financière . . . . .	9
2. Normes comptables du système des Nations Unies . . . . .	12
3. Présentation et teneur des états financiers . . . . .	15
4. Gestion et contrôles financiers . . . . .	15
5. Inscriptions au compte de profits et pertes . . . . .	18
6. Paiement à titre gracieux . . . . .	18
7. Budgétisation axée sur les résultats . . . . .	18
8. Matériel durable . . . . .	19
9. Services de consultants . . . . .	21
10. Ressources humaines . . . . .	23
11. Fonds d'affectation spéciale inactifs . . . . .	25
12. Gestion des programmes . . . . .	25
13. Achats . . . . .	27
14. Coordination interorganisations . . . . .	27
15. Cas de fraude et de présomption de fraude . . . . .	29
C. Remerciements . . . . .	29
Annexe	
Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité dans son rapport relatif à l'exercice biennal 2002-2003 . . . . .	30

III. Opinion des commissaires aux comptes .....	31
IV. Certification des états financiers .....	33
V. États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005.....	34
État I. Programme des Nations Unies pour l'environnement – récapitulatif de tous les fonds : état récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005.....	34
État II. Programme des Nations Unies pour l'environnement – récapitulatif de tous les fonds : état récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005 .....	36
État III. Programme des Nations Unies pour l'environnement – récapitulatif de tous les fonds : état récapitulatif des flux de trésorerie pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005 .....	38
Tableau 3.1. Fonds pour l'environnement : encaisse en monnaies convertibles et non convertibles, dépôts bancaires et placements au 31 décembre 2005.....	40
État IV. Fonds pour l'environnement : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005 .....	42
Tableau 4.1. Fonds pour l'environnement : état des contributions au 31 décembre 2005..	44
Tableau 4.2. Fonds pour l'environnement : état récapitulatif des crédits ouverts, des crédits alloués, des dépenses engagées et du solde inutilisé des crédits ouverts et des crédits alloués pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005 .....	50
État V. Fonds d'affectation spéciale : état récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005 .....	51
Tableau 5.1. Fonds généraux d'affectation spéciale du PNUE : état récapitulatif des contributions au 31 décembre 2005.....	67
État VI. Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005 .....	118
Tableau 6.1. Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone : état des contributions au 31 décembre 2005 .....	121
État VII. Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique : état récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005.....	123
État VIII. Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour le recrutement d'administrateurs : état récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005.....	139
État IX. Compte spécial pour les dépenses d'appui au programme : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005 .....	147

État X. PNUE, contributions à des fins spécifiées : état récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005 .....	149
État XI. Prix Sasakawa du PNUE pour l'environnement : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005 .....	153
État XII. Fonds pour l'appui au Plan d'action pour la Méditerranée : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005 .....	155
État XIII. Fonds pour l'appui au Plan d'action pour les Caraïbes : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005 .....	157
État XIV. Fonds autorenewable : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005 ..	158
Notes relatives aux états financiers .....	160

## Lettres d'envoi

Le 31 mars 2006

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport financier et les comptes du Programme des Nations Unies pour l'environnement, y compris ceux qui se rapportent aux fonds d'affectation spéciale et autres comptes connexes, pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005, que j'approuve par la présente lettre. Les états financiers ont été établis et certifiés exacts par le Chef du Service financier.

Des copies de ces états sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et au Comité des commissaires aux comptes.

Le Directeur exécutif  
du Programme des Nations Unies  
pour l'environnement  
(*Signé*) Klaus **Töpfer**

Le Président du Comité des commissaires aux comptes  
Organisation des Nations Unies  
New York



Le 28 juillet 2006

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005.

Le Président de la Commission de vérification des comptes  
de la République des Philippines et  
Président du Comité des commissaires  
aux comptes des Nations Unies  
(*Signé*) Guillermo **Carague**

Le Président de l'Assemblée générale  
des Nations Unies  
New York



## Chapitre premier

### Rapport financier de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005

#### Introduction

1. Le Directeur exécutif a l'honneur de présenter le rapport financier et les comptes du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement, y compris ceux qui se rapportent aux fonds d'affectation spéciale et autres comptes connexes, pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005. Les comptes se composent de 14 états complétés par six tableaux et par des notes. Ils ont été communiqués au Comité des commissaires aux comptes le 31 mars 2006.

2. Comme le prévoit l'article 1.2 du Règlement financier de l'ONU, l'exercice financier de l'organisation couvre deux années civiles consécutives, la première étant une année paire. Les comptes de la première année de l'exercice biennal 2004-2005 ont été présentés au Conseil d'administration à sa vingt-troisième session. Le Comité des commissaires aux comptes a procédé à une vérification préliminaire de ces comptes et n'a pas signalé au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de situation qui mérite d'être portée à l'attention des États Membres.

3. Lorsqu'il y lieu, les chiffres de l'exercice biennal 2002-2003 ont été reproduits dans les états financiers aux fins de comparaison. Conformément aux directives de l'Organisation des Nations Unies, le présent rapport financier est aussi bref que possible.

4. Les différents états et tableaux, ainsi que les notes explicatives, font partie intégrante du rapport financier.

#### Montant des crédits ouverts, des crédits alloués ou attribués, des dépenses et des engagements prévisionnels

5. Par sa décision 22/20 du 7 février 2003, le Conseil d'administration a approuvé au titre du Fonds pour l'environnement, pour l'exercice biennal 2004-2005, des crédits dont le montant se répartissait comme suit : 110 millions de dollars pour le programme de travail, 5 millions de dollars pour la réserve et 15 millions de dollars pour les dépenses d'appui.

6. Le tableau suivant indique le montant total et la répartition des crédits ouverts, des crédits alloués ou attribués et des dépenses au titre du Fonds pour l'environnement pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005 (en milliers de dollars des États-Unis) :

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Crédits alloués</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde inutilisé des crédits ouverts</i>	<i>Solde non engagé des crédits alloués</i>
Programme de travail	110 000	110 000	109 213	787	787
Réserve	5 000	5 000	3 833	1 167	1 167
Dépenses d'appui	15 000	15 000	13 259	1 741	1 741
<b>Total</b>	<b>130 000</b>	<b>130 000</b>	<b>126 305</b>	<b>3 695</b>	<b>3 695</b>

## Chapitre II

### Rapport du Comité des commissaires aux comptes

#### *Résumé*

Le Comité des commissaires aux comptes a contrôlé la gestion du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) au siège, à Nairobi, et dans les six bureaux régionaux. Il a également vérifié les états financiers du Fonds du PNUE pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2005.

Le Comité n'a assorti d'aucune réserve son opinion sur les états financiers du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2005, telle qu'elle est énoncée dans le chapitre III.

#### **Mise en œuvre de recommandations antérieures**

Comme le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires le lui a demandé dans son rapport (A/59/736), le Comité des commissaires aux comptes a évalué l'état d'avancement de la mise en œuvre de ses recommandations antérieures qui n'avaient pas été intégralement appliquées, en précisant dans l'annexe au présent chapitre l'exercice biennal au cours duquel le problème a été signalé pour la première fois. Sur un total de 13 recommandations, 9 (69 %) avaient été mises en œuvre et 4 (31 %) étaient en voie de l'être. Les quatre recommandations qui ne sont pas encore intégralement appliquées se rapportent à l'exercice biennal 2002-2003.

#### **Aperçu de la situation financière (exercice biennal terminé le 31 décembre 2005)**

Le total des recettes du Fonds pour l'environnement s'établissait à 121,2 millions de dollars, soit 5 millions de dollars en deçà du total des dépenses, qui était de 126,3 millions de dollars. Il s'agissait néanmoins d'une amélioration par rapport au déficit de 11,2 millions de dollars enregistré pour l'exercice biennal précédent. La situation des fonds généraux d'affectation spéciale est également en nette amélioration, avec un déficit des recettes par rapport aux dépenses qui est passé de 2 600 000 dollars au cours de l'exercice biennal 2002-2003 à 2,2 millions de dollars au cours de l'exercice biennal 2004-2005, en raison d'une augmentation des recettes, qui sont passées de 93,2 millions de dollars en 2002-2003 à 126,2 millions de dollars en 2004-2005.

Le Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique a enregistré un excédent de 1,6 million de dollars, essentiellement imputable à un accroissement des contributions volontaires, qui sont passées de 163,5 millions de dollars en 2002-2003 à 184,1 millions de dollars en 2004-2005. S'agissant du Fonds multilatéral, les recettes sont en recul de 20 millions de dollars, passant de 314 millions de dollars en 2002-2003 à 294 millions de dollars en 2004-2005, ce qui explique qu'il n'a pas été possible de couvrir intégralement les augmentations des dépenses de personnel et autre du PNUE.

#### **Engagements non réglés**

Le total des engagements non réglés au 31 décembre 2005 comprenait des engagements représentant au total 615 000 dollars qui ne renvoyaient à aucun contrat ou accord en bonne et due forme, ce qui est contraire à la règle de gestion financière

105.9 de l'ONU ainsi qu'aux Normes comptables du système des Nations Unies. Au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du PNUE, des paiements se montant à 104 949 dollars n'ont pas été entrés dans le système intégré de comptabilité et de budgétisation, si bien que les soldes des engagements non réglés n'ont pas été actualisés en conséquence.

#### **Contributions volontaires à recevoir (Fonds multilatéral)**

Des contributions volontaires à recevoir au titre du Fonds multilatéral se montant à 82 millions de dollars sont attendues depuis plus de cinq ans (annoncées entre 1992 et 1999). La Réunion des parties doit encore statuer sur la passation par profits et pertes de ces montants. De même, sur un total de contributions volontaires annoncées mais non versées de 160,6 millions de dollars au 31 décembre 2003, 10,6 millions de dollars seulement, soit 7 %, ont été encaissés. Cette situation, s'il n'y est pas remédié, pourrait entraver l'exécution des programmes et projets.

#### **Voyages**

Des dépenses engagées au siège du PNUE au titre des demandes d'autorisation de voyage présentées en 2005, d'un montant de 125 977 dollars, n'ont pas été apurées au 31 décembre 2005 alors que les périodes de voyage correspondantes s'étaient déjà écoulées. Les retards allaient de 21 à 353 jours. Le Comité a également relevé au Bureau régional pour l'Europe que le montant de certaines avances sur frais de voyage était supérieur à 100 % de l'indemnité journalière de subsistance en voyage, ce qui est contraire à la disposition 9.1 de l'instruction administrative ST/AI/2000/20.

#### **Présentation et teneur des états financiers (Fonds multilatéral)**

Le Comité constate avec préoccupation que sur 302,4 millions de dollars de dépenses engagées par les partenaires opérationnels du Fonds multilatéral (Banque mondiale, ONUDI et PNUD) et inscrites dans les états financiers du Fonds, 154,5 millions de dollars étaient encore en attente d'audit par les vérificateurs extérieurs des comptes desdits partenaires. Le Comité a jugé nécessaire que l'Administration veille à ce que l'apurement des comptes soit effectué dès que les états financiers vérifiés seront disponibles.

#### **Gestion et contrôles financiers**

Le Comité a relevé avec préoccupation qu'au siège du PNUE, six fonds d'affectation spéciale avaient au 31 décembre 2005 des soldes négatifs par rapport aux allocations de crédits, représentant au total 170 232 dollars. Les allocations de crédits n'ont donc pas rempli leur fonction de mécanisme de contrôle puisque des engagements de dépenses ont été approuvés même lorsque cela revenait à dépasser le plafond budgétaire approuvé. Au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Comité a relevé que le système de suivi financier du projet sur la citoyenneté mondiale dans le domaine de l'environnement et du programme d'action sur l'ozone pourrait encore être amélioré. Le siège du PNUE pourrait fournir au Bureau régional des données sur les allocations de crédit et permettre aux coordinateurs de programme d'accéder aux fiches des projets.

#### **Trésorerie**

Au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, des retards allant de trois à 60 jours ont été constatés en ce qui concerne la délivrance de reçus officiels d'encaissement, alors que le délai prescrit par la règle de gestion financière 103.8 est

de deux jours ouvrables. Ces retards accroissent le risque de détournement des fonds en question. Tant au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes qu'au Bureau régional pour l'Asie occidentale, des fonctionnaires ont été autorisés à procéder à des encaissements ou dépôts de fonds sans désignation officielle à cet effet, comme l'exige la règle de gestion financière pour 103.8 b).

### **Matériel durable**

Du matériel durable chiffré à 11 218 093 dollars dans les notes aux états financiers était affecté d'une valeur totale de 1 204 640 dollars dans le rapport d'inventaire. Cette différence sensible s'explique par le fait que les états financiers prennent en compte le prix d'achat alors que le rapport d'inventaire se fonde sur la juste valeur marchande, calculée par une entreprise extérieure chargée de procéder à l'inventaire physique.

Les autres dérogations aux règles en vigueur portaient notamment sur les points suivants : des rapports d'inventaire physique n'ont pas été présentés par des projets de terrain et des bureaux régionaux; des récépissés de matériel individuel n'ont pas été exigés lors de la remise d'articles transportables/portables; certains articles étaient dépourvus de codes-barres; et certains articles existants ne figuraient pas sur la liste d'inventaire.

### **Services de consultants**

Entre autres constatations, le Comité a relevé qu'au siège du PNUE, au Bureau régional pour l'Afrique et au Bureau régional pour l'Europe, certains consultants ont été autorisés à commencer à travailler avant l'approbation de leur contrat; les cahiers des charges ne contenaient pas des renseignements essentiels sur les dates de livraison prévues ou la manière dont les produits seraient livrés; les indicateurs de résultats n'étaient pas indiqués; et il n'y avait pas de système convenablement documenté d'évaluation de la performance des consultants.

### **Ressources humaines**

#### *Répartition par sexe*

Au 31 décembre 2005, sur les 502 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur au siège du PNUE, 312 étaient occupés par des hommes et 190 par des femmes, soit un ratio de 62/38 qui reste en deçà de l'objectif de la parité (50/50) adopté par l'ONU. Le Comité a également relevé que les hommes étaient majoritaires au niveau tant des nominations initiales que des promotions au cours de l'exercice biennal 2004-2005, avec des ratios de 60/40 et 71/29, respectivement.

Le Comité a relevé qu'en moyenne, les candidatures féminines aux postes d'administrateur (jusqu'à la classe P-5) ne représentaient que 28 % du nombre total de candidatures, ce pourcentage descendant même à 16 % pour les candidatures aux postes de directeur et de fonctionnaire de rang supérieur.

### **Fonds d'affectation spéciale inactifs**

Le Comité a relevé que 18 fonds d'affectation spéciale inactifs représentant un total de réserves et de soldes de 879 000 dollars n'étaient pas clos au 31 décembre 2005. Tous ces fonds sauf un n'avaient enregistré au cours de l'exercice biennal 2004-2005 aucun mouvement autre que ceux relatifs aux placements et opérations connexes.

**Gestion des programmes**

Le Comité a relevé que sur les quatre projets qui nécessitaient l'aval du Groupe chargé de l'approbation des projets, trois avaient démarré avant la date d'approbation. De même, sur les 10 projets qui nécessitaient l'aval du Service du budget et de la gestion financière, quatre avaient été lancés avant d'être approuvés.

De ce fait, des ressources risquaient d'être engagées ou dépensées pour rien si l'entité habilitée à approuver les projets modifiait ceux-ci, voire y renonçait complètement.

**Recommandations**

Le Comité a formulé plusieurs recommandations fondées sur les observations tirées de son audit. Les principales recommandations sont récapitulées au paragraphe 10.

## A. Introduction

1. Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers et contrôlé la gestion du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2005, en application de la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1946 et de l'article XIV des Règles de gestion financière du PNUE. Il a conduit son contrôle conformément à l'article VII et à l'annexe du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux normes communes de vérification adoptées par le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que les contrôles effectués par le Comité soient organisés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude significative.
2. Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de formuler une opinion sur la question de savoir si les dépenses figurant dans les états financiers de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2005 avaient été engagées aux fins approuvées par l'Assemblée générale, si les recettes et les dépenses avaient été convenablement classées et comptabilisées, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière, et si les états financiers reflétaient fidèlement la situation financière du PNUE au 31 décembre 2005 et les résultats des activités de l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables du système des Nations Unies. Les vérificateurs ont notamment effectué un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne et procédé à des vérifications par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure qu'ils ont jugée nécessaire pour formuler une opinion sur les états financiers.
3. Outre la vérification des comptes et des opérations financières, le Comité a procédé à différents examens en application de l'article 7.5 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies. Ces examens ont porté principalement sur l'efficacité des contrôles financiers internes, sur la gestion des programmes et, en général, sur l'administration et la gestion du PNUE. Les contrôles ont été effectués au siège et dans les six bureaux régionaux (Europe, Asie et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Asie de l'Ouest, Afrique et Amérique du Nord).
4. Le Comité a, comme à son habitude, rendu compte des résultats de certaines vérifications dans des notes de gestion adressées à l'Administration du PNUE qui contenaient des observations et des recommandations. Cette pratique lui a permis d'entretenir un dialogue continu avec l'Administration.
5. Le présent rapport aborde les questions qui, de l'avis du Comité, méritent d'être portées à l'attention de l'Assemblée générale. Les observations et conclusions du Comité ont fait l'objet d'une discussion avec l'Administration, dont les vues sont présentées autant que nécessaire dans le rapport.
6. Les principales recommandations du Comité sont récapitulées au paragraphe 10. Ses constatations sont exposées en détail aux paragraphes 12 à 110.



## 1. Recommandations antérieures n'ayant pas été intégralement mises en œuvre

### *Exercice biennal clos le 31 décembre 2003*

7. En application des résolutions 52/212 B et 58/249 A de l'Assemblée générale en date, respectivement, du 31 mars 1998, et du 23 décembre 2003, le Comité a examiné la suite donnée par l'Administration aux recommandations qu'il avait formulées dans son rapport sur l'exercice biennal clos le 31 décembre 2003. Les mesures adoptées et les observations du Comité à ce sujet sont exposées dans le présent rapport; un état récapitulatif figure en annexe au présent chapitre. Le Comité a constaté que sur les 13 recommandations, 9 (soit 69 %), avaient été appliquées et 4 (31 %) étaient en cours de mise en œuvre et sont donc réitérées dans le présent rapport.

### *Chronologie des recommandations antérieures*

8. Le Comité a examiné l'ordre d'ancienneté de ses recommandations antérieures qui n'avaient pas été intégralement mises en œuvre (comme demandé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires). L'exercice biennal au cours duquel chacun de ces problèmes a été signalé pour la première fois est indiqué dans l'annexe au présent chapitre.

9. Les quatre (31%) recommandations qui n'étaient pas encore intégralement mises en œuvre se rapportent à l'exercice biennal 2002-2003. On trouvera dans la suite du présent rapport d'autres observations du Comité sur ces recommandations en suspens.

## 2. Principales recommandations

10. Le Comité recommande ce qui suit :

### *Engagements non réglés*

a) **Que l'Administration révise les engagements conformément à la règle de gestion financière 105.9 et aux Normes comptables du système des Nations Unies (par. 21);**

### *Contributions volontaires à recevoir (Fonds multilatéral)*

b) **Que l'Administration ne relâche pas ses efforts de collecte des contributions volontaires annoncées depuis longtemps par des pays contributeurs mais non versées et qu'elle appelle l'attention de la Réunion des parties sur la nécessité de passer par pertes et profits les sommes qui auraient dû être versées depuis longtemps (par. 29);**

### *Voyages*

c) **Que l'Administration fasse appliquer strictement la règle imposant de présenter les bordereaux de remboursement de frais de voyage dans les deux semaines qui suivent l'achèvement du voyage; recouvrer, par retenue sur les salaires, les avances non apurées dans le délai prescrit; et limite les avances en espèces visées dans l'instruction administrative ST/AI/2000/20 (par. 35);**

*Présentation et teneur des états financiers (Fonds multilatéral)*

**d) Que l'Administration veille à ce que les montants comptabilisés soient rectifiés dès que les états financiers vérifiés sont disponibles et que les ajustements qui en découleraient soient effectués (par. 42);**

*Gestion et contrôles financiers*

**e) Que l'Administration impose aux agents certificateurs de veiller à ce que les dépenses des projets ne dépassent pas les limites des budgets/allocations de crédits approuvés (par. 46);**

**f) Que le Bureau régional du PNUE pour l'Amérique latine et les Caraïbes instaure une coordination étroite avec le siège du PNUE pour doter les coordonnateurs de projet de moyens de contrôle budgétaire adéquats (par. 55);**

*Trésorerie*

**g) Que l'Administration veille à ce que l'assistant aux finances soit tenu de délivrer des reçus officiels conformément à la règle de gestion financière 103.8 a) (par. 61);**

**h) Que l'Administration délivre des reçus officiels dans l'ordre strict des numéros d'enregistrement afin que toutes les sommes encaissées soient bien enregistrées et convenablement comptabilisées pendant la période au cours de laquelle elles ont été effectivement reçues; et veille à ce que l'agent des services généraux chargé des encaissements soit officiellement habilité à cet effet conformément à la règle de gestion financière 103.8 (par. 64);**

*Matériel durable*

**i) Que l'Administration se conforme aux dispositions du paragraphe 50 des Normes comptables du système des Nations Unies (Révision VI) en ce qui concerne la note 2 l) ii) aux états financiers; et aux instructions administratives régissant la gestion du matériel durable (par. 87);**

*Services de consultants*

**j) Que l'Administration se conforme aux instructions administratives régissant le recrutement, la rémunération et l'évaluation des résultats des consultants et vacataires; et reprogramme le système intégré de comptabilité et de budgétisation afin de régler le problème des types de contrat (par. 92);**

*Répartition par sexe*

**k) Que l'Administration prenne des initiatives en vue de réaliser l'objectif de parité (50/50) fixé par l'Assemblée générale (par. 110);**

*Fonds d'affectation spéciale inactifs*

**l) Que l'Administration accélère la clôture des fonds d'affectation spéciale inactifs, conformément aux accords régissant ces fonds et aux décisions pertinentes du Conseil d'administration (par. 113); et**

*Gestion des programmes*

**m) Que l'Administration veille à ce que les projets soient approuvés par le Groupe chargé de l'approbation des projets ou le Service du budget et de la gestion financière, selon le cas, avant leur exécution (par. 115).**

11. Les autres recommandations du Comité figurent aux paragraphes 24, 37, 50, 58, 71, 97, 101, 105, 120, 123, 126, 133 et 136.

**B. Constatations et recommandations****1. Aperçu de la situation financière**

12. Les états financiers du PNUE portent sur les principaux fonds : le Fonds pour l'environnement, les fonds généraux d'affectation spéciale, le Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal, les fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique et d'autres fonds d'affectation spéciale. Le tableau 1 présente les principales données financières pour les exercices biennaux 2002-2003 et 2004-2005.

Tableau 1  
**Exercices biennaux 2002-2003 et 2004-2005 : chiffres clefs concernant les fonds  
du Programme des Nations Unies pour l'environnement (récapitulatif)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds pour l'environnement</i>		<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique*</i>		<i>Administrateurs*</i>		<i>Compte spécial pour les dépenses d'appui au programme</i>		<i>Contributions réservées</i>		<i>Divers</i>	
	2002-2003	2004-2005	2002-2003	2004-2005	2002-2003	2004-2005	2002-2003	2004-2005	2002-2003	2004-2005	2002-2003	2004-2005	2002-2003	2004-2005
<b>Total des recettes</b>	<b>98 787</b>	<b>121 251</b>	<b>93 169</b>	<b>126 279</b>	<b>168 811</b>	<b>187 547</b>	<b>6 173</b>	<b>7 038</b>	<b>19 244</b>	<b>23 254</b>	<b>53 460</b>	<b>73 391</b>	<b>1 803</b>	<b>1 447</b>
<b>Total des dépenses</b>	<b>109 966</b>	<b>126 305</b>	<b>101 765</b>	<b>128 371</b>	<b>114 861</b>	<b>185 985</b>	<b>7 090</b>	<b>5 813</b>	<b>16 676</b>	<b>20 417</b>	<b>39 209</b>	<b>63 160</b>	<b>2 026</b>	<b>1 889</b>
<b>Excédent (déficit)</b>	<b>(11 179)</b>	<b>(5 054)</b>	<b>(8 596)</b>	<b>(2 092)</b>	<b>53 950</b>	<b>1 562</b>	<b>(917)</b>	<b>1 225</b>	<b>2 568</b>	<b>2 837</b>	<b>14 251</b>	<b>10 231</b>	<b>(223)</b>	<b>(442)</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>40 532</b>	<b>42 199</b>	<b>96 857</b>	<b>112 722</b>	<b>151 975</b>	<b>138 685</b>	<b>3 934</b>	<b>4 527</b>	<b>6 903</b>	<b>9 648</b>	<b>37 783</b>	<b>48 397</b>	<b>2 134</b>	<b>1 870</b>
<b>Total du passif</b>	<b>23 833</b>	<b>27 132</b>	<b>22 431</b>	<b>42 206</b>	<b>35 892</b>	<b>23 573</b>	<b>859</b>	<b>190</b>	<b>1 352</b>	<b>848</b>	<b>7 158</b>	<b>11 210</b>	<b>178</b>	<b>352</b>
Réserves et soldes des fonds	16 699	15 067	74 426	70 516	116 083	115 112	3 075	4 337	5 551	8 800	30 625	37 187	1 956	1 518
<i>Principaux comptes</i>														
Contributions volontaires	95 868	118 530	87 024	121 829	163 525	184 082	5 834	6 840	—	—	53 037	73 010	1 501	1 185
Traitements et autres dépenses de personnel	63 309	70 422	47 441	58 466	36 292	58 090	6 196	5 127	15 685	9 955	8 818	14 267	342	415
Liquidités et dépôts à terme	5 682	4 932	4346	11 113	322	567	—	—	—	—	—	—	41	—
Trésorerie commune — dollars des États-Unis	1 653	24 059	63 899	67 397	116 188	82 305	3 929	4 251	6 882	769	30 720	37 529	1 657	1 761
Contributions volontaires à recevoir	537	1 237	18 039	18 120	491	—	—	—	—	—	2 739	—	—	—
Soldes créditeurs interfonds	21 291	3 870	221	—	136	10 538	3	235	—	8 848	1 857	2 850	433	107
Soldes débiteurs interfonds	—	—	7 421	23 670	23 292	—	482	—	107	—	463	4 041	41	290
Engagements non réglés	9 603	12 031	11 142	9 142	8 395	17 686	248	114	983	529	4 685	7 504	123	39
Excédent cumulé	6 699	5 067	74 426	69 277	116 083	115 112	3 075	4 337	3 551	6 800	30 625	37 187	413	—49

\* Les chiffres de l'exercice biennal 2002-2003 terminé le 31 décembre 2003, indiqués pour comparaison, ont été recalculés pour tenir compte du fait que les fonds d'affectation spéciale du programme des administrateurs hors classe ont été transférés des comptes de la coopération technique à ceux des administrateurs.

13. Les résultats des opérations pour l'exercice biennal 2004-2005 sont les suivants : le Fonds pour l'environnement a enregistré des recettes de 121,2 millions de dollars et des dépenses de 126,3 millions de dollars, soit un déficit net de 5 millions de dollars (4 %), tandis que pour l'exercice biennal 2002-2003, le déficit net était de 11,2 millions de dollars. Les contributions volontaires sont passées de 95,9 millions de dollars pour l'exercice biennal 2002-2003 à 118,5 millions de dollars pour l'exercice biennal 2004-2005 (soit une augmentation de 24 %).

14. Pour les fonds généraux d'affectation spéciale, les recettes ont été de 2,1 millions de dollars inférieures aux dépenses, alors que pour 2002-2003 un déficit net de 8,6 millions de dollars avait été enregistré. La différence s'explique par une augmentation des recettes totales, qui étaient de 93,2 millions de dollars pour 2002-2003 et de 126,3 millions de dollars pour 2004-2005 (soit une hausse de 36 %) et par un accroissement des dépenses, qui ont augmenté de 26,6 millions de dollars (soit 26 %) par rapport à celles de 2002-2003 (101,8 millions de dollars).

15. Le total des recettes au titre des fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique a atteint 187,6 millions de dollars en 2004-2005, contre 168,8 millions de dollars en 2002-2003, ce qui tient notamment à une augmentation des contributions volontaires, passées de 163,5 millions de dollars en 2002-2003 à 184,1 millions de dollars en 2004-2005 (une augmentation de 20,6 millions de dollars, soit 12,6 %). Pour les deux exercices biennaux, les recettes ont couvert les dépenses et, pour 2004-2005, un excédent de 1,6 million de dollars a été enregistré.

16. L'augmentation des recettes pour l'ensemble des fonds du PNUE a été suffisante pour faire face à l'accroissement des dépenses pour l'exercice biennal 2004-2005. Cet accroissement des dépenses était imputable à l'augmentation de 66 millions de dollars (71 %) du coût des services contractuels, qui est passé de 93 millions de dollars pour l'exercice biennal 2002-2003 à 159 millions de dollars pour l'exercice biennal 2004-2005. Dans le même ordre d'idées, l'augmentation de 38 millions de dollars (22 %) des traitements et autres dépenses de personnel, qui sont passés de 178 millions de dollars en 2002-2003 à plus de 217 millions de dollars en 2004-2005, a également contribué à l'augmentation générale des dépenses.

17. En sa qualité de trésorier du Fonds multilatéral, le PNUE est notamment tenu de soumettre au Comité exécutif les comptes du Fonds pour chaque année civile, sur la base des dépenses engagées par le secrétariat du Fonds et des bordereaux de dépenses présentés par les agents d'exécution et compte tenu des intérêts perçus par ces derniers sur les soldes qu'ils détiennent ainsi que des intérêts perçus par le PNUE sur les soldes qu'il détient en sa qualité de trésorier du Fonds. Comme convenu entre le PNUE et le Comité exécutif du Fonds multilatéral, les états financiers de ce dernier sont séparés du reste des états financiers du PNUE.

18. Comme il ressort du tableau 2, pour le Fonds multilatéral, un déficit net de 44,6 millions de dollars a été enregistré pour 2004-2005, alors qu'en 2002-2003, les recettes avaient été de 16,2 millions de dollars supérieures aux dépenses. Les contributions volontaires ont diminué de 19,2 millions de dollars (7 %), passant de 283,8 millions de dollars en 2002-2003 à 264,6 millions de dollars en 2004-2005. Les avances aux agents d'exécution ont connu une forte augmentation (31 %), passant de 193 millions de dollars en 2002-2003 à 253 millions de dollars en 2004-2005. Pour l'exercice biennal 2004-2005, les recettes ont diminué de 20 millions de dollars (6 %) et s'établissaient à 294 millions de dollars, contre 314 millions de

dollars pour l'exercice biennal 2002-2003, ce qui ne permettait pas de couvrir l'augmentation des dépenses résultant de hausses au titre des traitements et autres dépenses de personnel, des voyages, des services contractuels, des dépenses de fonctionnement, des achats, des dépenses d'appui aux programmes et des activités gérées par les agents d'exécution. Les comptes du Fonds multilatéral font néanmoins apparaître un report positif de 515,2 millions de dollars.

Tableau 2

**Exercices biennaux 2002-2003 et 2004-2005 :  
chiffres clefs concernant le Fonds multilatéral  
du Programme des Nations Unies pour l'environnement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2002-2003	2004-2005
<b>Total des recettes</b>	314 569	294 479
<b>Total des dépenses</b>	<b>298 414</b>	<b>339 107</b>
<b>Excédent (déficit)</b>	<b>16 155</b>	<b>(44 628)</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>564 515</b>	<b>523 612</b>
<b>Total du passif</b>	<b>1 826</b>	<b>8 414</b>
Réserves et solde du Fonds	562 689	515 198
<i>Principaux comptes</i>		
Contributions volontaires	283 822	264 606
Traitements et autres dépenses de personnel	5 064	5 944
Liquidités et dépôts à terme	951	864
Trésorerie commune – dollars des États-Unis	9 926	72 586
Avances aux organismes d'exécution	193 001	252 961
Contributions volontaires à recevoir	163 567	165 179
Soldes créditeurs interfonds	7 277	3 750
Soldes débiteurs interfonds	–	–
Réserve pour charges à payer	354	437
<b>Excédent cumulé</b>	<b>562 689</b>	<b>515 198</b>

## 2. Normes comptables du système des Nations Unies

19. Le Comité a vérifié dans quelle mesure les états financiers du PNUE pour l'exercice biennal 2004-2005 étaient conformes aux Normes comptables du système des Nations Unies. Il a constaté que c'était le cas, hormis les points suivants : a) des engagements non réglés d'un montant total de 615 000 dollars avaient été contractés sans aucun marché, accord, bon de commande ou autre engagement officiel ou dette reconnue par l'Organisation (par. 20); et b) des contributions volontaires à recevoir au titre du Fonds multilatéral se montant à 82 millions de dollars n'ont pas été passées par profits et pertes alors qu'elles auraient dû l'être depuis longtemps, faute de décision à cet effet de la Réunion des parties (par. 25).

### **Engagements non réglés**

20. Le Comité a noté que des engagements non réglés d'un montant total de 615 000 dollars étaient encore inscrits dans les comptes au 31 décembre 2005, sans aucun marché, accord, bon de commande ou autre engagement officiel ou dette reconnue par l'Organisation.

**21. Le Comité a recommandé que l'Administration révise les engagements conformément à la règle de gestion financière 105.9 et aux Normes comptables du système des Nations Unies, et l'Administration en est convenue.**

22. Le montant total des engagements non réglés du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du PNUE au 30 juin 2004 figurant dans le Système intégré de comptabilité et de budgétisation (IABS) s'établissait à 732 272 dollars mais, sur ce total, 104 949 dollars avaient déjà été réglés et correspondaient à des avances et autres opérations autorisées par le siège du PNUE et à imputer à des lignes budgétaires; à des demandes de paiement adressées audit siège; et à des règlements effectués par d'autres organismes des Nations Unies.

23. L'Administration a informé le Comité que le règlement des engagements n'était pas entré dans le système IABS mais que les comptes étaient apurés annuellement avec le siège du PNUE, vu qu'il faut publier les chiffres exacts des engagements non réglés en fin d'année.

**24. Le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que, en coordination avec le siège du PNUE, les opérations de règlement d'engagements soient automatiquement entrées dans le Système intégré de comptabilité et de budgétisation, et l'Administration en est convenue.**

25. L'Administration a informé le Comité que cette recommandation a été appliquée grâce à la mise en service du SIG au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

### **Contributions volontaires à recevoir (Fonds multilatéral)**

26. Un montant de 82 millions de dollars correspond à des contributions volontaires à recevoir au titre du Fonds multilatéral qui auraient dû être versées depuis plus de cinq ans (contributions annoncées entre 1992 et 1999). La note 2 k) i) aux états financiers précise que les contributions annoncées au titre d'accords environnementaux multilatéraux (AEM), dans le cadre d'un budget approuvé par les parties à ces accords, sont passées par profits et pertes avec l'assentiment desdites parties. Toutefois, à la différence des annonces de contributions au Fonds pour l'environnement, qui sont passées par profits et pertes si elles ne sont pas versées dans un délai de quatre ans, il n'y a pas de politique bien définie quant au moment où les contributions annoncées au titre des AEM peuvent être passées par profits et pertes si elles sont jugées irrécouvrables. De ce fait, le montant des contributions volontaires à recevoir indiqué pour le Fonds multilatéral est surévalué.

27. Sur le total de 160,6 millions de dollars de contributions volontaires annoncées mais toujours pas versées au 31 décembre 2003, 10,6 millions de dollars seulement, soit 7 %, ont été reçus. Cette situation, s'il n'y est pas remédié, pourrait entraver l'exécution des programmes et projets.

28. L'Administration a informé le Comité que seule la Conférence des Parties est habilitée à statuer sur les questions relatives aux contributions volontaires.

29. **Le Comité a recommandé que l'Administration ne relâche pas ses efforts de collecte des contributions volontaires annoncées depuis longtemps par des pays contributeurs mais non versées, et qu'elle appelle l'attention de la Réunion des parties sur la nécessité de passer par pertes et profits les sommes qui auraient dû être versées depuis longtemps, et l'Administration en est convenue.**

#### **Voyages**

30. Selon l'instruction administrative ST/AI/2000/20, les fonctionnaires doivent soumettre dans les deux semaines qui suivent l'achèvement d'un voyage un bordereau de remboursement de frais de voyage dûment rempli.

31. Au siège du PNUE, des engagements correspondant à des demandes d'autorisation de voyage pour 2005 se montant à 125 977 dollars n'étaient toujours pas réglés au 31 décembre de la même année, avec des retards allant de 21 à 353 jours, alors que les voyages correspondants étaient achevés.

32. Des frais de voyage en congé dans les foyers se montant à 33 016 dollars dans le cadre de la formule forfaitaire n'étaient pas étayés par les pièces justificatives requises.

33. Au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, certains fonctionnaires avaient apuré leur compte d'avances sur frais de voyage avec un retard de 4 à 53 jours par rapport au délai réglementaire de 15 jours. L'Administration a expliqué que dans certains cas, les pièces requises avaient été présentées dans les délais mais certaines avaient été renvoyées pour divers défauts.

34. Au Bureau régional pour l'Europe, le Comité a relevé des retards dans la présentation des bordereaux de remboursement de frais de voyage pouvant aller jusqu'à 140 jours. Le Comité a également constaté que le montant de certaines avances sur frais de voyage était supérieur à 100 % du montant estimatif de l'indemnité de subsistance en voyage, contrevenant ainsi à la section 9.1 de l'instruction administrative ST/AI/2000/20.

35. **Le Comité a recommandé à l'Administration, qui en est convenue, i) d'appliquer strictement la règle imposant de présenter les bordereaux de remboursement dans les deux semaines qui suivent l'achèvement du voyage et de recouvrer, par retenue sur les salaires, les avances non apurées dans le délai prescrit; et ii) de limiter les avances en espèces visées dans l'instruction administrative ST/AI/2000/20.**

36. Au Bureau régional pour l'Europe, le nombre de voyages effectués entre janvier et septembre 2005 était supérieur de 51 % à celui figurant dans le plan de travail du Bureau. Or, les fonds consacrés aux voyages au cours de la même période n'étaient que de 147 839 dollars, soit 54 % seulement du total des crédits alloués à ce titre (274 310 dollars). Le montant prévu pour les voyages était donc probablement excessif par rapport aux besoins.

37. **Le Comité recommande que l'Administration veille à ce que le crédit ouvert et les montants alloués au titre des voyages correspondent aux activités requises dans ce domaine.**



38. L'Administration a informé le Comité qu'elle se range à cette recommandation et fera tout son possible pour que les crédits ouverts et les montants alloués au titre des voyages correspondent aux activités requises dans ce domaine.

### 3. Présentation et teneur des états financiers

39. Le Comité a noté que, s'agissant du Fonds multilatéral, les vérificateurs externes des comptes des autres agents d'exécution, à savoir la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), n'avaient pas fini d'examiner les états de recettes et de dépenses présentés par ces organismes.

40. Il ressort des états financiers du Fonds multilatéral (état VI) que des dépenses se montant à 302,4 millions de dollars, soit 89,2 % du montant total des dépenses (339 107 000 dollars), étaient le fait de la Banque mondiale, du PNUD et de l'ONUDI. Sur ce montant, 154,5 millions de dollars, soit 45,6 %, correspondaient à des états financiers non vérifiés pour 2005.

41. L'inscription de chiffres provisoires ou préliminaires dans les comptes du Fonds multilatéral est autorisée par les Directives du PNUE et par le Comité exécutif du Fonds, sous réserve que des ajustements soient effectués à l'issue d'audits indépendants.

**42. Le Comité recommande à l'Administration de veiller à ce que les montants comptabilisés soient rectifiés dès que les états financiers vérifiés sont disponibles et que les ajustements qui en découleraient soient effectués.**

43. L'Administration a informé le Comité que, comme suite à cette recommandation, elle a immédiatement procédé au rapprochement des montants comptabilisés et effectué les ajustements voulus à réception des états financiers vérifiés.

### 4. Gestion et contrôles financiers

44. Le Comité a relevé que les comptes de six fonds d'affectation spéciale faisaient apparaître des soldes négatifs au 31 décembre 2005 se montant à 170 232 dollars au total. Le Comité s'inquiète de voir que les allocations de crédits approuvées n'ont pas rempli leur fonction de mécanisme de contrôle des dépenses, dans la mesure où des engagements de dépenses ont été approuvés au-delà des plafonds représentés par ces allocations.

45. L'Administration a fait valoir que les allocations approuvées ne cessaient pas d'exercer leur fonction de mécanisme de contrôle des dépenses parce que 6 fonds sur un échantillon de 36 faisaient apparaître des soldes négatifs. L'Administration a néanmoins assuré au Comité qu'une enquête sera diligentée pour déterminer les causes de ces dépassements.

**46. Le Comité a recommandé que l'Administration impose aux agents certificateurs de veiller à ce que les dépenses des projets ne dépassent pas les limites des budgets/allocations de crédits approuvés.**

47. L'Administration a informé le Comité qu'elle se range à cette recommandation et veillera à ce que les agents certificateurs soient tenus de s'assurer que les dépenses des projets ne dépassent pas les budgets/allocations de crédits approuvés.

48. Lors d'un audit intermédiaire au Bureau régional pour l'Europe, le Comité a recommandé à ce dernier de veiller à ce que les dépenses soient couvertes par des allocations de crédits et que la marge de manœuvre de 20 % autorisée pour chaque budget ne soit pas dépassée. Les opérations de validation ont montré qu'en ce qui concerne le fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique portant le code TAL, doté d'une allocation de crédits de 90 000 dollars, le montant total des dépenses s'établissait à 128 565 dollars, soit un dépassement de 38 565 dollars (43 %).

49. Le Bureau régional pour l'Europe a expliqué ce dépassement par le fait que le Directeur exécutif avait décidé de proroger le contrat de l'administrateur de programme (hors classe), décision qui était indépendante de la volonté du Bureau. Il s'agit là d'une contravention au principe de délégation des pouvoirs du Directeur exécutif.

**50. Le Comité a recommandé que le Bureau régional pour l'Europe fasse des représentations au siège du PNUE, à l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) et à l'Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN) afin que le dépassement de coûts au titre du fonds TAL soit régularisé à la fin de l'exercice biennal 2004-2005.**

51. L'Administration a informé le Comité que, comme suite à cette recommandation, la situation a été régularisée et le montant en question a été transféré au projet approprié relatif au Sommet mondial pour la montagne de Bichkek, pour lequel des fonds avaient été réservés. En conséquence, les comptes publiés (état VIII, p.?) font apparaître, au titre du fonds d'affectation spéciale TAL, un total de recettes de 203 000 dollars contre un total de dépenses de 40 000 dollars pour l'exercice biennal.

52. Au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Comité a examiné le suivi du projet relatif à la promotion de la citoyenneté mondiale en matière d'environnement (GEC), qui vise à améliorer la prise de conscience et la compréhension des problèmes de l'environnement mondial, et du programme d'action sur l'ozone, dont l'objet est de prescrire des mesures de précaution en vue d'une maîtrise équitable et, à terme, de l'élimination complète des émissions mondiales de substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Pour 2004, le programme GEC était doté d'un budget total estimatif de 6,7 millions de dollars et celui relatif à la couche d'ozone d'une allocation de crédits de 2,6 millions de dollars.

53. Le Comité a remarqué que les systèmes de suivi de l'exécution matérielle de ces programmes étaient bien en place mais que des améliorations pouvaient être apportées au niveau du suivi financier en ce qui concerne les deux programmes. Le coordonnateur du projet GEC a apporté un certain nombre de révisions aux documents de projet, parmi lesquelles de nouvelles clauses relatives au suivi, à l'établissement de rapports et à l'évaluation, selon les modes de présentation prescrits. Toutefois, la fonction de l'Unité de coordination du projet s'est limitée aux tests de régularité des décaissements effectués au titre du projet, en examinant les différentes factures et autres pièces justificatives présentées par les réseaux d'exécution. La comparaison avec les montants effectivement alloués, qui est essentielle en matière de contrôle budgétaire, ne pouvait être effectuée, dans la mesure où les fonds étaient débloqués directement par le siège du PNUE sans que le Bureau régional en soit informé.

54. Le suivi de l'état d'avancement de tous les projets relevant du programme d'action sur l'ozone s'effectue par le biais du système intégré de gestion de ce programme, alors que le suivi financier est effectué à partir de fiches de projet auxquelles les coordonnateurs de programme n'ont pas nécessairement accès.

**55. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité tendant à ce qu'elle instaure une coordination étroite avec le siège du PNUE pour doter les coordonnateurs de projet de moyens de contrôle budgétaire adéquats.**

56. L'Administration a informé le Comité qu'elle avait appliqué cette recommandation, par la mise en place du SIG au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes et par les rapports mensuels sur les dépenses que L'administration du Bureau envoie désormais aux coordonnateurs de programme.

### **Trésorerie**

57. Au cours d'opérations d'audit intermédiaire, le Comité avait recommandé que le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes examine la possibilité de pourvoir les postes d'assistant aux finances et de caissier afin que la fonction de caisse soit indépendante des fonctions liées aux achats et aux voyages, toutes assurées jusque-là par un assistant administratif. Un assistant aux finances a été recruté et chargé de l'encaissement et du dépôt des fonds, mais sans affectation officielle à cet effet comme l'exige la règle de gestion financière 103.8 b). Il en va de même pour l'assistant administratif qui faisait office de responsable de la petite caisse sans désignation officielle conformément à la règle de gestion financière 104.8.

**58. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité tendant à ce qu'elle demande au siège du PNUE la désignation officielle de l'assistant aux finances en tant que caissier et de l'assistant administratif en tant que responsable de la petite caisse.**

59. Comme suite à cette recommandation du Comité, l'Administration a obtenu du siège du PNUE la désignation officielle de l'assistant aux finances et de l'assistant administratif en tant que caissier et responsable de la petite caisse, respectivement.

60. Au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Comité a constaté des retards allant de 3 à 60 jours pour la délivrance des reçus officiels d'encaissement alors que le délai prescrit par la règle de gestion financière 103.8 a) est de deux jours ouvrables. Ces retards sont aussi facteurs de risque de détournement de fonds.

**61. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité tendant à ce que l'assistant aux finances soit tenu de délivrer des reçus officiels conformément à la règle de gestion financière 103.8 a).**

62. L'Administration a informé le Comité que cette recommandation a été appliquée grâce à la mise en place du SIG, qui permet d'ajuster directement les états de paie dès que le siège du PNUE est informé des sommes encaissées.

63. Le Bureau régional pour l'Asie occidentale du PNUE a délivré des reçus officiels attestant l'encaissement de liquidités ou de quasi-liquidités mais sans suivre l'ordre des numéros d'enregistrement, d'où le risque que des fonds reçus ne soient pas intégralement et correctement comptabilisés. L'agent des services

généraux chargé de l'encaissement de ces fonds n'était pas dûment habilité à cet effet conformément à la règle de gestion financière 103.8.

**64. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité tendant à ce que i) elle délivre des reçus officiels dans l'ordre strict des numéros d'enregistrement afin que toutes les sommes encaissées soient bien enregistrées et convenablement comptabilisées pendant la période au cours de laquelle elles ont été effectivement reçues; et ii) l'agent des services généraux chargé de l'encaissement soit officiellement habilité à cet effet conformément à la règle de gestion financière 103.8.**

65. L'Administration a informé le Comité que, comme suite à cette recommandation, elle délivre désormais les reçus officiels dans l'ordre des numéros d'enregistrement et obtiendra une habilitation officielle pour l'agent des services généraux (assistant aux finances) dès l'entrée en fonction du nouveau titulaire du poste.

## **5. Inscriptions au compte de profits et pertes**

66. L'Administration a signalé l'inscription au compte de profits et pertes de sommes à recevoir et de biens durables se montant à 613 000 dollars et 16 000 dollars, respectivement. Sur le total des sommes à recevoir qui ont été passées par profits et pertes, 529 933 dollars représentaient le solde dû au PNUE par l'ONU-Habitat sur le montant de 600 000 dollars prévu dans l'accord de compromis conclu entre les deux organisations, la deuxième étant présumée devoir à la première 1 129 933 dollars mais le Bureau des services de contrôle interne ayant constaté que seul un montant de 597 246 dollars était étayé par des éléments de preuve suffisants.

## **6. Paiements à titre gracieux**

67. L'Administration a informé le Comité qu'aucun paiement à titre gracieux n'avait été effectué pendant l'exercice 2004-2005.

## **7. Budgétisation axée sur les résultats**

68. La budgétisation axée sur les résultats se compose d'un certain nombre d'éléments qui prolongent et renforcent le cadre et les processus existants de planification des programmes, de budgétisation, de suivi et d'évaluation. Ces changements dans la manière de formuler les budgets-programmes permettraient à l'organisation d'exploiter pleinement les possibilités offertes par le document budgétaire en tant qu'outil d'orientation et en tant que base pour évaluer dans quelle mesure les programmes aboutissent aux changements et améliorations recherchés.

69. Le Bureau régional pour l'Europe du PNUE a dans une large mesure appliqué le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (ST/SGB/2000/8). Le Comité relève toutefois que le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation visés dans les articles VI et VII de la circulaire ST/SGB/2000/8 n'étaient pas pleinement opérationnels.

70. Le Bureau régional pour l'Europe a établi des rapports trimestriels succincts sur ses réalisations mais qui ne font pas ressortir dans quelle mesure les réalisations effectives correspondent aux résultats escomptés tels qu'ils figurent dans le plan de

travail chiffré. Le Comité a noté qu'il n'y avait pas eu d'évaluation complète des programmes conformément à la disposition 107.2 b) de la même circulaire.

**71. L'Administration s'est rangée aux recommandations du Comité tendant à ce que le Bureau régional pour l'Europe du PNUE établisse des rapports trimestriels sur ses réalisations qui permettent d'établir une correspondance avec les plans de travail et procède à des évaluations des programmes conformément aux règles en vigueur.**

## **8. Matériel durable**

72. Le Comité a examiné la gestion du matériel durable et noté ce qui suit :

a) Au siège du PNUE, la valeur du matériel durable indiquée dans les notes aux états financiers était de 11,2 millions de dollars alors que la valeur de clôture indiquée dans le rapport d'inventaire était de 1,2 million de dollars. Cette différence non négligeable est imputable au fait que la valeur indiquée dans les états financiers correspond au prix d'achat alors que le rapport d'inventaire est établi sur la base de la juste valeur marchande calculée par une entreprise extérieure chargée de procéder à l'inventaire physique.

Le Comité a également relevé au siège du PNUE que des achats de matériel durable signalés par des projets et des bureaux extérieurs/régionaux du Programme n'étaient étayés par aucune liste/documentation, tandis que des cessions de matériel durable par voie de dons représentant au total 36 089 dollars n'étaient assorties d'aucune pièce attestant l'accord du comité local de contrôle du matériel. Par ailleurs, des rapports d'inventaire physique afférents à des projets de terrain et bureaux régionaux du PNUE n'ont pas été présentés.

Le Comité juge préoccupant que le matériel énuméré dans le rapport d'inventaire ne cadre pas avec la note 2 l) ii) aux états financiers et ne puisse donc pas être mis en concordance avec le montant au 31 décembre 2005, ce qui incite à douter de l'exactitude dudit montant. Par ailleurs, étant donné que les rapports d'inventaire des projets et bureaux extérieurs du PNUE n'ont pas été présentés et que les justificatifs présentés à l'appui des achats et cessions sont insuffisants, il n'a pas été possible de s'assurer de la validité des montants indiqués dans les états financiers au titre du matériel durable.

b) Le Comité a relevé que 16 ordinateurs portables, d'un coût total de 34 205,63 dollars, figuraient dans le rapport d'inventaire de l'ONUG mais pas dans l'inventaire du Bureau régional pour l'Europe du PNUE. Dans le même ordre d'idées, l'inventaire ne prenait pas en compte le matériel acheté avant 1994.

Le Bureau régional pour l'Europe a expliqué qu'il n'y avait pas lieu de mettre à jour son inventaire parce que lorsque l'inventaire de 1994 avait été établi, le matériel durable acheté avant cette année-là et qui avait été fourni par l'ONUG n'avait pas été pris en compte. Les ordinateurs portables en question ne figuraient pas dans l'inventaire du Bureau en raison de leur état obsolète, la procédure relative à leur mise au rebut ayant été déjà engagée.

Le Comité a également relevé qu'aucune valeur n'était attribuée à 51 articles en stock alors que dans l'inventaire de l'ONUG, 6 de ces articles, des ordinateurs, étaient affectés d'une valeur totale de 6 592,91 dollars.

c) Au Bureau régional pour l'Asie occidentale, des articles transportables/portables, tels que des téléphones mobiles, des ordinateurs portables, des appareils photo, etc., étaient remis aux utilisateurs sans qu'aucun récépissé de matériel individuel ne soit établi, contrevenant ainsi à la section 3b) de la circulaire IC/UNON/2001/8 qui attribue au bénéficiaire du matériel la responsabilité de prendre soin de celui-ci et d'en faire un usage raisonnable.

La liste du matériel durable acheté entre le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et le 31 mai 2005 contenait divers articles – imprimantes, logiciels, scanners, meubles de rangement, relieuse, etc. – d'un coût inférieur à 500 dollars, qui auraient dû figurer parmi le matériel non durable.

Le Comité a également relevé que : i) l'inventaire du matériel durable ne comprenait que les achats effectués entre le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et le 31 mai 2005. Les achats antérieurs à cette période ne figuraient pas sur la liste. En outre, ce matériel n'était pas à l'abri des détournements et des pertes en raison du caractère incomplet de l'inventaire; ii) plusieurs articles remis à des responsables et employés d'autres organismes, notamment des ordinateurs portables d'une valeur de 10 744,68 dollars, étaient exclus de l'inventaire du matériel au 30 septembre 2005; et iii) les fiches du matériel ne contenaient pas de renseignements sur le prix d'achat, le numéro de série et le descriptif des articles, d'où l'absence de base solide pour effectuer les rapprochements nécessaires.

d) Au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, tous les articles durables, en particulier les plus susceptibles d'être détournés ou perdus, notamment les ordinateurs portables, les appareils photo numériques, les fours à micro-ondes et les automobiles, ne donnaient pas lieu à l'établissement d'un récépissé à l'intention des utilisateurs. Le Bureau disposait certes d'une base de données pour le matériel durable mais les personnes auxquelles du matériel est remis n'y sont pas identifiées. Il n'est dès lors pas facile de déterminer qui est responsable de quoi.

e) Le rapport d'inventaire des biens durables au 31 décembre 2004 du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique ne comprenait pas les articles faisant partie d'un ensemble – tables, chaises, meubles de rangement, postes de travail modulaire, etc. – qui se trouvaient au dixième étage du bâtiment de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). La non-prise en compte de ce matériel peut entraîner la perte de celui-ci, ainsi que des inexactitudes dans les montants indiqués au titre du matériel durable dans les états financiers.

Le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique a assuré au Comité qu'il tenait une comptabilité détaillée du matériel et mobilier de bureau, tout en admettant qu'un certain nombre d'articles faisant partie d'un ensemble n'ont pas été inscrits par la CESAP dans le rapport d'inventaire du PNUE en attendant que soient clarifiées les procédures régissant ce type d'articles. Selon le Bureau régional, les instructions régissant la comptabilisation des articles faisant partie d'un ensemble étaient en cours d'établissement et seraient appliquées dès que possible.

f) Au cours d'une inspection sur site au Bureau régional pour l'Afrique, le Comité a relevé que 9 articles durables étaient dépourvus de codes à barres et que 11 articles ne figuraient pas sur la fiche d'inventaire, d'où un risque de perte ou de détournement.

73. Le Comité n'a donc pas été en mesure de s'assurer de l'exactitude du montant indiqué pour la valeur du matériel durable au 31 décembre 2005.

**74. L'Administration s'est rangée aux recommandations du Comité lui demandant de se conformer a) aux dispositions du paragraphe 50 des Normes comptables du système des Nations Unies (Révision VI) en ce qui concerne la note 2 l) ii) aux états financiers; et b) aux instructions administratives régissant la gestion du matériel durable.**

75. L'Administration a informé le Comité que le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique avait été avisé par la CESAP qu'un inventaire des articles faisant partie d'un ensemble et appartenant au PNUE sera effectué en août/septembre 2006; la situation au Bureau régional pour l'Afrique est en voie de règlement dans le cadre de la gestion d'ensemble des stocks au niveau du siège du PNUE.

## **9. Services de consultants**

76. Le Comité a examiné les systèmes de recrutement, de rémunération et d'évaluation des résultats des consultants et vacataires par le siège et les bureaux régionaux du PNUE et a relevé les pratiques suivantes qui ne sont pas conformes aux règles en vigueur :

a) Les contrats conclus avec des consultants et vacataires relevaient toujours de la modalité des contrats de louage de services, contrairement à ce qui est stipulé dans l'instruction administrative ST/AI/1999/7 (Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes);

b) Des services de consultants ont été obtenus au moyen de contrats de vacataires, contrairement à ce qui est stipulé dans l'instruction administrative ST/AI/1999/7 (Bureau régional pour l'Asie occidentale);

c) Il n'y avait pas de fichier de candidats remplissant les conditions requises pour être consultant ou vacataire (Bureau régional pour l'Asie occidentale);

d) Des vacataires ont été recrutés pour des périodes totalisant de 10 à 12 mois sur une période de 12 mois consécutifs (Bureau régional pour l'Amérique latine);

e) Des consultants ont été dispensés de l'obligation de présenter un certificat de bonne santé avant l'exécution de leur contrat (siège, Bureau régional pour l'Asie occidentale);

f) Rien ne prouvait que le processus de sélection répondait aux critères prescrits, vu l'absence de pièces attestant que les titres, les qualifications et l'expérience des candidats ont été vérifiés (Bureau régional pour l'Asie occidentale);

g) Des consultants ont été autorisés à commencer à travailler avant l'approbation de leur contrat (Bureau régional pour l'Afrique), voire avant la signature du contrat par les parties (Bureau régional pour l'Europe). Il est arrivé qu'un contrat exécuté en 2002 et payé en 2005 pour cause de retard dans la livraison du produit ne soit pas du tout signé par les parties (siège);

h) Les cahiers des charges ne contenaient pas des renseignements essentiels sur les dates de livraison prévues, la manière dont les produits seraient livrés et les

indicateurs de résultats (siège, Bureau régional pour l'Asie occidentale, Bureau régional pour l'Afrique);

i) Les produits escomptés n'étaient pas exprimés de manière quantifiable ou sous forme de résultats (Bureau régional pour l'Europe);

j) Le fichier de consultants ne contenait pas de renseignements sur la performance de ceux-ci avant qu'ils ne soient recrutés pour de nouvelles affectations (Bureau régional pour l'Afrique), ni d'évaluation de leur performance pouvant servir de référence pour les engagements futurs (Bureau régional pour l'Asie occidentale);

k) Des sommes ont été versées à des titulaires de contrats avant le début de leur affectation alors que les contrats indiquaient clairement quand les paiements seraient dus (Bureau régional pour l'Asie occidentale);

l) Des contrats de consultants comportaient une clause en vertu de laquelle une partie de la rémunération serait versée à l'avance lors de la signature du contrat afin de couvrir les frais de voyage et/ou d'autres frais des consultants (Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique);

m) L'état effectif d'avancement des travaux n'avait pas été évalué avant le paiement, si bien qu'il n'y avait plus de base permettant de déterminer si les réalisations effectives correspondaient aux paiements effectués. Dans un cas extrême, les résultats d'un consultant détenteur d'un contrat de 168 000 dollars n'avaient fait l'objet d'aucune évaluation avant le paiement final (siège);

n) Des paiements échelonnés n'étaient pas étayés par des rapports précisant les phases correspondantes d'achèvement des travaux. De ce fait, il n'était pas possible de déterminer si les montants versés correspondaient à des travaux achevés (Bureau régional pour l'Europe);

o) À l'issue du paiement final, rien n'indiquait que les produits escomptés avaient été livrés et étaient conformes au contrat (Bureau régional pour l'Afrique);

p) Faute de repères adéquats quant aux produits à livrer, les résultats de l'évaluation étaient exprimés par de simples qualificatifs, par exemple *bon*, *très bon*, etc., sans moyen vérifiable de déterminer comment ces notes avaient été attribuées (Bureau régional pour l'Afrique);

q) Alors même que la performance a été qualifiée d'*excellente* ou de *très bonne* et que les résultats escomptés *ont été atteints*, ces qualificatifs n'étaient apparemment pas fondés sur une évaluation factuelle et juste du travail accompli par le consultant, faute de système d'évaluation reposant sur des justificatifs et critères clairs (siège et Bureau régional pour l'Europe). À titre d'exemple, un consultant s'est vu attribuer la note *bon* malgré un retard de livraison de 25 mois (siège); et

r) Les résultats de l'évaluation de la performance des consultants (par exemple *tous objectifs atteints* ou *excellent*) ne s'appuyaient pas sur des indicateurs de résultat quantifiables (Bureau régional pour l'Europe).

77. Le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes a informé le Comité que les contrats de louage de services étaient établis par le système IABS et, donc, utilisés pour les contrats conclus avec les consultants et les vacataires. Le Bureau examinera néanmoins avec le siège du PNUE la question de la reprogrammation du système IABS de manière à pouvoir changer de type de contrat.



78. Le Bureau régional pour l'Asie occidentale a également informé le Comité qu'au cours de la période couverte par l'audit, les consultants recrutés étaient dans leur grande majorité des personnes nommées par les gouvernements des États Membres de la région. Il n'était donc guère possible d'assurer en l'espèce l'application des procédures des Nations Unies concernant la sélection et le recrutement des consultants.

**79. L'Administration s'est rangée aux recommandations du Comité lui demandant de : i) se conformer aux instructions administratives régissant le recrutement, la rémunération et l'évaluation des résultats des consultants et vacataires; et ii) de reprogrammer le système IABS afin de régler le problème des types de contrat.**

80. L'Administration a informé le Comité qu'elle avait appliqué cette recommandation en utilisant une liste de contrôle pour le recrutement et la gestion des consultants et vacataires. Cette liste a été élaborée en consultation avec le Service de gestion des ressources humaines de l'ONUN et mise en service à la fin de 2005.

81. L'Administration a en outre informé le Comité qu'à l'issue de l'audit du Bureau régional pour l'Asie occidentale, elle avait entamé l'élaboration d'un fichier de candidats qualifiés susceptibles d'être recrutés comme consultants ou vacataires.

## **10. Ressources humaines**

### **Formation**

82. Dans son audit intermédiaire, en 2004, le Comité a évalué les stratégies et le système adoptés par le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour élaborer son plan annuel de formation et les cours dispensés dans ce cadre. Il a relevé que les participants remettaient des formulaires d'évaluation en fin de stage mais que les observations qui y figurent ne sont ni analysées ni utilisées pour évaluer la pertinence de la formation au regard des besoins tant du stagiaire que de l'organisation.

83. Le plan de formation pour 2004 ne contenait pas les coûts estimatifs en fonction desquels les fonds alloués à la formation seraient répartis. Faute de budget spécifique pour la formation, les dépenses afférentes à celle-ci étaient prélevées sur les crédits alloués au titre des dépenses salariales. Les fonds étaient utilisés à des fins autres que celles auxquelles ils étaient destinés et, en conséquence, les montants indiqués au titre des dépenses salariales pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2004 étaient surévalués de 2 743 dollars.

**84. L'Administration a informé le Comité : i) qu'elle allait procéder à une évaluation approfondie des cours de formation en s'employant essentiellement à analyser l'impact de cette formation sur l'efficacité individuelle et collective; et ii) qu'elle affectera les fonds alloués à la formation conformément aux dispositions 4.1 et 4.2 de l'instruction administrative ST/AI/1997/4.**

85. Le Comité a relevé que selon le guide de l'utilisateur d'e-PAS, le premier notateur, le second notateur et le fonctionnaire sont tous trois tenus de signer la page de couverture de la version définitive du rapport d'évaluation. Par cette signature, le fonctionnaire reconnaît avoir reçu son évaluation, sans préjudice de son droit d'engager une procédure de recours s'il estime qu'il y a lieu de le faire.

86. Sur les 24 dossiers examinés au Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, sept (29 %) contenaient un rapport e-PAS dont la couverture ne portait pas toutes les signatures requises, si bien qu'il est permis de se demander s'il s'agit bien de la version définitive du rapport. Le Bureau a expliqué que le premier notateur, le second notateur et le fonctionnaire concerné avaient apposé leur signature électronique sur le rapport et la date d'approbation de celui-ci était entrée dans la base de données en ligne e-PAS. Toutefois, parce que soit le premier soit le second notateur était en poste hors de Bangkok, la réunion des trois signatures sur la version papier a posé quelques problèmes d'ordre logistique.

87. Le Comité a aussi relevé que sur les 24 dossiers en question, 13 (54 %) n'indiquaient aucunement si le fonctionnaire avait reçu ou non le plan de travail. Le Bureau a expliqué que la réception du plan de travail par le fonctionnaire fait l'objet d'une petite case dans le formulaire e-PAS que le fonctionnaire peut ne pas avoir vue. Le système pourrait néanmoins être amélioré de manière à ce qu'il soit impossible d'apposer la signature électronique finale sans avoir répondu à la question relative au plan de travail.

**88. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité selon laquelle elle devrait veiller à ce que les dossiers d'évaluation e-PAS soient complets.**

89. L'Administration a informé le Comité qu'elle avait demandé à l'équipe chargée du système e-PAS au Bureau de la gestion des ressources humaines d'apporter audit système les améliorations nécessaires afin qu'il soit impossible d'apposer la signature électronique finale sans avoir répondu à la question relative au plan de travail.

90. Au vu de la liste des postes vacants au 31 décembre 2004 au Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, cinq postes étaient vacants depuis plus de neuf mois. Il faut pourvoir rapidement les postes vacants si l'on veut éviter des répercussions préjudiciables au niveau tant des opérations que de la dotation en effectifs.

91. L'Administration a informé le Comité que les procédures officielles du système Galaxy étaient appliquées pour pourvoir les cinq postes vacants en question et que des listes de candidats ont été établies à l'issue des délais de 15, 30 et 60 jours prévus dans la circulaire administrative ST/AI/2002/4. Un poste a fait l'objet d'un second avis de vacance parce que le premier n'avait pas suscité de candidatures remplissant les conditions requises, et il a fallu plus de temps que prévu pour procéder au classement officiel des quatre autres postes, ainsi qu'à l'entrée initiale des avis de vacance de poste dans le système Galaxy.

**92. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité selon laquelle le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique devrait examiner avec le siège du PNUE les moyens de faciliter ses activités de recrutement.**

93. Au 31 décembre 2005, sur les 502 postes occupés par des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur au siège du PNUE, 312 l'étaient par des hommes et 190 par des femmes. Le ratio homme/femmes (62/38) est donc favorable aux premiers et en deçà de l'objectif de la parité 50/50 poursuivi par l'ONU. Le Comité a également relevé que les hommes étaient majoritaires au niveau des nominations initiales et des promotions pour l'exercice biennal 2004-2005, les ratios correspondants étant de 60/40 et 71/29 respectivement.

94. Au siège du PNUE, en moyenne, les candidatures féminines à des postes d'administrateur (jusqu'à la classe P-5) et à des postes de directeur ou de fonctionnaire de rang supérieur ne représentaient que 28 % et 16 %, respectivement, du nombre total de candidatures, ce qui limite le nombre des candidates qualifiées susceptibles d'occuper des postes vacants au PNUE. L'Administration a assuré au Comité que les vacances de poste faisaient l'objet d'une large publicité afin d'attirer les candidatures féminines.

95. Au cours d'un audit intermédiaire, en 2005, l'examen de l'effectif au 31 décembre 2004 du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique a permis de constater que 64 % des postes étaient occupés par des hommes et 36 % par des femmes. Le Bureau n'avait à l'époque aucune stratégie ni plan d'action concrets sur la parité conforme au projet de stratégie du PNUE sur le même sujet.

96. L'Administration a informé le Comité qu'elle était attachée à la réalisation des objectifs fixés par l'Assemblée générale en ce qui concerne la répartition entre les sexes, en soulignant toutefois que les décisions en matière de recrutement d'administrateurs pour le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique étaient prises au siège du PNUE et que c'est donc à ce niveau que la question de la parité était examinée. Le Bureau régional demandera au siège de l'aider à améliorer l'équilibre entre les sexes et l'intégration de cette problématique.

**97. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité selon laquelle elle devrait prendre des initiatives en vue de réaliser l'objectif de la parité (50/50) fixé par l'Assemblée générale.**

98. L'Administration a informé le Comité qu'elle prendra de telles initiatives dans le cadre du Plan d'action sur les ressources humaines signé par le Directeur exécutif du PNUE et le Sous-Secrétaire général aux ressources humaines.

## **11. Fonds d'affectation spéciale inactifs**

99. Le Comité a relevé qu'au 31 décembre 2005, 18 fonds d'affectation spéciale inactifs comprenant au total 879 000 dollars de réserves et de soldes n'étaient pas clos. Si l'on excepte le fonds RUL, aucun de ces fonds d'affectation spéciale n'a donné lieu au cours de l'exercice biennal 2004-2005 à des dépenses autres que celles relatives aux placements et opérations connexes.

**100. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité selon laquelle elle devrait accélérer la clôture des fonds d'affectation spéciale inactifs, conformément aux accords régissant ces fonds et aux décisions pertinentes du Conseil d'administration.**

## **12. Gestion des programmes**

101. Le Comité, ayant examiné 14 projets du siège du PNUE approuvés en 2005, a relevé que sur les quatre projets qui nécessitaient l'assentiment du Groupe chargé de l'approbation des projets, trois (75 %) avaient démarré avant la date d'approbation. Dans le même ordre d'idées, sur les 10 projets examinés qui nécessitaient l'approbation du Service du budget de la gestion financière, quatre (40 %) ont démarré avant d'être approuvés.

**102. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité selon laquelle elle devrait veiller à ce que les projets soient approuvés par le Groupe**

**chargé de l'approbation des projets ou le Service du budget et de la gestion financière, selon le cas, avant leur exécution.**

103. Le Comité a relevé que des documents de projet et des rapports requis ne se trouvaient pas dans 12 des 14 dossiers de projet examinés. L'absence de rapports d'activité annuels privait du cadre nécessaire pour évaluer l'état d'avancement des projets par rapport aux dépenses.

104. Le Comité a également relevé que la liste nominative des fonctionnaires chargés de la gestion des fonds des projets n'était pas mise à jour. Ainsi, le nom de l'un de ces fonctionnaires qui avait quitté l'organisation depuis plus de cinq ans apparaissait encore au regard de plusieurs projets sur la liste des projets en cours ou achevés au 31 décembre 2005. Il n'est guère possible de déterminer avec précision qui est responsable des carences dans l'exécution des projets si la personne qui est effectivement aux commandes n'est pas indiquée sur la liste. L'Administration a informé le Comité qu'elle était en train, pendant l'audit, de mettre à jour les noms des fonctionnaires chargés de la gestion des fonds.

105. Le Comité a relevé des retards dans la présentation des rapports d'activité semestriels relatifs à deux des huit projets actifs au Bureau régional pour l'Europe. L'un des projets était en retard de cinq mois et l'autre de deux mois. Par ailleurs, aucun des huit projets ne disposait pour 2004 des inventaires de produits/services attendus pour le 31 janvier et le 31 juillet.

106. Le Comité a également relevé l'absence de fiches d'auto-évaluation pour 2004 en ce qui concerne les huit projets en question. Les directeurs de programme étaient donc privés de moyens d'examiner les éventuels écarts par rapport au projet approuvé, sur les plans de la durée, des coûts et des produits, et de prendre les mesures correctives qui s'imposent le cas échéant.

**107. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité selon laquelle elle devrait : i) exiger des agents d'exécution et des directeurs de projet qu'ils présentent les rapports prescrits par la section 7D du Manuel des projets du PNUE; et ii) veiller à ce que les rapports d'activité semestrielle, les inventaires de produits/services et les fiches d'auto-évaluation soient présentés en temps voulu.**

108. Au Bureau régional pour l'Asie occidentale, un examen de la documentation du projet relatif à l'amélioration de la participation et au renforcement des capacités pour la mise en place de systèmes homologués de gestion de l'environnement en Asie occidentale a permis de constater que dans le plan de travail, le délai fixé pour mener à bien toutes les activités était de deux ans mais les dates précises de démarrage et d'achèvement de chaque activité n'étaient pas indiquées. L'état d'avancement des projets tel qu'il ressortait des rapports d'activité ne pouvait être convenablement évalué faute de repères. Dans le même ordre d'idées, le mémorandum d'accord entre le Bureau régional et un agent d'exécution ne contenait ni plan de travail ni calendrier et ne précisait pas les produits escomptés du projet.

109. Au Bureau régional pour l'Afrique, l'examen du projet *Nairobi River Basin* a révélé que le plan de travail ne précisait pas les dates de début et d'achèvement par activité. Par ailleurs, le budget n'indiquait pas les montants alloués à chaque objet de dépenses, ce qui empêchait tout contrôle véritable à ce niveau. En outre, les mémorandums d'accord entre le Bureau régional et ses agents d'exécution ne contenaient ni le plan de travail ni les calendriers requis.

110. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité selon laquelle elle devrait se conformer aux dispositions du Manuel des projets du PNUE en : i) indiquant les dates de début et d'achèvement de chaque activité de projet; ii) précisant les montants alloués aux projets par objet de dépenses afin d'améliorer le contrôle budgétaire; et iii) établissant des plans de travail et des calendriers pour tous les projets.

### 13. Achats

111. Aux termes de l'accord interorganisations conclu entre le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique et la CESAP, cette dernière assure les fonctions d'achat pour le compte du Bureau. Le Comité a toutefois relevé que celui-ci n'avait ni établi ni présenté à la CESAP un plan d'achats pour l'année 2004 comme l'exige le paragraphe 1 de la disposition 8.1.1 du Manuel de gestion du matériel.

112. L'examen des 23 documents d'engagement de dépenses du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique afférents à des achats de biens et de services a permis de constater que huit demandes de fourniture de biens ou de services, portant essentiellement sur du matériel de réfrigération et représentant au total 209 249 dollars, avaient été soumises en décembre 2004, en violation du paragraphe 2 de la disposition 8.1.2 du Manuel des achats.

113. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité selon laquelle elle devrait établir et présenter à la CESAP un plan d'achats permettant d'assurer efficacement et en temps voulu le lancement des appels d'offres ou de propositions, l'adjudication des marchés et la livraison des biens et services.

114. L'Administration a informé le Comité qu'elle avait établi et présenté un plan d'achats à la CESAP le 2 février 2006.

### 14. Coordination interorganisations

115. Le Bureau régional pour l'Amérique du Nord du PNUE a signé avec le Centre d'information des Nations Unies à Washington, en 2001, un mémorandum d'accord en vertu duquel le Centre fournirait un appui administratif au Bureau régional, lequel ne tient pas une comptabilité distincte, ses opérations financières étant incorporées aux rapports financiers du siège du PNUE. Or, l'appui administratif convenu n'a pas été intégralement fourni par le Centre.

116. Considérant l'incapacité du Centre à pourvoir aux besoins en services administratifs du Bureau régional, ce dernier a demandé au siège du PNUE de l'autoriser à mettre en place un système de fonds de caisse, pour ses propres besoins ainsi que pour ceux du Groupe consultatif scientifique et technique du Fonds pour l'environnement mondial.

117. Au cours de l'audit de 2003, le Comité avait conseillé au Bureau régional qu'en attendant qu'il soit statué sur sa demande de création d'un système de fonds de caisse, le mémorandum d'accord soit modifié de manière à prendre en compte les limites de l'intervention du Centre d'information, les activités précises dont ce dernier serait chargé et les obligations précises du Bureau et du Centre. Or, le mémorandum d'accord n'a pas été modifié, parce que le Bureau pensait que la mise en place du système de fonds de caisse était imminente et parce que le Centre a normalement pour pratique de ne pas conclure un accord en bonne et due forme

avec d'autres organismes des Nations Unies en raison de son système de facturation a posteriori en fin d'année.

118. Aux termes du mémorandum d'accord entre le Bureau régional et le Centre d'information, sauf notification contraire dans les 60 jours qui suivent son expiration, l'accord est tacitement renouvelé pour une année supplémentaire après la période initiale allant de juillet 2001 à décembre 2002. De ce fait, l'accord est resté en vigueur de janvier à décembre 2003 mais aucun nouveau mémorandum d'accord n'a été signé par les deux parties par la suite. Selon le Bureau régional, un accord a été conclu verbalement lors d'une réunion avec le Centre tenue au milieu de 2004. Le Bureau a néanmoins indiqué qu'il pourrait rédiger un nouveau mémorandum d'accord reprenant toutes les activités du PNUE à Washington et les services que le Centre serait censé fournir.

119. Le Bureau régional a encore fait appel aux services du Centre d'information, pour un coût total de 10 400 dollars environ pour la période janvier-décembre 2004, sans disposer d'un accord en bonne et due forme précisant les services à rendre et ce qu'il en coûte.

**120. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité selon laquelle, en attendant la mise en place d'un système de fonds de caisse, le Bureau régional pour l'Amérique du Nord devrait prendre des dispositions en vue de renouveler le mémorandum d'accord, en lui incorporant les limitations et les activités effectives du Centre d'information des Nations Unies afin de définir clairement les obligations contractuelles du Bureau et du Centre et de disposer d'une base pour le calcul du coût des services rendus.**

121. Plusieurs erreurs commises par le Centre d'information ont été découvertes et notifiées immédiatement par le Bureau régional mais n'ont été corrigées que plusieurs mois plus tard. L'une de ces erreurs a consisté à payer deux fois une somme de 2 865 dollars, d'abord par un chèque daté du 30 janvier 2004 puis par un deuxième chèque de même montant daté du 10 février 2004. Le double paiement a bien été régularisé par un bordereau de crédit daté du 30 janvier 2004 mais les comptes du Bureau n'ont été crédités du montant de 2 865 dollars qu'en septembre 2004, soit sept mois après.

122. Le Centre était pratiquement toujours en retard de deux à trois mois dans la présentation de la liste mensuelle des chèques émis de janvier à décembre 2004, ce qui a retardé la présentation des états d'allocation de crédit à l'ONUN. Au 19 avril 2005, la ventilation des paiements pour février et mars 2005 n'avait toujours pas été présentée.

**123. L'Administration s'est rangée à la recommandation du Comité selon laquelle elle devrait s'assurer avec le Centre d'information des Nations Unies que les erreurs sont rectifiées rapidement et que la liste des chèques est soumise en temps voulu pour faciliter la présentation des états d'allocation de crédit à l'ONUN.**

124. L'Administration a informé le Comité qu'après la mise en service du SIG au Bureau régional pour l'Amérique du Nord, en octobre 2005, ce dernier a cessé de faire appel aux services du Centre d'information, et ce, à compter de janvier 2006.

## 15. Cas de fraude et de présomption de fraude

125. L'Administration a indiqué qu'il n'y avait eu aucun cas de fraude ou de présomption de fraude au cours de l'exercice biennal.

## C. Remerciements

126. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Directeur exécutif, ses collaborateurs et les membres de leur personnel de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

Le Président de la Commission de vérification des comptes  
de la République des Philippines,  
Président du Comité des commissaires aux comptes  
des Nations Unies  
(Vérificateur principal)  
(Signé) Guillermo N. **Carague**

Le Vérificateur général des comptes de la République sud-africaine  
(Signé) Shauket A. **Fakie**

Le Premier Président de la Cour des comptes de la France  
(Signé) Philippe **Séguin**

Le 28 juillet 2006

*Note* : Les commissaires n'ont signé que la version originale anglaise du rapport.

## Annexe

**Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité dans son rapport relatif à l'exercice biennal 2002-2003<sup>a</sup>**

<i>Objet</i>	<i>Exercice sur lequel porte la première recommandation</i>	<i>Mise en œuvre achevée</i>	<i>En cours de mise en œuvre</i>	<i>Non mise en œuvre</i>	<b>Total</b>	<i>Paragraphe correspondant du présent rapport</i>
Engagements non réglés	2002-2003		par. 23		<b>1</b>	par. 20 à 25
Frais de voyage	2002-2003		par. 36		<b>1</b>	par. 30 à 37
Avances versées aux agents d'exécution	2002-2003	par. 39			<b>1</b>	
Renseignements devant figurer dans les états financiers	2002-2003	par. 42			<b>1</b>	
Gestion financière et contrôle financier	2002-2003	par. 46 par. 48 par. 51			<b>1</b> <b>1</b> <b>1</b>	
Système comptable et budgétaire intégré	2002-2003	par. 55			<b>1</b>	
Budgétisation axée sur les résultats	2002-2003	par. 60			<b>1</b>	
Biens durables	2002-2003		par. 62		<b>1</b>	par. 72 à 75
Services de consultants	2002-2003		par. 68		<b>1</b>	par. 76 à 81
Contributions des pays donateurs	2002-2003	par. 70			<b>1</b>	
Technologies de l'information et des communications	2002-2003	par. 74			<b>1</b>	
<b>Nombre total de recommandations</b>		<b>9</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	
<b>Pourcentage</b>		<b>69</b>	<b>31</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	

<sup>a</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-neuvième session, Supplément n° 5F* (A/59/5/Add.6), chap. II.



## Chapitre III

### Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons examiné les états financiers du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005, numérotés de I à XIV, ainsi que les tableaux, numérotés 3.1, 4.1, 4.2, 5.1 et 6.1, et les notes y relatives, qui figurent dans le présent document. Ces états financiers ont été établis sous la responsabilité du Directeur exécutif. Il nous appartient d'exprimer, sur la base de notre vérification, une opinion sur ces états financiers.

Nous avons effectué notre vérification conformément aux normes communes du Groupe des vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et aux normes internationales d'audit. Ces normes requièrent que nos travaux soient organisés et exécutés de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude significative. Une vérification consiste notamment à examiner par sondage les justificatifs des montants et autres données figurant dans les états financiers. Elle consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Directeur exécutif, et à évaluer la présentation générale des états financiers. Nous estimons que la vérification que nous avons effectuée constitue une base raisonnable sur laquelle fonder la présente opinion.

Notre opinion est que les états financiers donnent pour tous les éléments de caractère significatif une image fidèle de la situation financière au 31 décembre 2005, ainsi que du résultat des opérations et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies.

En outre, nous estimons que les opérations du Programme des Nations Unies pour l'environnement qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification étaient, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et aux autorisations de l'organe délibérant.

Sans pour autant assortir d'une réserve les opinions qui précèdent, nous appelons l'attention sur la note 8 afférente aux états financiers, dans laquelle le montant indiqué pour les biens durables est de 18,7 millions de dollars, dont un montant de 11,2 millions de dollars se rapportant au siège du PNUE. Or, la valeur indiquée dans les états d'inventaire donnés comme justificatif pour les biens durables du siège du PNUE n'est que de 1,2 million de dollars, soit une différence de 10 millions de dollars. Cet important écart est dû au fait que la valeur des biens indiquée dans les états financiers correspond à leur coût d'achat, alors que celle des articles figurant dans les états d'inventaire est la juste valeur marchande de ces biens.

Le Président de la Commission de vérification des comptes  
de la République des Philippines,  
Président du Comité des commissaires aux comptes  
des Nations Unies  
(Auditeur principal)  
(Signé) Guillermo N. Carague

Le Vérificateur général des comptes de la République sud-africaine  
(*Signé*) Shauket A. **Fakie**

Le Premier Président de la Cour des comptes de la France  
(*Signé*) Philippe **Séguin**

Le 28 juillet 2006

*Note* : Les commissaires n'ont signé que la version originale anglaise de l'opinion.

## Chapitre IV

### Certification des états financiers

Le 31 mars 2006

Les états financiers du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005 ont été établis conformément à la règle de gestion financière 106.10 de l'ONU et à la règle de gestion financière 213.3 du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Les principales conventions comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières du Programme au cours de l'exercice considéré, lesquelles relèvent de la responsabilité administrative du Secrétaire général.

Je certifie que les états financiers I à XIV du Programme des Nations Unies pour l'environnement qui figurent ci-après, y compris ceux qui se rapportent aux fonds d'affectation spéciale et autres comptes connexes, sont corrects.

Le Chef du Service financier,  
Service de gestion du budget et des ressources financières,  
Office des Nations Unies à Nairobi  
(Signé) David. G. **Hastie**

## Chapitre V

### États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2006

#### État I

#### Programme des Nations Unies pour l'environnement – récapitulatif de tous les fonds

#### État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds pour l'environnement</i>	<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le recrutement d'administrateurs</i>	<i>Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes</i>	<i>Contributions à des fins spécifiées</i>	<i>Divers</i>	<i>Montants éliminés</i>	<b>Total</b>	
									<b>2005</b>	<b>2003</b>
<b>Recettes</b>										
Contributions volontaires	118 530	121 829	184 082	6 840	–	73 010	1 185	–	<b>505 476</b>	<b>406 789</b>
Intérêts créditeurs	1 626	3 174	3 458	198	303	379	86	–	<b>9 224</b>	<b>13 578</b>
Recettes au titre de l'appui au Programme	–	–	–	–	22 001	–	–	(21 410)	<b>591</b>	<b>1 076</b>
Recettes accessoires	1 095	1 276	7	–	950	2	13	–	<b>3 343</b>	<b>2 788</b>
Droits d'auteur	–	–	–	–	–	–	25	–	<b>25</b>	<b>51</b>
Ventes de publications	–	–	–	–	–	–	138	–	<b>138</b>	<b>105</b>
<b>Total, recettes</b>	<b>121 251</b>	<b>126 279</b>	<b>187 547</b>	<b>7 038</b>	<b>23 254</b>	<b>73 391</b>	<b>1 447</b>	<b>(21 410)</b>	<b>518 797</b>	<b>424 387</b>
<b>Dépenses</b>										
Traitements et autres dépenses de personnel	70 422	58 466	58 090	5 127	9 955	14 267	415	–	<b>216 742</b>	<b>178 083</b>
Services contractuels	23 188	21 413	77 283	–	9 103	27 798	418	–	<b>159 203</b>	<b>93 173</b>
Voyages	8 102	6 430	9 900	60	384	2 054	20	–	<b>26 950</b>	<b>21 424</b>
Dépenses de fonctionnement	16 626	21 979	28 349	–	954	16 515	556	–	<b>84 979</b>	<b>65 260</b>
Achats	7 967	6 128	7 495	–	21	595	450	–	<b>22 656</b>	<b>16 193</b>
Dépenses d'appui au Programme	–	13 955	4 868	626	–	1 931	30	(21 410)	–	–
Prix Sasakawa de l'environnement	–	–	–	–	–	–	–	–	–	<b>400</b>
<b>Total, dépenses</b>	<b>126 305</b>	<b>128 371</b>	<b>185 985</b>	<b>5 813</b>	<b>20 417</b>	<b>63 160</b>	<b>1 889</b>	<b>(21 410)</b>	<b>510 530</b>	<b>374 533</b>
Excédent/(déficit)	(5 054)	(2 092)	1 562	1 225	2 837	10 231	(442)	–	<b>8 267</b>	<b>49 854</b>
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	2 786	(1 782)	(1 557)	37	(119)	(3 156)	(2)	–	<b>(3 793)</b>	<b>(9 423)</b>
<b>Excédent/(déficit) net</b>	<b>(2 268)</b>	<b>(3 874)</b>	<b>5</b>	<b>1 262</b>	<b>2 718</b>	<b>7 075</b>	<b>(444)</b>	–	<b>4 474</b>	<b>40 431</b>

	<i>Fonds pour l'environnement</i>	<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le recrutement d'administrateurs</i>	<i>Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes</i>	<i>Contributions à des fins spécifiées</i>	<i>Divers</i>	<i>Montants éliminés</i>	<b>Total</b>	
									<b>2005</b>	<b>2003</b>
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)	87	10	5	–	528	–	6	–	<b>636</b>	<b>3 161</b>
Virements des/aux réserves	–	(1 239)	–	–	–	–	–	–	<b>(1 239)</b>	–
Virements provenant/à d'autres fonds	549	–	(552)	–	3	–	–	–	–	<b>967</b>
Remboursements aux donateurs	–	(46)	(429)	–	–	(513)	–	–	<b>(988)</b>	<b>(441)</b>
Virements au/du fonds de dotation	–	–	–	–	–	–	(24)	–	<b>(24)</b>	<b>(45)</b>
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	6 699	74 426	116 083	3 075	3 551	30 625	413	–	<b>234 872</b>	<b>190 799</b>
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>5 067</b>	<b>69 277</b>	<b>115 112</b>	<b>4 337</b>	<b>6 800</b>	<b>37 187</b>	<b>(49)</b>	–	<b>237 731</b>	<b>234 872</b>
Réserves financières/fonds de dotation, début d'exercice	10 000	–	–	–	2 000	–	1 543	–	<b>13 543</b>	<b>13 505</b>
<b>Réserves financières/fonds de dotation, fin d'exercice</b>	<b>10 000</b>	<b>1 239</b>	–	–	<b>2 000</b>	–	<b>1 567</b>	–	<b>14 806</b>	<b>13 543</b>

## État II

## Programme des Nations Unies pour l'environnement –récapitulatif de tous les fonds

## État récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds pour l'environnement</i>	<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le recrutement d'administrateurs</i>	<i>Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes</i>	<i>Contributions à des fins spécifiées</i>	<i>Divers</i>	<i>Montants éliminés</i>	<b>Total</b>	
									<b>2005</b>	<b>2003</b>
<b>Actif</b>										
Encaisse et dépôts à terme	4 932	11 113	567	—	—	—	—	—	<b>16 612</b>	<b>10 391</b>
Trésorerie commune – Euros	—	6 611	—	—	—	3 413	—	—	<b>10 024</b>	<b>2 085</b>
Trésorerie commune – Dollars	24 059	67 397	82 305	4 251	769	37 529	1 761		<b>218 071</b>	<b>224 928</b>
Avances aux agents d'exécution	900	—	—	—	—	—	—	—	<b>900</b>	<b>1 148</b>
Comptes débiteurs										
Contributions volontaires à recevoir	1 237	18 120	—	—	—	—	—	—	<b>19 357</b>	<b>21 806</b>
Soldes interfonds	3 870	—	10 538	235	8 848	2 850	107	(23 960)	<b>2 488</b>	—
Divers	6 545	9 354	45 024	29	21	3 981	2	—	<b>64 956</b>	<b>54 779</b>
Autres éléments d'actif	656	127	251	12	10	624	—	—	<b>1 680</b>	<b>1 503</b>
<b>Total, actif</b>	<b>42 199</b>	<b>112 722</b>	<b>138 685</b>	<b>4 527</b>	<b>9 648</b>	<b>48 397</b>	<b>1 870</b>	<b>(23 960)</b>	<b>334 088</b>	<b>316 640</b>
<b>Passif</b>										
Contributions et autres paiements reçus d'avance	1 124	6 192	—	—	227	104	—	—	<b>7 647</b>	<b>1 957</b>
Avances reçues des agents d'exécution	454	—	—	—	—	—	—	—	<b>454</b>	<b>437</b>
Engagements non réglés	12 031	9 142	17 686	114	529	7 504	39	—	<b>47 045</b>	<b>35 179</b>
Comptes créditeurs										
Soldes interfonds	—	23 670	—	—	—	—	290	(23 960)	—	<b>7 864</b>
Divers	13 127	3 202	5 887	76	92	3 602	23	—	<b>26 009</b>	<b>21 542</b>
Autres éléments de passif	396	—	—	—	—	—	—	—	<b>396</b>	<b>1 246</b>
<b>Total, passif</b>	<b>27 132</b>	<b>42 206</b>	<b>23 573</b>	<b>190</b>	<b>848</b>	<b>11 210</b>	<b>352</b>	<b>(23 960)</b>	<b>81 551</b>	<b>68 225</b>

	<i>Fonds pour l'environnement</i>	<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le recrutement d'administrateurs</i>	<i>Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes</i>	<i>Contributions à des fins spécifiées</i>	<i>Divers</i>	<i>Montants éliminés</i>	<b>Total</b>	
									<b>2005</b>	<b>2003</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>										
Réserves financières	10 000	1 239	–	–	2 000	–	1 567	–	<b>14 806</b>	<b>13 543</b>
Excédent cumulé	5 067	69 277	115 112	4 337	6 800	37 187	(49)	–	<b>237 731</b>	<b>234 872</b>
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>	<b>15 067</b>	<b>70 516</b>	<b>115 112</b>	<b>4 337</b>	<b>8 800</b>	<b>37 187</b>	<b>1 518</b>	<b>–</b>	<b>252 537</b>	<b>248 415</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>	<b>42 199</b>	<b>112 722</b>	<b>138 685</b>	<b>4 527</b>	<b>9 648</b>	<b>48 397</b>	<b>1 870</b>	<b>(23 960)</b>	<b>334 088</b>	<b>316 640</b>

## État III

## Programme des Nations Unies pour l'environnement – récapitulatif de tous les fonds

État récapitulatif des flux de trésorerie pour l'exercice biennal 2004-2005  
clos le 31 décembre 2005

(En milliers de dollars des États-Unis)

									Total	
	Fonds pour l'environnement	Fonds généraux d'affectation spéciale	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	Fonds d'affectation spéciale pour le recrutement d'administrateurs	Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes	Contributions à des fins spécifiées	Divers	Montants éliminés	2005	2003
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement										
Excédent/(déficit) net	(2 268)	(3 874)	5	1 262	2 718	7 075	(444)	–	4 474	40 912
Augmentation/(diminution)										
Contributions à recevoir	(700)	(81)	491	–	–	2 739	–	–	2 449	–
Avances aux agents d'exécution	265	–	–	–	–	–	–	–	265	(9 193)
Autres comptes débiteurs	2 989	(1 135)	(10 336)	(27)	–	(1 669)	(2)	–	(10 180)	(21 801)
Autres éléments d'actif	31	(79)	(101)	(12)	(10)	(6)	–	–	(177)	(833)
Soldes interfonds	17 421	16 470	(33 694)	(714)	(8 955)	(1 457)	575	–	(10 354)	4 642
Augmentation/(diminution)										
Contributions et autres paiements reçus d'avance	1 069	4 396	–	–	227	–	–	–	5 692	–
Engagements non réglés	2 428	(2 000)	9 291	(134)	(454)	2 819	(84)	–	11 866	(474)
Autres comptes créditeurs	635	1 130	1 682	(53)	(170)	1 236	12	–	4 472	7 402
Autres éléments de passif	(850)	–	–	–	–	(2)	1	–	(851)	932
À déduire : intérêts créditeurs	(1 626)	(3 174)	(3 458)	(198)	(303)	(379)	(86)	–	(9 224)	(13 578)
Encaisse nette provenant des activités de fonctionnement										
	19 394	11 653	(36 120)	124	(6 947)	10 356	(28)	–	(1 568)	8 009
Flux de trésorerie provenant des activités de placement										
(Augmentation)/diminution de la trésorerie commune – euros	–	(4 526)	–	–	–	(3 413)	–	–	(7 939)	1 815
(Augmentation)/diminution de la trésorerie commune – dollars	(22 406)	(3 498)	33 883	(322)	6 113	(6 809)	(105)	–	6 856	(224 928)



	<i>Fonds pour l'environnement</i>	<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le recrutement d'administrateurs</i>	<i>Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes</i>	<i>Contributions à des fins spécifiées</i>	<i>Divers</i>	<i>Montants éliminés</i>	<b>Total</b>	
									<b>2005</b>	<b>2003</b>
<i>À ajouter</i> : intérêts créditeurs	1 626	3 174	3 458	198	303	379	86	–	<b>9 224</b>	<b>13 578</b>
<b>Encaisse nette provenant des activités de placement</b>	<b>(20 780)</b>	<b>(4 850)</b>	<b>37 341</b>	<b>(124)</b>	<b>6 416</b>	<b>(9 843)</b>	<b>(19)</b>	–	<b>8 141</b>	<b>(209 535)</b>
Flux de trésorerie provenant d'activités de financement										
Engagement d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations	87	10	5	–	528	–	6	–	<b>636</b>	<b>3 161</b>
Virements provenant d'autres fonds	549	–	(552)	–	3	–	–	–	–	–
Remboursement aux donateurs	–	(46)	(429)	–	–	(513)	–	–	<b>(988)</b>	<b>38</b>
Virement de la réserve de fonctionnement ou du/au fonds de dotation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	<b>38</b>
<b>Montant net des flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>636</b>	<b>(36)</b>	<b>(976)</b>	<b>–</b>	<b>531</b>	<b>(513)</b>	<b>6</b>	–	<b>(352)</b>	<b>3 237</b>
Augmentation/(diminution) nette de l'encaisse et des dépôts à terme	(750)	6 767	245	–	–	–	(41)	–	<b>6 221</b>	<b>(198 289)</b>
Encaisse et dépôts à terme en début d'exercice	5 682	4 346	322	–	–	–	41	–	<b>10 391</b>	<b>208 680</b>
<b>Encaisse et dépôts à terme en fin d'exercice</b>	<b>4 932</b>	<b>11 113</b>	<b>567</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>16 612</b>	<b>10 391</b>

Tableau 3.1

**Fonds pour l'environnement****Encaisse en monnaies convertibles et non convertibles,  
dépôts bancaires et placements au 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>Encaisse dépôts à termes</i>	<i>Trésorerie commune de l'ONU en dollars</i>	<i>Trésorerie commune en euros</i>
<b>Fonds pour l'environnement</b>				
Dollars des États-Unis	État IV	4 932	24 059	
Constitué de :				
Encaisse et dépôts à terme		4 932	15 662	
Placements à court terme, au moindre de la valeur d'achat/de réalisation		—	8 322	
Intérêts courus à recevoir		—	75	
		<b>4 932</b>	<b>24 059</b>	
<b>Fonds d'affectation spéciale et autres comptes du PNUE</b>				
Trésorerie commune en dollars des États-Unis				
Fonds généraux d'affectation spéciale	État V	11 113	65 885	6 611
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	État VII	567	82 305	—
Fonds d'affectation spéciale pour les administrateurs du PNUE	État VIII	—	4 251	—
Compte spécial pour les dépenses d'appui au programme	État IX	—	769	—
Contributions à des fins spécifiques	État X	—	37 529	3 413
Prix Sasakawa de l'environnement	État XI	—	1 761	—
		<b>11 680</b>	<b>192 500</b>	<b>10 024</b>
Constitué de :				
Encaisse et dépôts à terme		11 680	125 310	10 019
Placements à court terme au moindre de la valeur d'achat/ de réalisation		—	66 588	—
Intérêts courus à recevoir		—	602	5
		<b>11 680</b>	<b>192 500</b>	<b>10 024<sup>a</sup></b>
<b>CITES – Placement hors trésorerie commune du PNUE</b>	État V	—	<b>1 512</b>	
Constitués de :				
Dépôts à vue ou à terme		—	984	
Placement à court terme au moindre de la valeur d'achat/ de réalisation		—	523	
Intérêts courus à recevoir		—	5	
		—	<b>1 512</b>	
<b>Fonds multilatéral</b>				
Dollars des États-Unis	État VI	864	9 926	

<i>Référence</i>	<i>Encaisse dépôts à termes</i>	<i>Trésorerie commune de l'ONU en dollars</i>	<i>Trésorerie commune en euros</i>
Constitué de :			
Encaisse et dépôts à terme	864	6 461	
Placement à court terme à moindre valeur d'achat/de réalisation	—	3 433	
Intérêts courus à recevoir	—	32	
	<b>864</b>	<b>9 926</b>	

<sup>a</sup> Comprend 8 467 015 euros de dépôts à vue ou à terme et 3 905 euros d'intérêts courus à recevoir.

## État IV

**Fonds pour l'environnement****État des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2005</i>	<i>2003</i>
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires	Tableau 4.1	118 530	95 868
Intérêts créditeurs		1 626	1 486
Recettes accessoires		1 095	1 433
<b>Total, recettes</b>		<b>121 251</b>	<b>98 787</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		70 422	63 309
Services contractuels		23 188	16 856
Voyages		8 102	7 795
Dépenses de fonctionnement		16 626	14 465
Achats		7 967	7 541
<b>Total, dépenses</b>		<b>126 305</b>	<b>109 966</b>
Excédent/(déficit)		(5 054)	(11 179)
Virements de/à l'Office des Nations Unies à Nairobi et de/à d'autres fonds		549	986
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	Note 5	2 786	(443)
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>(1 719)</b>	<b>(10 636)</b>
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		87	2 569
<b>Réserves et soldes des fonds en début d'exercice</b>		<b>6 699</b>	<b>14 766</b>
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>5 067</b>	<b>6 699</b>
<b>Réserves financières en début d'exercice</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>
<b>Réserves financières en fin d'exercice</b>		<b>10 000</b>	<b>10 000</b>

État IV (*fin*)**Fonds pour l'environnement****État de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds  
au 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2005</i>	<i>2003</i>
<b>Actif</b>			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	4 932	5 682
Trésorerie commune en dollars des États-Unis	Tableau 3.1	24 059	1 653
Avances consenties à des agents d'exécution		900	1 148
Comptes débiteurs			
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 4.1	1 237	537
Soldes interfonds	Note 7	3 870	21 291
Divers	Note 4 a)	6 545	9 534
Autres éléments d'actif	Note 4 c)	656	687
<b>Total, actif</b>		<b>42 199</b>	<b>40 532</b>
<b>Passif</b>			
Paiements ou contributions reçus d'avance		1 124	55
Avances consenties par des agents d'exécution		454	437
Engagements non réglés	Tableau 4.2	12 031	9 603
Sommes à payer			
Divers	Note 4 b)	13 127	12 492
Autres éléments de passif		396	1 246
<b>Total, passif</b>		<b>27 132</b>	<b>23 833</b>
Réserves financières		10 000	10 000
Excédent cumulé		5 067	6 699
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>15 067</b>	<b>16 699</b>
<b>Total, passif et réserves et soldes des fonds</b>		<b>42 199</b>	<b>40 532</b>

Tableau 4.1  
Fonds pour l'environnement

État des contributions au 31 décembre 2005

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</i>
Albanie	—	—	1 200	—	1 200	—	1 200	—
Afrique du Sud	—	—	108 000	—	108 000	—	108 000	—
Algérie	—	—	20 000	—	20 000	10 000	20 000	—
Allemagne	—	—	13 587 449	—	13 587 449	—	13 587 449	—
Andorre	—	—	43 420	—	43 420	—	43 420	—
Angola	—	—	24 980	—	24 980	—	24 980	—
Antigua-et-Barbuda	—	—	2 400	—	2 400	—	2 400	—
Arabie saoudite	—	133 189	253 186	—	253 186	—	386 375	—
Argentine	—	—	25 000	—	25 000	—	25 000	—
Arménie	—	—	2 600	—	2 600	—	2 600	—
Australie	—	—	853 050	—	853 050	413 050	853 050	—
Autriche	—	—	1 030 496	—	1 030 496	—	1 030 496	—
Azerbaïdjan	3 600	—	—	—	—	—	—	3 600
Bahamas	—	—	12 760	—	12 760	—	12 760	—
Bahreïn	2 750	—	—	—	—	—	—	2 750
Bangladesh	2 550	—	5 100	—	5 100	—	7 650	—
Barbade	—	—	11 000	—	11 000	—	6 000	5 000
Bélarus	—	—	22 600	—	22 600	—	22 600	—
Belgique	—	674 700	1 489 115	—	1 489 115	—	2 163 815	—
Belize	—	—	1 200	—	1 200	—	1 200	—
Bénin	9 996	—	—	—	—	—	—	9 996
Bhoutan	3 365	—	2 600	—	2 600	—	5 965	—
Botswana	—	—	12 000	—	12 000	—	12 000	—
Brésil	—	—	168 953	—	168 953	—	168 953	—
Brunéi Darussalam	—	—	19 680	—	19 680	—	19 680	—

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</i>
Bulgarie	–	–	12 000	–	12 000	–	12 000	–
Burkina Faso	1 200	–	1 149	–	1 149	–	2 349	–
Cambodge	1 470	–	3 445	–	3 445	–	4 915	–
Cameroun	12 400	–	–	–	–	–	6 654	5 746
Canada	–	–	4 061 390	–	4 061 390	–	4 061 390	–
Cap-Vert	1 200	–	–	–	–	–	–	1 200
Chili	–	10 000	20 000	–	20 000	–	30 000	–
Chine	–	–	400 000	–	400 000	–	400 000	–
Chypre	–	–	30 000	–	30 000	–	15 000	15 000
Colombie	13 630	–	64 630	–	64 630	–	78 260	–
Comores	400	–	–	–	–	–	400	–
Costa Rica	–	–	9 739	–	9 739	–	9 739	–
Côte d'Ivoire	7 200	–	–	–	–	–	–	7 200
Croatie	–	–	29 000	–	29 000	–	29 000	–
Cuba	6 000	–	–	–	–	–	–	6 000
Danemark	–	–	5 100 379	–	5 100 379	–	5 100 379	–
Égypte	9 000	–	9 000	–	9 000	–	18 000	–
El Salvador	–	–	4 800	–	4 800	–	4 800	–
Espagne	–	–	1 660 402	–	1 660 402	–	950 902	709 500
Estonie	–	–	12 000	–	12 000	–	12 000	–
États-Unis d'Amérique	–	–	11 910 100	–	11 910 100	–	11 910 100	–
Éthiopie	–	–	1 000	–	1 000	–	1 000	–
Ex-République yougoslave de Macédoine	–	–	2 400	–	2 400	–	2 400	–
Fédération de Russie	–	–	1 000 000	–	1 000 000	–	1 000 000	–
Fidji	–	–	4 600	–	4 600	–	4 600	–
Finlande	–	–	6 965 786	–	6 965 786	–	6 965 786	–
France	–	–	8 614 262	–	8 614 262	–	8 614 262	–
Gambie	2 000	1 000	1 000	–	1 000	–	3 000	1 000
Ghana	–	–	10 000	–	10 000	–	10 000	–

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</i>
Grèce	–	–	350 000	–	350 000	–	175 000	175 000
Guatemala	3 600	–	3 600	–	3 600	–	7 200	–
Haïti	–	–	1 000	–	1 000	–	1 000	–
Hongrie	–	–	142 200	–	142 200	–	142 200	–
Inde	99 225	–	199 980	–	199 980	1 859	299 205	–
Indonésie	49	(49)	30 098	–	30 098	–	30 098	–
Iran (République islamique d')	–	–	60 000	–	60 000	–	60 000	–
Irlande	–	–	777 981	–	777 981	598 100	777 981	–
Islande	–	–	40 000	–	40 000	–	40 000	–
Israël	–	–	20 000	–	20 000	–	20 000	–
Italie	–	–	5 959 760	–	5 959 760	–	5 959 760	–
Jamaïque	–	–	3 500	–	3 500	–	–	3 500
Japon	–	3 500 000	6 630 000	–	6 630 000	–	10 130 000	–
Jordanie	–	–	3 000	–	3 000	–	3 000	–
Kazakhstan	–	–	10 000	–	10 000	–	10 000	–
Kenya	19 879	–	30 937	–	30 937	–	50 816	–
Kirghizistan	700	–	600	–	600	–	1 300	–
Kiribati	–	–	1 180	–	1 180	–	1 180	–
Koweït	–	–	400 000	–	400 000	–	200 000	200 000
Lesotho	–	–	20 000	–	20 000	–	20 000	–
Lettonie	–	–	12 000	–	12 000	–	12 000	–
Liban	4 800	–	4 800	–	4 800	–	9 600	–
Liechtenstein	–	–	7 800	–	7 800	–	7 800	–
Lituanie	–	–	14 379	–	14 379	–	7 200	7 179
Luxembourg	–	98 504	354 898	–	354 898	–	453 402	–
Madagascar	–	–	4 585	–	4 585	–	4 585	–
Malaisie	–	30 000	30 000	–	30 000	–	30 000	30 000
Malawi	13	(13)	1 200	–	1 200	–	1 200	–
Maldives	–	–	3 500	–	3 500	–	3 500	–



<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</i>
Malte	—	—	18 000	—	18 000	—	9 000	9 000
Maroc	—	—	12 000	—	12 000	—	—	12 000
Maurice	—	—	9 600	—	9 600	—	9 600	—
Mauritanie	6 000	(8 000)	—	—	—	—	—	—
Mexique	66 946	—	200 000	—	200 000	33 053	266 946	—
Micronésie (États fédérés de)	—	—	1 200	—	1 200	—	1 200	—
Monaco	—	—	24 000	—	24 000	—	24 000	—
Mongolie	—	—	2 000	—	2 000	—	2 000	—
Mozambique	8 800	—	600	—	600	—	9 400	—
Myanmar	—	—	1 915	—	1 915	—	1 915	—
Nicaragua	—	—	600	—	600	—	—	600
Niger	6 200	—	—	—	—	—	—	6 200
Nigéria	—	—	80 000	—	80 000	40 000	80 000	—
Norvège	—	—	4 504 564	—	4 504 564	—	4 504 564	—
Nouvelle-Zélande	145 800	—	310 000	—	310 000	—	455 800	—
Oman	—	—	20 000	—	20 000	—	20 000	—
Ouganda	483	—	3 700	—	3 700	—	—	4 183
Pakistan	—	—	9 998	—	9 998	4 994	9 998	—
Panama	—	—	10 000	—	10 000	—	5 000	5 000
Pays-Bas	—	—	12 024 230	—	12 024 230	—	12 024 230	—
Philippines	9 491	—	10 774	—	10 774	—	20 265	—
Pologne	63 000	100 000	150 000	—	150 000	—	313 000	—
Portugal	—	—	60 000	—	60 000	—	60 000	—
République centrafricaine	6	(8)	600	—	600	—	600	—
République de Corée	—	—	300 000	—	300 000	—	300 000	—
République de Moldova	2 200	—	700	—	700	—	700	2 200
République démocratique populaire lao	—	—	4 000	—	4 000	—	2 000	2 000
République dominicaine	—	—	2 000	—	2 000	—	2 000	—
République populaire démocratique de Corée	—	—	2 000	—	2 000	717	2 000	—

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</i>
République tchèque	–	–	329 949	–	329 949	–	329 949	–
République-Unie de Tanzanie	1 200	–	1 175	–	1 175	–	2 375	–
Roumanie	–	34 800	40 000	–	40 000	–	74 800	–
Royaume-Uni	–	–	15 659 280	–	15 659 280	–	15 659 280	–
Rwanda	–	–	600	–	600	–	600	–
Sainte-Lucie	–	–	1 200	–	1 200	–	1 200	–
Saint-Kitts-et-Nevis	–	–	600	–	600	–	600	–
Saint-Marin	–	–	1 300	–	1 300	–	1 300	–
Sénégal	–	–	4 000	–	4 000	11 000	4 000	–
Seychelles	1 200	–	2 700	–	2 700	–	3 900	–
Sierra Leone	–	339	2 420	–	2 420	–	2 759	–
Singapour	–	–	30 000	–	30 000	–	30 000	–
Slovaquie	–	19 800	40 000	–	40 000	–	59 800	–
Slovénie	–	–	97 200	–	97 200	–	97 200	–
Sri Lanka	–	–	10 400	–	10 400	–	10 400	–
Suède	–	–	5 684 044	–	5 684 044	–	5 684 044	–
Suisse	–	–	5 824 764	–	5 824 764	–	5 824 764	–
Suriname	1 200	–	–	–	–	–	–	1 200
Swaziland	–	–	6 000	–	6 000	–	6 000	–
Tadjikistan	18 575	–	22 000	–	22 000	–	31 930	8 645
Thaïlande	–	–	40 000	–	40 000	–	40 000	–
Togo	1 200	–	–	–	–	–	–	1 200
Tonga	–	–	600	–	600	–	–	600
Trinité-et-Tobago	–	–	13 562	–	13 562	–	13 562	–
Tunisie	–	13 000	–	–	–	11 740	13 000	–
Turkménistan	–	–	2 200	–	2 200	–	1 200	1 000
Turquie	–	–	200 000	–	200 000	–	200 000	–
Vanuatu	–	–	600	–	600	–	–	600
Venezuela	–	75 000	–	–	–	–	75 000	–

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</i>
Viet Nam	–	–	10 080	–	10 080	–	10 080	–
Zambie	–	–	2 178	–	2 178	–	2 178	–
<b>Total</b>	537 328	4 684 264	118 530 202	–	118 530 202	1 124 513	122 514 695	1 237 099
<b>Contributions non versées au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</b>								
Contributions annoncées depuis moins d'un an								1 179 679
Contributions annoncées depuis un an ou plus								57 420
<b>Total</b>								<b>1 237 099</b>

Tableau 4.2

**Fonds pour l'environnement****État récapitulatif des crédits ouverts, des crédits alloués, des dépenses engagées et du solde inutilisé des crédits ouverts et des crédits alloués pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005**

(En dollars des États-Unis)

<i>Activités relevant du programme du Fonds</i>	<i>Crédits ouverts pour 2004-2005</i>	<i>Crédits alloués en 2004-2005</i>	<i>Dépenses engagées en 2004-2005*</i>	<i>Solde inutilisé des crédits ouverts en 2004-2005</i>	<i>Solde inutilisé des crédits alloués pour 2004-2005</i>
Évaluation de l'environnement et systèmes d'alerte rapide	22 150	22 150	22 332	(182)	(182)
Élaboration des politiques et droit de l'environnement	16 251	16 251	16 190	61	61
Mise en œuvre des politiques	9 720	9 720	9 479	241	241
Technologie, industrie et économie de l'environnement	23 754	23 754	23 847	(93)	(93)
Politiques, planification et services au niveau régional	22 925	22 925	22 852	73	73
Conventions relatives à l'environnement	7 975	7 975	7 340	635	635
Communication et information	7 225	7 225	7 173	52	52
<b>Total, activités relevant du programme du Fonds</b>	<b>110 000</b>	<b>110 000</b>	<b>109 213</b>	<b>787</b>	<b>787</b>
<b>Total, activités financées par la réserve du programme du Fonds</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>3 833</b>	<b>1 167</b>	<b>1 167</b>
<b>Total partiel</b>	<b>115 000</b>	<b>115 000</b>	<b>113 046</b>	<b>1 954</b>	<b>1 954</b>
<b>Budget d'appui</b>	15 000	15 000	13 259	1 741	1 741
<b>Total, Fonds pour l'environnement</b>	<b>130 000</b>	<b>130 000</b>	<b>126 305</b>	<b>3 695</b>	<b>3 695</b>

\* Les dépenses comprennent :

Les engagements non réglés concernant :

Des activités relevant du programme du Fonds	10 595
Des activités financées par la réserve du programme du Fonds	1 001
Des dépenses d'appui	294
<b>Total, engagements non réglés compris dans les dépenses</b>	<b>11 890</b>
Engagements afférents aux exercices ultérieurs	141
<b>Total, engagements non réglés</b>	<b>12 031</b>

État V  
Fonds d'affectation spéciale

État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds  
pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'évaluation de l'environ- nement après les conflits</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en développement et autres pays nécessitant une aide pour appliquer la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</i>
	<i>Référence</i>	<i>AEL</i>	<i>AML</i>	<i>AWL</i>	<i>BAL</i>	<i>BCL</i>	<i>BDL</i>
<b>Recettes</b>							
Contributions volontaires	Tableau 5.1	22 807	264	1 535	377	6 481	2 138
Intérêts créditeurs		326	116	24	6	204	156
Recettes accessoires		750	—	—	—	—	—
<b>Total, recettes</b>		<b>23 883</b>	<b>380</b>	<b>1 559</b>	<b>383</b>	<b>6 585</b>	<b>2 294</b>
<b>Dépenses</b>							
Traitements et autres dépenses de personnel		3 313	—	594	313	5 820	354
Services contractuels		6 485	—	471	7	811	1 035
Voyages		1 104	—	154	14	384	28
Dépenses de fonctionnement		1 986	—	473	35	766	412
Achats		3 384	—	24	13	157	—
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	1 363	—	223	49	1 032	238
<b>Total, dépenses</b>		<b>17 625</b>	<b>—</b>	<b>1 939</b>	<b>431</b>	<b>8 970</b>	<b>2 067</b>
Excédent/(déficit)		6 258	380	(380)	(48)	(2 285)	227
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		—	(200)	—	(14)	—	(91)
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>6 258</b>	<b>180</b>	<b>(380)</b>	<b>(62)</b>	<b>(2 285)</b>	<b>136</b>
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		—	—	—	—	—	—
Virements aux réserves		—	—	—	—	(643)	—
Prélèvements sur/virements à d'autres fonds		—	—	—	—	—	—
Remboursements aux donateurs		(42)	—	—	—	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		1 231	4 841	390	126	5 368	3 334
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>7 447</b>	<b>5 021</b>	<b>10</b>	<b>64</b>	<b>2 440</b>	<b>3 470</b>
Réserves d'exploitation en début d'exercice		—	—	—	—	—	—
<b>Réserves d'exploitation en fin d'exercice</b>		<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>643</b>	<b>—</b>

		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'évaluation de l'environ- nement après les conflits</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en développement et autres pays nécessitant une aide pour appliquer la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</i>
	<i>Référence</i>	<i>AEL</i>	<i>AML</i>	<i>AWL</i>	<i>BAL</i>	<i>BCL</i>	<i>BDL</i>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005</b>							
<b>Actif</b>							
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	—	—	—	—	—	—
Trésorerie commune en euros	Tableau 3.1	487	—	—	—	—	—
Trésorerie commune en dollars	Tableau 3.1	6 961	2 695	677	125	4 297	3 606
Comptes débiteurs							
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	—	2 421	7	7	855	—
Soldes interfonds	Note 7	—	—	—	—	—	39
Divers		3 386	—	96	2	116	188
Autres éléments d'actif		—	—	6	—	—	—
<b>Total, actif</b>		<b>10 836</b>	<b>5 116</b>	<b>786</b>	<b>134</b>	<b>5 268</b>	<b>3 833</b>
<b>Passif</b>							
Versements ou contributions reçus d'avance		—	—	23	33	751	—
Engagements non réglés		1 561	—	309	—	13	38
Sommes à payer							
Soldes interfonds	Note 7	1 675	94	414	33	1 112	—
Divers		153	1	30	4	309	325
<b>Total, passif</b>		<b>3 389</b>	<b>95</b>	<b>776</b>	<b>70</b>	<b>2 185</b>	<b>363</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>							
Réserves d'exploitation		—	—	—	—	643	—
Excédent accumulé		7 447	5 021	10	64	2 440	3 470
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>7 447</b>	<b>5 021</b>	<b>10</b>	<b>64</b>	<b>3 083</b>	<b>3 470</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>10 836</b>	<b>5 116</b>	<b>786</b>	<b>134</b>	<b>5 268</b>	<b>3 833</b>

## État V (suite)

## Fonds d'affectation spéciale

**État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif à des contributions volontaires des activités approuvées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux pays en développement sur les questions de sécurité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour le budget du programme de base aux fins du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques</i>	<i>Fonds spécial de contributions volontaires destinés à recevoir les contributions volontaires additionnelles versées à l'appui des activités approuvées</i>	<i>Fonds spécial de contributions volontaires destiné à faciliter la participation des pays en développement Parties, en particulier de ceux qui comptent parmi les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que des Parties à économie en transition</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'assainissement des points chauds environnementaux à la suite des conflits du Kosovo et l'établissement de directives sur l'évaluation des dommages subis par l'environnement à cause de ces conflits et sur les mesures à prendre pour y remédier</i>
	<i>Référence</i>	<i>BEL</i>	<i>BFL</i>	<i>BGL</i>	<i>BHL</i>	<i>BIL</i>	<i>BKL</i>
<b>Recettes</b>							
Contributions volontaires	Tableau 5.1	4 376	—	2 215	278	856	—
Intérêts créditeurs		114	—	32	2	10	3
Recettes accessoires		—	—	—	—	—	—
<b>Total, recettes</b>		<b>4 490</b>	<b>—</b>	<b>2 247</b>	<b>280</b>	<b>866</b>	<b>3</b>
<b>Dépenses</b>							
Traitements et autres dépenses de personnel		1 566	—	1 072	88	—	(2)
Services contractuels		480	—	8	—	—	—
Voyages		815	—	29	—	—	(4)
Dépenses de fonctionnement		1 470	—	118	38	499	(8)
Achats		—	—	—	—	—	(14)
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	583	—	160	16	65	(3)
<b>Total, dépenses</b>		<b>4 894</b>	<b>—</b>	<b>1 387</b>	<b>142</b>	<b>564</b>	<b>(31)</b>
Excédent/(déficit)		(404)	—	860	138	302	34
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(36)	—	—	(62)	—	(222)
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>(440)</b>	<b>—</b>	<b>860</b>	<b>76</b>	<b>302</b>	<b>(188)</b>
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		—	—	—	—	—	—
Virements aux réserves		—	—	—	—	—	—
Prélèvements sur/virements à d'autres fonds		—	(63)	—	63	—	—
Remboursements aux donateurs		(4)	—	—	—	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		2 199	63	—	—	—	858
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>1 755</b>	<b>—</b>	<b>860</b>	<b>139</b>	<b>302</b>	<b>670</b>
Réserves d'exploitation en début d'exercice		—	—	—	—	—	—
<b>Réserves d'exploitation en fin d'exercice</b>		<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

		<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif à des contributions volontaires additionnelles à l'appui des activités approuvées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux pays en développement sur les questions de sécurité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour le budget du programme de base aux fins du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques</i>	<i>Fonds spécial de contributions volontaires destiné à recevoir les contributions volontaires additionnelles versées à l'appui des activités approuvées</i>	<i>Fonds spécial de contributions volontaires destiné à faciliter la participation des pays en développement Parties, en particulier de ceux qui comptent parmi les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que des Parties à économie en transition</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'assainissement des points chauds environnementaux à la suite des conflits du Kosovo et l'établissement de directives sur l'évaluation des dommages subis par l'environnement à cause de ces conflits et sur les mesures à prendre pour y remédier</i>
Référence		BEL	BFL	BGL	BHL	BIL	BKL
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005</b>							
<b>Actif</b>							
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	—	—	—	—	—	—
Trésorerie commune en euros	Tableau 3.1	—	—	—	—	—	—
Trésorerie commune en dollars	Tableau 3.1	2 834	—	1 510	75	328	56
Comptes débiteurs							
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	—	—	146	—	—	—
Soldes interfonds	Note 7	—	—	288	64	—	—
Divers		27	—	—	—	1	616
Autres éléments d'actif		8	—	—	—	—	—
<b>Total, actif</b>		<b>2 869</b>	<b>—</b>	<b>1 944</b>	<b>139</b>	<b>329</b>	<b>672</b>
<b>Passif</b>							
Versements ou contributions reçus d'avance		—	—	1 042	—	—	—
Engagements non réglés		368	—	42	—	4	—
Sommes à payer							
Soldes interfonds	Note 7	738	—	—	—	23	2
Divers		8	—	—	—	—	—
<b>Total, passif</b>		<b>1 114</b>	<b>—</b>	<b>1 084</b>	<b>—</b>	<b>27</b>	<b>2</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>							
Réserves d'exploitation		—	—	—	—	—	—
Excédent accumulé		1 755	—	860	139	302	670
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>1 755</b>	<b>—</b>	<b>860</b>	<b>139</b>	<b>302</b>	<b>670</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>2 889</b>	<b>—</b>	<b>1 944</b>	<b>139</b>	<b>329</b>	<b>672</b>



## État V (suite)

## Fonds d'affectation spéciale

## État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'équipe spéciale PNUE/Habitat dans les Balkans sur l'environnement et les établissements humains</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord relatif à la conservation des chauve- souris en Europe (EUROBATS)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la création du Secrétariat intérimaire de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif aux contributions volontaires visant à faciliter la participation des parties au processus d'application de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en œuvre du Plan d'action concernant le Programme pour l'environnement des Caraïbes</i>
	<i>Référence</i>	<i>BLL</i>	<i>BTL</i>	<i>BVL</i>	<i>BYL</i>	<i>BZL</i>	<i>CRL</i>
<b>Recettes</b>							
Contributions volontaires	Tableau 5.1	41	605	–	17 439	2 289	2 301
Intérêts créditeurs		11	11	17	264	43	56
Recettes accessoires		–	–	–	–	–	3
<b>Total, recettes</b>		<b>52</b>	<b>616</b>	<b>17</b>	<b>17 703</b>	<b>2 332</b>	<b>2 360</b>
<b>Dépenses</b>							
Traitements et autres dépenses de personnel		–	375	–	12 483	–	1 388
Services contractuels		–	4	–	314	–	76
Voyages		–	38	–	540	–	138
Dépenses de fonctionnement		–	77	–	2 143	1 440	282
Achats		–	13	–	1 527	–	126
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	–	65	–	2 192	187	261
<b>Total, dépenses</b>		<b>–</b>	<b>572</b>	<b>–</b>	<b>19 199</b>	<b>1 627</b>	<b>2 269</b>
Excédent/(déficit)		52	44	17	(1 496)	705	91
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(159)	–	–	(47)	(47)	(21)
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>(107)</b>	<b>44</b>	<b>17</b>	<b>(1 543)</b>	<b>658</b>	<b>70</b>
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		–	–	–	–	–	–
Virements aux réserves		–	–	–	–	–	–
Prélèvements sur/virements à d'autres fonds		–	–	–	–	–	–
Remboursements aux donateurs		–	–	–	–	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		359	71	357	7 682	588	3 133
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>252</b>	<b>115</b>	<b>374</b>	<b>6 119</b>	<b>1 246</b>	<b>3 203</b>
Réserves d'exploitation en début d'exercice		–	–	–	–	–	–
<b>Réserves d'exploitation en fin d'exercice</b>		<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>

		<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'équipe spéciale PNUE/Habitat dans les Balkans sur l'environnement et les établissements humains</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord relatif à la conservation des chauve- souris en Europe (EUROBATS)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la création du Secrétariat intérimaire de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif aux contributions volontaires visant à faciliter la participation des parties au processus d'application de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en œuvre du Plan d'action concernant le Programme pour l'environnement des Caraïbes</i>
	<i>Référence</i>	<i>BLL</i>	<i>BTL</i>	<i>BVL</i>	<i>BYL</i>	<i>BZL</i>	<i>CRL</i>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005</b>							
<b>Actif</b>							
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	—	—	—	75	—	—
Trésorerie commune en euros	Tableau 3.1	—	355	—	—	—	—
Trésorerie commune en dollars	Tableau 3.1	256	162	389	4 943	1 088	1 058
Comptes débiteurs		—	—	—	—	—	—
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	—	3	—	1 190	—	1 823
Soldes interfonds	Note 7	—	—	—	1 367	176	225
Divers		6	25	—	912	—	256
Autres éléments d'actif		—	—	—	54	—	5
<b>Total, actif</b>		<b>262</b>	<b>545</b>	<b>389</b>	<b>8 541</b>	<b>1 264</b>	<b>3 367</b>
<b>Passif</b>							
Versements ou contributions reçus d'avance		—	1	—	1 867	—	1
Engagements non réglés		—	3	—	494	18	135
Sommes à payer		—	—	—	—	—	—
Soldes interfonds	Note 7	10	417	15	—	—	—
Divers		—	9	—	61	—	28
<b>Total, passif</b>		<b>10</b>	<b>430</b>	<b>15</b>	<b>2 422</b>	<b>18</b>	<b>164</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>							
Réserves d'exploitation		—	—	—	—	—	—
Excédent accumulé		252	115	374	6 119	1 246	3 203
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>252</b>	<b>115</b>	<b>374</b>	<b>6 119</b>	<b>1 246</b>	<b>3 203</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>252</b>	<b>545</b>	<b>389</b>	<b>8 541</b>	<b>1 264</b>	<b>3 367</b>

## État V (suite)

## Fonds d'affectation spéciale

## État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux activités du Groupe des barrages et du développement chargé de coordonner le suivi de l'étude de la Commission mondiale des barrages</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour les mers de la région de l'Afrique de l'Est</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'application des stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour les crises écologiques</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'établissement du Secrétariat du Groupe de la gestion de l'environnement à la Maison internationale de l'environnement à Genève</i>
	<i>Référence</i>	<i>CTL</i>	<i>DUL</i>	<i>EAL</i>	<i>EBL</i>	<i>EEL</i>	<i>EGL</i>
<b>Recettes</b>							
Contributions volontaires	Tableau 5.1	9 483	1 579	113	309	–	–
Intérêts créditeurs		153	27	35	–	–	1
Recettes accessoires		463	20	–	–	–	–
<b>Total, recettes</b>		<b>10 099</b>	<b>1 626</b>	<b>148</b>	<b>309</b>	<b>–</b>	<b>1</b>
<b>Dépenses</b>							
Traitements et autres dépenses de personnel		7 301	946	354	35	–	104
Services contractuels		607	158	67	88	–	–
Voyages		500	68	72	–	–	–
Dépenses de fonctionnement		750	382	185	–	22	–
Achats		194	29	23	–	–	–
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	1 185	205	89	16	3	13
<b>Total, dépenses</b>		<b>10 446</b>	<b>1 786</b>	<b>770</b>	<b>139</b>	<b>25</b>	<b>117</b>
Excédent/(déficit)		(347)	(160)	(622)	170	(25)	(116)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(7)	(577)	–	(130)	–	–
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>(354)</b>	<b>(737)</b>	<b>(622)</b>	<b>40</b>	<b>(25)</b>	<b>(116)</b>
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		–	–	10	–	–	–
Virements aux réserves		–	–	–	–	–	–
Prélèvements sur/virements à d'autres fonds		–	–	–	–	–	–
Remboursements aux donateurs		–	–	–	–	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		2 241	1 352	3 654	142	27	117
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>1 887</b>	<b>615</b>	<b>3 252</b>	<b>162</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
Réserves d'exploitation en début d'exercice		–	–	–	–	–	–
<b>Réserves d'exploitation en fin d'exercice</b>		<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux activités du Groupe des barrages et du développement chargé de coordonner le suivi de l'étude de la Commission mondiale des barrages</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour les mers de la région de l'Afrique de l'Est</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'application des stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour les crises écologiques</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'établissement du Secrétariat du Groupe de la gestion de l'environnement à la Maison internationale de l'environnement à Genève</i>
	<i>Référence</i>	<i>CTL</i>	<i>DUL</i>	<i>EAL</i>	<i>EBL</i>	<i>EEL</i>	<i>EGL</i>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005</b>							
<b>Actif</b>							
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	783	—	—	—	—	—
Trésorerie commune en euros	Tableau 3.1	—	—	—	—	—	—
Trésorerie commune en dollars	Tableau 3.1	1 512	882	609	—	4	5
Comptes débiteurs							
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	889	—	2 800	—	—	—
Soldes interfonds	Note 7	—	—	—	185	—	—
Divers		1 060	30	29	—	13	—
Autres éléments d'actif		—	—	—	—	6	—
<b>Total, actif</b>		<b>4 264</b>	<b>912</b>	<b>3 438</b>	<b>185</b>	<b>23</b>	<b>5</b>
<b>Passif</b>							
Versements ou contributions reçus d'avance		277	—	—	—	—	—
Engagements non réglés		465	110	60	3	2	—
Sommes à payer							
Soldes interfonds	Note 7	1 051	173	89	—	13	—
Divers		584	14	37	—	6	4
<b>Total, passif</b>		<b>2 377</b>	<b>297</b>	<b>186</b>	<b>3</b>	<b>21</b>	<b>4</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>							
Réserves d'exploitation		—	—	—	—	—	—
Excédent accumulé		1 887	615	3 252	182	2	1
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>1 887</b>	<b>615</b>	<b>3 252</b>	<b>182</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>4 264</b>	<b>912</b>	<b>3 438</b>	<b>185</b>	<b>23</b>	<b>5</b>

## État V (suite)

## Fonds d'affectation spéciale

**État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour l'exécution du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières des mers de l'Asie de l'Est</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le Réseau de formation environnemental en Amérique latine et dans les Caraïbes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'Initiative pour l'engagement des institutions financières en faveur de l'environnement</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'application du Programme d'action pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et pour les échanges d'informations et l'assistance technique connexes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Groupe de ministres, à composition non limitée, sur la gouvernance internationale en matière d'environnement</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale de Lusaka pour les opérations concertées de coercition visant le commerce illicite de la faune et de la flore sauvages</i>
	<i>Référence</i>	<i>ESL</i>	<i>ETL</i>	<i>FIL</i>	<i>GPL</i>	<i>IGL</i>	<i>LAL</i>
<b>Recettes</b>							
Contributions volontaires	Tableau 5.1	343	185	1 728	1 571	—	55
Intérêts créditeurs		68	10	40	90	—	—
Recettes accessoires		—	—	—	—	3	—
<b>Total, recettes</b>		<b>411</b>	<b>195</b>	<b>1 768</b>	<b>1 661</b>	<b>3</b>	<b>55</b>
<b>Dépenses</b>							
Traitements et autres dépenses de personnel		257	—	351	248	—	—
Services contractuels		(2)	36	420	1 083	—	55
Voyages		7	31	39	111	—	—
Dépenses de fonctionnement		27	94	160	342	—	—
Achats		28	2	18	30	—	—
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	39	19	87	232	—	7
<b>Total, dépenses</b>		<b>356</b>	<b>182</b>	<b>1 075</b>	<b>2 026</b>	<b>—</b>	<b>62</b>
Excédent/(déficit)		55	13	693	(365)	3	(7)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		—	(2)	—	—	(70)	—
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>55</b>	<b>11</b>	<b>692</b>	<b>(365)</b>	<b>(67)</b>	<b>(7)</b>
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		—	—	—	—	—	—
Virements aux réserves		—	—	—	—	—	—
Prélèvements sur/virements à d'autres fonds		—	—	—	—	—	—
Remboursements aux donateurs		—	—	—	—	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		1 578	338	233	1 874	20	9
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>1 633</b>	<b>349</b>	<b>926</b>	<b>1 509</b>	<b>(47)</b>	<b>2</b>
Réserves d'exploitation en début d'exercice		—	—	—	—	—	—
<b>Réserves d'exploitation en fin d'exercice</b>		<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

		<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour l'exécution du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières des mers de l'Asie de l'Est</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le Réseau de formation environnemental en Amérique latine et dans les Caraïbes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'Initiative pour l'engagement des institutions financières en faveur de l'environnement</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'application du Programme d'action pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et pour les échanges d'informations et l'assistance technique connexes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Groupe de ministres, à composition non limitée, sur la gouvernance internationale en matière d'environnement</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale de Lusaka pour les opérations concertées de coercition visant le commerce illicite de la faune et de la flore sauvages</i>
	<i>Référence</i>	<i>ESL</i>	<i>ETL</i>	<i>FIL</i>	<i>GPL</i>	<i>IGL</i>	<i>LAL</i>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005</b>							
<b>Actif</b>							
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	–	–	–	17	–	–
Trésorerie commune en euros	Tableau 3.1	–	–	–	8	–	–
Trésorerie commune en dollars	Tableau 3.1	1 468	253	1 247	1 749	–	9
Comptes débiteurs							
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	221	232	–	–	–	–
Soldes interfonds	Note 7	–	–	–	29	–	3
Divers		1	1	1	216	–	–
Autres éléments d'actif		–	–	–	–	–	–
<b>Total, actif</b>		<b>1 690</b>	<b>486</b>	<b>1 248</b>	<b>2 019</b>	<b>–</b>	<b>12</b>
<b>Passif</b>							
Versements ou contributions reçus d'avance		–	48	–	–	–	–
Engagements non réglés		–	31	183	477	–	10
Sommes à payer							
Soldes interfonds	Note 7	56	56	106	–	47	–
Divers		1	2	33	33	–	–
<b>Total, passif</b>		<b>56</b>	<b>137</b>	<b>322</b>	<b>510</b>	<b>47</b>	<b>10</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>							
Réserves d'exploitation		–	–	–	–	–	–
Excédent accumulé		1 633	349	926	1 509	(47)	2
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>1 633</b>	<b>349</b>	<b>926</b>	<b>1 509</b>	<b>(47)</b>	<b>2</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>1 690</b>	<b>486</b>	<b>1 248</b>	<b>2 019</b>	<b>–</b>	<b>12</b>

## État V (suite)

## Fonds d'affectation spéciale

**État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

		Fonds général d'affectation spéciale pour les préparatifs de l'évaluation mondiale sur le mercure et ses composés	Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution	Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage	Fonds général d'affectation spéciale pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu côtier et marin et des ressources du Pacifique Nord-Ouest	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique
Référence		MCL	MEL	MPL	MSL	PNL	POL
<b>Recettes</b>							
Contributions volontaires	Tableau 5.1	1 884	13 879	5 788	3 513	630	8 597
Intérêts créditeurs		54	187	322	81	64	331
Recettes accessoires		—	25	—	12	—	—
<b>Total, recettes</b>		<b>1 938</b>	<b>14 091</b>	<b>6 110</b>	<b>3 606</b>	<b>894</b>	<b>8 928</b>
<b>Dépenses</b>							
Traitements et autres dépenses de personnel		135	6 710	4 065	2 443	—	4 149
Services contractuels		189	3 350	534	1 126	155	2 162
Voyages		40	831	330	287	145	410
Dépenses de fonctionnement		271	3 719	2 373	649	402	2 075
Achats		—	200	112	37	19	53
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	83	1 852	963	586	93	1 149
<b>Total, dépenses</b>		<b>718</b>	<b>16 762</b>	<b>8 377</b>	<b>5 128</b>	<b>814</b>	<b>9 998</b>
Excédent/(déficit)		1 220	(2 671)	(2 267)	(1 522)	(120)	(1 070)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		—	(4)	(23)	(10)	—	(68)
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>1 220</b>	<b>(2 675)</b>	<b>(2 290)</b>	<b>(1 532)</b>	<b>(120)</b>	<b>(1 138)</b>
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		—	—	—	—	—	—
Virements aux réserves		—	—	(315)	—	—	—
Prélèvements sur/virements à d'autres fonds		—	—	—	—	—	—
Remboursements aux donateurs		—	—	—	—	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		1 054	4 408	10 484	2 178	1 755	5 804
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>2 274</b>	<b>1 733</b>	<b>7 879</b>	<b>646</b>	<b>1 635</b>	<b>4 666</b>
Réserves d'exploitation en début d'exercice		—	—	—	—	—	—
<b>Réserves d'exploitation en fin d'exercice</b>		<b>—</b>	<b>—</b>	<b>315</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour les préparatifs de l'évaluation mondiale sur le mercure et ses composés</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu côtier et marin et des ressources du Pacifique Nord-Ouest</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>
<i>Référence</i>		<i>MCL</i>	<i>MEL</i>	<i>MPL</i>	<i>MSL</i>	<i>PNL</i>	<i>POL</i>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005</b>							
<b>Actif</b>							
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	–	113	–	–	32	–
Trésorerie commune en euros	Tableau 3.1	–	5 761	–	–	–	–
Trésorerie commune en dollars	Tableau 3.1	1 467	1 808	6 494	1 557	1 278	7 988
Comptes débiteurs							
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	–	1 121	4 027	459	425	–
Soldes interfonds	Note 7	957	–	–	–	–	–
Divers		22	344	284	640	41	328
Autres éléments d'actif		–	11	10	27	–	–
<b>Total, actif</b>		<b>2 448</b>	<b>8 958</b>	<b>10 815</b>	<b>2 683</b>	<b>1 776</b>	<b>8 316</b>
<b>Passif</b>							
Versements ou contributions reçus d'avance		–	3	77	38	–	8
Engagements non réglés		23	1 076	1 771	502	23	512
Sommes à payer							
Soldes interfonds	Note 7	–	6 068	717	1 266	51	2 260
Divers		149	78	56	231	67	870
<b>Total, passif</b>		<b>172</b>	<b>7 225</b>	<b>2 621</b>	<b>2 037</b>	<b>141</b>	<b>3 650</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>							
Réserves d'exploitation		–	–	315	–	–	–
Excédent accumulé		2 274	1 733	7 879	646	1 635	4 666
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>2 274</b>	<b>1 733</b>	<b>8 194</b>	<b>646</b>	<b>1 635</b>	<b>4 666</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>2 446</b>	<b>8 958</b>	<b>10 815</b>	<b>2 683</b>	<b>1 776</b>	<b>8 316</b>



## État V (suite)

## Fonds d'affectation spéciale

**État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant propre à assurer l'application de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international	Fonds général d'affectation spéciale pour le budget d'exploitation de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international	Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international	Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, ses organes subsidiaires et la Convention	Fonds général d'affectation spéciale pour financer les activités de recherche et d'observation menées dans l'application de la Convention de Vienne		
Référence	PPL	RCL	ROL	RVL	SCL	SOL	
<b>Recettes</b>							
Contributions volontaires	Tableau 5.1	2 303	—	3 131	749	—	33
Intérêts créditeurs		85	4	30	27	—	1
Recettes accessoires		—	—	—	—	—	—
<b>Total, recettes</b>		<b>2 388</b>	<b>4</b>	<b>3 161</b>	<b>776</b>	<b>—</b>	<b>34</b>
<b>Dépenses</b>							
Traitements et autres dépenses de personnel		1 766	—	1 225	—	—	—
Services contractuels		114	—	940	661	—	—
Voyages		34	—	51	—	—	—
Dépenses de fonctionnement		389	—	162	—	—	—
Achats		78	—	4	—	—	—
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	309	—	310	86	—	—
<b>Total, dépenses</b>		<b>2 690</b>	<b>—</b>	<b>2 692</b>	<b>747</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Excédent/(déficit)		(302)	4	469	29	—	34
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		—	—	—	—	—	—
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>(302)</b>	<b>4</b>	<b>469</b>	<b>29</b>	<b>—</b>	<b>34</b>
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)							
		—	—	—	—	—	—
Virements aux réserves		—	—	(281)	—	—	—
Prélèvements sur/virements à d'autres fonds		(1 447)	—	517	930	—	—
Remboursements aux donateurs		—	—	—	—	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		2 411	90	—	—	—	6
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>662</b>	<b>94</b>	<b>705</b>	<b>959</b>	<b>—</b>	<b>40</b>
Réserves d'exploitation en début d'exercice		—	—	—	—	—	—
<b>Réserves d'exploitation en fin d'exercice</b>		<b>—</b>	<b>—</b>	<b>261</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant propre à assurer l'application de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour faciliter l'application des décisions du Conseil d'administration en Amérique du Nord</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour le budget d'exploitation de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, ses organes subsidiaires et la Convention</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour financer les activités de recherche et d'observation menées dans l'application de la Convention de Vienne</i>
	<i>Référence</i>	<i>PPL</i>	<i>RCL</i>	<i>ROL</i>	<i>RVL</i>	<i>SCL</i>	<i>SOL</i>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005</b>							
<b>Actif</b>							
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	–	–	–	–	–	–
Trésorerie commune en euros	Tableau 3.1	–	–	–	–	–	–
Trésorerie commune en dollars	Tableau 3.1	1 281	98	1 542	1 172	–	34
Comptes débiteurs							
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	–	–	621	–	–	–
Soldes interfonds	Note 7	–	–	–	–	626	6
Divers		374	–	–	–	–	–
Autres éléments d'actif		–	–	–	–	–	–
<b>Total, actif</b>		<b>1 665</b>	<b>98</b>	<b>2 163</b>	<b>1 172</b>	<b>626</b>	<b>40</b>
<b>Passif</b>							
Versements ou contributions reçus d'avance		–	–	111	–	626	–
Engagements non réglés		7	–	435	–	–	–
Sommes à payer							
Soldes interfonds	Note 7	920	4	629	212	–	–
Divers		76	–	2	1	–	–
<b>Total, passif</b>		<b>1 003</b>	<b>4</b>	<b>1 177</b>	<b>213</b>	<b>626</b>	<b>–</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>							
Réserves d'exploitation		–	–	281	–	–	–
Excédent accumulé		662	94	705	959	–	40
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>662</b>	<b>94</b>	<b>986</b>	<b>959</b>	<b>–</b>	<b>40</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>1 665</b>	<b>98</b>	<b>2 163</b>	<b>1 172</b>	<b>626</b>	<b>40</b>

## État V (suite)

## Fonds d'affectation spéciale

## État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005

(En milliers de dollars des États-Unis)

		Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, ses organes subsidiaires et la Convention	Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone	Fonds d'affectation spéciale pour la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre	Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui au Bureau du Programme relatif à l'eau du Système mondial de surveillance continue de l'environnement	Fonds de roulement consolidé pour l'ensemble des fonds d'affectation spéciale du PNUE			Total, Fonds généraux d'affectation spéciale
Référence		SVL	VCL	WAL	WPL	ZZL	Montants éliminés	2005	2003
<b>Recettes</b>									
Contributions volontaires	Tableau 5.1	—	1 516	38	400	—	—	121 829	87 024
Intérêts créditeurs		—	146	6	17	—	—	3 174	5 283
Recettes accessoires		—	—	—	—	—	—	1 276	862
<b>Total, recettes</b>		—	<b>1 652</b>	<b>44</b>	<b>417</b>	—	—	<b>126 279</b>	<b>93 169</b>
<b>Dépenses</b>									
Traitements et autres dépenses de personnel		—	860	—	153	—	—	58 466	47 441
Services contractuels		—	—	21	—	—	—	21 413	15 000
Voyages		—	45	—	91	—	—	6 430	4 904
Dépenses de fonctionnement		—	241	(3)	119	—	—	21 979	19 859
Achats		—	68	—	5	—	—	8 128	2 878
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	—	158	2	48	—	—	13 955	11 683
<b>Total, dépenses</b>		—	<b>1 370</b>	<b>20</b>	<b>416</b>	—	—	<b>128 371</b>	<b>101 765</b>
Excédent/(déficit)		—	292	24	1	—	—	(2 092)	(8 596)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		—	8	—	—	—	—	(1 782)	(3 896)
<b>Excédent/(déficit) net</b>		—	<b>300</b>	<b>24</b>	<b>1</b>	—	—	<b>(3 874)</b>	<b>(12 492)</b>
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)									
		—	—	—	—	—	—	10	294
Virements aux réserves		—	—	—	—	—	—	(1 239)	—
Prélèvements sur/virements à d'autres fonds		—	—	—	—	—	—	—	—
Remboursements aux donateurs		—	—	—	—	—	—	(46)	(83)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		—	3 217	95	549	—	—	74 426	86 707
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		—	<b>3 517</b>	<b>119</b>	<b>550</b>	—	—	<b>69 277</b>	<b>74 426</b>
Réserves d'exploitation en début d'exercice		—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Réserves d'exploitation en fin d'exercice</b>		—	—	—	—	—	—	<b>1 239</b>	—

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, ses organes subsidiaires et la Convention</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui au Bureau du Programme relatif à l'eau du Système mondial de surveillance continue de l'environnement</i>	<i>Fonds de roulement consolidé pour l'ensemble des fonds d'affectation spéciale du PNUE</i>	<i>Montants éliminés</i>	<b>Total, Fonds généraux d'affectation spéciale</b>	
	<i>Référence</i>	<i>SVL</i>	<i>VCL</i>	<i>WAL</i>	<i>WPL</i>	<i>ZZL</i>		<b>2005</b>	<b>2003</b>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005</b>									
<b>Actif</b>									
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	–	–	–	–	10 093	–	11 113	4 346
Trésorerie commune en euros	Tableau 3.1	–	–	–	–	–	–	6 611	2 085
Trésorerie commune en dollars	Tableau 3.1	–	3 453	155	462	–	–	67 397	63 899
Comptes débiteurs									
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 5.1	–	873	–	–	–	–	18 120	18 039
Soldes interfonds	Note 7	1 257	–	–	–	–	(5 222)	–	221
Divers		–	35	12	269	1	–	9 354	8 219
Autres éléments d'actif		–	–	–	–	–	–	127	48
<b>Total, actif</b>		<b>1 257</b>	<b>4 361</b>	<b>167</b>	<b>731</b>	<b>10 094</b>	<b>(5 222)</b>	<b>112 722</b>	<b>96 857</b>
<b>Passif</b>									
Versements ou contributions reçus d'avance		1 257	29	–	–	–	–	6 192	1 796
Engagements non réglés		–	437	27	3	–	–	9 142	11 142
Sommes à payer									
Soldes interfonds	Note 7	–	360	21	178	10 082	(5 222)	23 670	7 421
Divers		–	18	–	–	12	–	3 202	2 072
<b>Total, passif</b>		<b>1 257</b>	<b>844</b>	<b>48</b>	<b>181</b>	<b>10 094</b>	<b>(5 222)</b>	<b>42 206</b>	<b>22 431</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>									
Réserves d'exploitation		–	–	–	–	–	–	1 239	–
Excédent accumulé		–	3 517	119	550	–	–	69 277	74 426
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>–</b>	<b>3 517</b>	<b>119</b>	<b>550</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>70 516</b>	<b>74 426</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>1 257</b>	<b>4 361</b>	<b>167</b>	<b>731</b>	<b>10 094</b>	<b>(5 222)</b>	<b>112 722</b>	<b>96 857</b>

Tableau 5.1

**Fonds généraux d'affectation spéciale du PNUE****État récapitulatif des contributions au 31 décembre 2005**

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
<b>AEL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale aux fins de l'évaluation de l'environnement après un conflit</b>							
Allemagne	—	—	157 855	—	157 855	—	157 855	—
Finlande	—	—	1 736 638	(44 092)	1 692 544	—	1 692 544	—
GNUD, Fonds d'affectation spéciale du Groupe des Nations Unies pour le développement pour l'Iraq, Bureau des ressources et des partenariats stratégiques du PNUD	—	—	905 005	—	905 005	—	905 005	—
Italie	—	—	61 020	—	61 020	—	61 020	—
Royaume-Uni	—	—	1 343 287	—	1 343 287	—	1 343 287	—
Siège du PNUD	—	—	15 700 000	—	15 700 000	—	15 700 000	—
Suède	—	—	784 054	—	784 054	—	784 054	—
Union européenne	—	—	2 081 775	—	2 081 775	—	2 081 775	—
Université Waterloo	—	—	37 092	—	37 092	—	37 092	—
<b>Total, AEL</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>22 806 724</b>	<b>(44 092)</b>	<b>22 762 632</b>	<b>—</b>	<b>22 762 832</b>	<b>—</b>
<b>AML</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement</b>							
Afrique du Sud	—	—	200 000	—	200 000	—	—	200 000
Algérie	200 000	—	—	—	—	—	—	200 000
Bénin	50 000	—	—	—	—	—	—	50 000
Botswana	100 000	—	—	—	—	—	100 000	—
Burkina Faso	46 618	—	—	—	—	—	—	46 618
Burundi	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Cameroun	100 000	—	—	—	—	—	—	100 000
Cap Vert	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Comores	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Congo	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Cote d'Ivoire	100 000	—	—	—	—	—	—	100 000

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Djibouti	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Égypte	200 000	(200 000)	—	—	—	—	—	—
Érythrée	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Éthiopie	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Gabon	100 000	—	—	—	—	—	—	100 000
Ghana	60 000	—	—	—	—	—	—	60 000
Guinée-Bissau	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Guinée équatoriale	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Jamahiriya arabe libyenne	200 000	—	—	—	—	—	—	200 000
Kenya	50 000	—	—	—	—	—	—	50 000
Lesotho	—	—	12 500	—	12 500	—	12 500	—
Libéria	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Malawi	50 000	—	—	—	—	—	—	50 000
Mali	50 000	—	33 527	—	33 527	—	33 527	—
Maroc	200 000	—	—	—	—	—	—	200 000
Maurice	—	—	17 732	—	17 732	—	17 732	—
Mauritanie	72 000	—	—	—	—	—	—	72 000
Mozambique	25 000	—	—	—	—	—	25 000	—
Namibie	100 000	—	—	—	—	—	—	100 000
Niger	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Ouganda	50 000	—	—	—	—	—	—	50 000
République démocratique du Congo	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
République-Unie de Tanzanie	50 000	—	—	—	—	—	—	50 000
Rwanda	50 000	—	—	—	—	—	—	50 000
Sao Tomé-et-Principe	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Sénégal	5 266	—	—	—	—	—	5 266	—
Seychelles	100 000	—	—	—	—	—	—	100 000
Sierra Leone	22 599	—	—	—	—	—	—	22 599
Soudan	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Tchad	25 000	—	—	—	—	—	—	25 000
Togo	50 000	—	—	—	—	—	—	50 000
Tunisie	70 339	—	—	—	—	—	—	70 339
Zambie	50 000	—	—	—	—	—	22 758	27 242

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Zimbabwe	96 989	–	–	–	–	–	–	96 989
<b>Total, AML</b>	<b>2 623 811</b>	<b>(200 000)</b>	<b>263 759</b>	<b>–</b>	<b>263 759</b>	<b>–</b>	<b>266 783</b>	<b>2 420 787</b>
<b>AWL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie</b>							
Albanie	–	–	247	–	247	–	243	4
Afrique du Sud	–	–	30 279	–	30 279	–	30 254	25
Allemagne	–	–	263 232	–	263 232	–	263 232	–
Bénin	169	–	200	–	200	–	245	124
Bulgarie	–	–	965	–	965	–	965	–
Congo	170	–	200	–	200	–	297	73
Croatie	–	–	2 894	–	2 894	–	2 894	–
Danemark	–	–	55 586	–	55 586	–	55 586	–
Djibouti	–	–	200	–	200	–	–	200
Égypte	1 982	–	6 011	–	6 011	–	7 993	–
Espagne	–	–	186 929	–	186 929	–	186 929	–
Ex-République yougoslave de Macédoine	–	–	445	–	445	1	445	–
Finlande	–	–	38 739	–	38 739	19 608	38 739	–
France	7 231	–	263 232	–	263 232	–	270 463	–
Gambie	165	–	200	–	200	–	285	100
Géorgie	331	–	371	–	371	–	–	702
Ghana	–	–	100	–	100	–	–	100
Guinée	100	–	247	–	247	–	–	347
Guinée équatoriale	100	–	200	–	200	20	300	–
Hongrie	–	–	8 968	–	6 968	–	8 968	–
Irlande	2 841	–	20 687	–	20 687	–	23 528	–
Israël	–	–	30 799	–	30 799	–	30 799	–
Jamahiriya arabe libyenne	–	–	2 18	–	2 018	–	–	2 018
Jordanie	447	–	593	–	593	–	1 040	–
Kenya	196	–	593	–	593	–	789	–
Liban	334	–	891	–	891	–	294	831
Lituanie	–	–	689	–	689	–	689	–
Luxembourg	152	–	5 536	–	5 536	–	5 688	–
Mali	271	–	200	–	200	–	–	471

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Maurice	—	—	816	—	816	—	796	20
Moldova	—	—	200	—	200	36	200	—
Monaco	—	—	297	—	297	—	297	—
Niger	275	—	200	—	200	—	—	475
Nigéria	—	—	2 187	—	2 187	3 248	2 187	—
Ouganda	120	—	297	—	297	—	400	17
Ouzbékistan	—	—	393	—	393	—	—	393
Pays-Bas	40	—	126 983	—	126 983	—	129 023	—
Portugal	—	—	17 577	—	17 577	—	17 577	—
République arabe syrienne	773	—	5 629	—	5 629	—	6 383	19
République-Unie de Tanzanie	—	—	297	—	297	14	297	—
Roumanie	—	—	4 304	—	4 304	—	4 304	—
Royaume-Uni	—	—	263 232	—	263 232	—	263 232	—
Sénégal	*/	—	371	—	371	(1)	481	8
Slovaquie	—	—	3 191	—	3 191	—	3 191	—
Slovénie	—	—	5 651	—	5 651	—	5 651	—
Soudan	147	—	445	—	445	—	—	592
Suède	—	—	76 202	—	76 202	—	76 202	—
Suisse	—	—	94 566	—	94 566	—	94 566	—
Togo	97	—	200	—	200	—	—	297
Ukraine	1 297	—	3 933	—	3 933	—	5 230	—
Union européenne	—	—	4 928	—	4 928	—	4 901	27
<b>Total, AWL</b>	<b>17 338</b>	<b>—</b>	<b>1 535 150</b>	<b>—</b>	<b>1 535 150</b>	<b>22 956</b>	<b>1 545 543</b>	<b>6 943</b>
<b>BAL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord (ASCOBANS)</b>							
Belgique	—	—	40 778	—	40 778	—	40 778	—
Danemark	—	—	27 387	—	27 387	—	27 387	—
Finlande	—	—	20 331	—	20 331	—	20 331	—
France	—	—	6 896	—	6 896	—	—	6 896
Allemagne	—	(3 918)	81 955	—	81 955	—	78 037	—
Lituanie	—	—	192	—	192	—	192	—
Pays-Bas	—	—	64 464	—	64 464	32 548	64 464	—
Pologne	—	—	15 458	—	15 458	—	15 458	—



<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Suède	25	(9 892)	38 068	–	38 068	–	28 201	–
Royaume-Uni	–	–	81 955	–	81 955	–	81 955	–
<b>Total, BAL</b>	<b>25</b>	<b>(13 610)</b>	<b>377 482</b>	<b>–</b>	<b>377 482</b>	<b>32 548</b>	<b>356 801</b>	<b>6 898</b>
<b>BCL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</b>							
Afrique du Sud	–	–	28 407	–	28 407	–	16 010	12 397
Albanie	–	–	212	–	212	–	–	212
Algérie	–	–	3 227	–	3 227	3 736	3 227	–
Allemagne	–	–	751 092	–	751 092	–	751 092	–
Andorre	–	–	212	–	212	–	–	212
Antigua-et-Barbuda	–	–	127	–	127	147	127	–
Arabie saoudite	109 300	–	52 010	–	52 010	35 222	161 310	–
Argentine	82 798	–	78 612	–	78 612	–	23 590	137 820
Arménie	–	–	85	–	85	98	85	–
Australie	–	–	131 434	–	131 434	–	131 434	–
Autriche	–	–	73 630	–	73 630	–	73 630	–
Azerbaïdjan	–	–	212	–	212	–	–	212
Bahamas	–	–	552	–	552	639	552	–
Bahreïn	–	–	1 274	–	1 274	1 475	1 274	–
Bangladesh	–	–	329	–	329	–	–	329
Barbade	–	–	425	–	425	492	425	–
Bélarus	–	–	764	–	764	–	764	–
Belgique	44 789	–	89 688	–	89 688	–	134 477	–
Belize	–	–	42	–	42	–	–	42
Bénin	–	–	85	–	85	–	–	85
Bhoutan	–	–	42	–	42	49	42	–
Bolivie	–	–	382	–	382	–	–	382
Bosnie-Herzégovine	–	–	127	–	127	147	127	–
Botswana	–	–	509	–	509	590	509	–
Brésil	153 490	–	158 445	–	158 445	–	–	311 935
Brunéi Darussalam	–	–	1 443	–	1 443	1 651	1 443	–
Bulgarie	–	–	722	–	722	–	722	–
Burkina Faso	–	–	85	–	85	–	–	85

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Burundi	—	—	42	—	42	—	—	42
Cambodge	—	—	85	—	85	98	85	—
Cameroun	—	—	340	—	340	—	—	340
Canada	—	—	219 805	—	219 805	—	219 805	—
Cap-Vert	—	—	42	—	42	—	—	42
Chili	—	—	17 787	—	17 787	—	8 319	9 468
Chine	—	—	147 278	—	147 278	20 030	147 278	—
Chypre	—	—	1 656	—	1 656	—	1 656	—
Colombie	12 071	—	14 468	—	14 468	—	20 234	6 305
Comores	—	—	42	—	42	—	—	42
Costa Rica	—	—	1 274	—	1 274	—	—	1 274
Côte d'Ivoire	—	—	425	—	425	—	—	425
Croatie	—	—	1 571	—	1 571	1 819	1 571	—
Cuba	—	—	1 826	—	1 826	—	—	1 826
Danemark	—	—	59 874	—	59 874	35 294	59 874	—
Djibouti	—	—	42	—	42	—	—	42
Dominique	—	—	42	—	42	—	—	42
Égypte	—	—	5 095	—	5 095	—	—	5 095
El Salvador	—	—	934	—	934	—	934	—
Émirats arabes unis	5 936	—	17 904	—	17 904	—	17 904	5 936
Équateur	—	—	807	—	807	—	807	—
Espagne	—	—	205 826	—	205 826	—	205 826	—
Estonie	—	—	509	—	509	590	509	—
États-Unis d'Amérique	—	—	200 000	—	200 000	—	200 000	—
Éthiopie	—	—	170	—	170	181	170	—
Ex-République yougoslave de Macédoine	—	—	255	—	255	—	—	255
Fédération de Russie	—	—	93 790	—	93 790	—	93 790	—
Finlande	—	—	43 113	—	43 113	26 200	43 113	—
France	—	—	509 737	—	509 737	296 412	509 737	—
Gambie	—	—	42	—	42	—	—	42
Géorgie	—	—	127	—	127	—	—	127
Ghana	—	—	170	—	170	—	—	170
Grèce	—	—	43 652	—	43 652	—	21 306	22 346

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Guatemala	—	—	1 274	—	1 274	1 475	1 274	—
Guinée	—	—	127	—	127	—	—	127
Guinée équatoriale	—	—	85	—	85	—	—	85
Guyana	—	—	42	—	42	—	42	—
Honduras	—	—	212	—	212	—	—	212
Hongrie	—	—	10 058	—	10 058	6 171	10 058	—
Îles Cook	—	—	42	—	42	—	—	42
Îles Marshall	—	—	42	—	42	—	—	42
Inde	13 381	—	31 255	—	31 255	—	26 762	17 874
Indonésie	—	—	13 877	—	13 877	—	7 848	6 029
Iran (République islamique d')	61 012	—	17 338	—	17 338	—	50 000	28 350
Irlande	—	—	26 396	—	26 396	—	11 617	14 779
Islande	—	—	1 443	—	1 443	1 671	1 443	—
Israël	—	—	36 112	—	36 112	20 000	36 112	—
Italie	28 114	—	406 140	—	406 140	—	226 859	207 395
Jamahiriya arabe libyenne	—	—	5 604	—	5 604	—	—	5 604
Jamaïque	—	—	340	—	340	722	340	—
Japon	—	—	1 383 348	—	1 383 348	—	1 383 348	—
Jordanie	—	—	467	—	467	—	467	—
Kazakhstan	—	—	1 061	—	1 061	—	—	1 061
Kenya	—	—	382	—	382	—	—	382
Kirghizistan	—	—	42	—	42	49	42	—
Kiribati	—	—	42	—	42	49	42	—
Koweït	—	—	12 646	—	12 646	—	12 646	—
Lesotho	—	—	42	—	42	24	42	—
Lettonie	—	—	637	—	637	737	637	—
Liban	—	—	1 019	—	1 019	—	—	1 019
Liechtenstein	—	—	212	—	212	—	212	—
Lituanie	—	—	1 019	—	1 019	—	—	1 019
Luxembourg	—	—	3 269	—	3 269	—	—	3 269
Madagascar	—	—	127	—	127	124	127	—
Malaisie	—	—	17 840	—	17 840	9 979	17 840	—
Malawi	—	—	42	—	42	—	—	42
Maldives	—	—	42	—	42	—	—	42

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Mali	—	—	85	—	85	—	—	85
Malte	—	—	594	—	594	—	594	—
Maroc	—	—	1 995	—	1 995	—	—	1 995
Maurice	—	—	467	—	467	541	467	—
Mauritanie	—	—	42	—	42	—	—	42
Mexique	9 799	—	122 559	—	122 559	—	122 559	9 799
Micronésie (États fédérés de)	—	—	42	—	42	49	42	—
Monaco	—	—	127	—	127	147	127	—
Mongolie	—	—	42	—	42	49	42	—
Mozambique	—	—	42	—	42	49	42	—
Namibie	—	—	255	—	255	—	—	255
Nauru	—	—	42	—	42	—	—	42
Népal	—	—	170	—	170	—	—	170
Nicaragua	—	—	42	—	42	49	42	—
Niger	—	—	42	—	42	—	—	42
Nigéria	—	—	1 783	—	1 783	2 065	1 783	—
Norvège	—	—	54 177	—	54 177	—	54 177	—
Nouvelle-Zélande	—	—	18 840	—	18 840	—	18 840	—
Oman	—	—	2 972	—	2 972	—	—	2 972
Ouganda	—	—	255	—	255	—	—	255
Ouzbékistan	—	—	594	—	594	—	—	594
Pakistan	—	—	2 335	—	2 335	2 704	2 335	—
Panama	—	—	807	—	807	—	—	807
Papouasie-Nouvelle-Guinée	—	—	127	—	127	—	—	127
Paraguay	—	—	509	—	509	—	—	509
Pays-Bas	—	—	139 950	—	139 950	83 074	139 950	—
Pérou	4 630	—	8 536	—	8 536	—	—	13 166
Philippines	3 924	—	7 957	—	7 957	—	4 697	7 184
Pologne	—	—	34 405	—	34 405	22 661	34 405	—
Portugal	—	—	38 083	—	38 083	23 103	38 083	—
Qatar	—	—	2 717	—	2 717	3 146	2 717	—
République arabe syrienne	—	—	1 613	—	1 613	—	1 613	—
République de Corée	—	—	148 885	—	148 885	—	148 885	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
République démocratique du Congo	—	—	127	—	127	—	—	127
République de Moldova	—	—	42	—	42	49	42	—
République dominicaine	—	—	1 486	—	1 486	1 720	1 486	—
République tchèque	—	—	15 735	—	15 735	8 996	15 735	—
République-Unie de Tanzanie	—	—	255	—	255	—	—	255
Roumanie	—	—	2 547	—	2 547	—	2 547	—
Royaume-Uni	—	—	477 361	—	477 361	—	477 361	—
Rwanda	—	—	42	—	42	—	—	42
Sainte-Lucie	—	—	85	—	85	—	—	85
Saint-Kitts-et-Nevis	—	—	42	—	42	—	—	42
Saint-Vincent-et-les Grenadines	—	—	42	—	42	—	—	42
Samoa occidentale	—	—	42	—	42	49	42	—
Sénégal	—	—	212	—	212	—	—	212
Serbie-et-Monténégro	—	—	807	—	807	934	807	—
Seychelles	—	—	85	—	85	—	—	85
Singapour	—	—	31 895	—	31 895	19 073	31 895	—
Slovaquie	—	—	2 165	—	2 165	2 507	2 165	—
Slovénie	—	—	3 481	—	3 481	4 031	3 481	—
Sri Lanka	—	—	722	—	722	836	722	—
Suède	—	—	82 660	—	82 660	—	82 660	—
Suisse	—	—	100 812	—	100 812	—	100 812	—
Tchad	—	—	42	—	42	—	—	42
Thaïlande	—	—	20 410	—	20 410	10 274	20 410	—
Togo	—	—	42	—	42	42	42	—
Trinité-et-Tobago	—	—	934	—	934	1 081	934	—
Tunisie	—	—	1 359	—	1 359	—	—	1 359
Turkménistan	—	—	212	—	212	—	—	212
Turquie	—	—	33 059	—	33 059	—	33 059	—
Ukraine	12 988	—	1 656	—	1 656	—	14 644	—
Union européenne	—	—	157 198	—	157 198	96 906	157 198	—
Uruguay	—	—	2 038	—	2 038	—	—	2 038

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Venezuela (République bolivarienne du)	34 791	–	15 422	–	15 422	–	42 953	7 260
Viet Nam	–	–	892	–	892	1 032	892	–
Yémen	–	–	255	–	255	–	–	255
Zambie	–	–	85	–	85	98	85	–
<b>Total, BCL</b>	<b>577 023</b>	<b>–</b>	<b>6 480 868</b>	<b>–</b>	<b>6 480 868</b>	<b>751 136</b>	<b>6 202 888</b>	<b>855 003</b>
<b>BDL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en développement et autres pays nécessitant une aide pour appliquer la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</b>							
Afrique du Sud	–	–	47 484	–	47 484	–	47 484	–
Allemagne	–	–	38 531	–	38 531	–	38 531	–
Australie	–	–	20 796	–	20 796	–	20 796	–
Centre de formation régional pour les États arabes (Le)								
Caire	–	–	6 775	–	6 775	–	6 775	–
Chine	–	–	20 000	–	20 000	–	20 000	–
Espagne	–	–	36 711	–	36 711	–	36 711	–
Finlande	–	–	419 150	–	419 150	–	419 150	–
Holcim Group Support Ltd.	–	–	117 736	–	117 736	–	117 736	–
Hongrie	–	–	10 000	–	10 000	–	10 000	–
Liechtenstein	–	–	5 000	–	5 000	–	5 000	–
Luxembourg	–	–	7 652	–	7 652	–	7 652	–
Norvège	–	–	69 197	–	69 197	–	69 197	–
Pays-Bas	–	–	105 285	–	105 285	–	105 285	–
Royaume-Uni	–	–	417 000	–	417 000	–	417 000	–
Suède	–	–	26 692	–	26 692	–	26 692	–
Suisse	–	–	790 387	–	790 387	–	790 387	–
<b>Total, BDL</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>2 138 396</b>	<b>–</b>	<b>2 138 396</b>	<b>–</b>	<b>2 138 396</b>	<b>–</b>
<b>BEL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale relatif à des contributions volontaires additionnelles à l'appui des activités approuvées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique</b>							
Allemagne	20 882	(20 882)	266 054	–	266 054	–	266 054	–
Brésil	–	–	215 643	–	215 643	–	215 643	–
Canada	48 750	(33 457)	428 104	2 882	430 986	–	446 279	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Conseil international des mines et des métaux	–	–	2 980	–	2 980	–	2 980	–
Danemark	2 301	(2 301)	–	–	–	–	–	–
Espagne	25 000	(25 000)	454 401	–	454 401	–	454 401	–
États-Unis d'Amérique	60 000	115 000	75 000	–	75 000	–	250 000	–
Finlande	–	–	65 281	–	65 281	–	65 281	–
France	25 000	(25 000)	–	–	–	–	–	–
Global Industry Coalition	–	–	26 000	–	26 000	–	26 000	–
Italie	–	–	543 403	–	543 403	–	543 403	–
Norvège	10 428	(10 428)	–	–	–	–	–	–
Pays-Bas	–	–	758 900	–	758 900	–	758 900	–
Royaume-Uni	–	–	337 020	–	337 020	–	337 020	–
SHELL et BP	–	–	7 000	–	7 000	–	7 000	–
Suède	27 473	(25 126)	154 939	(2 347)	152 592	–	154 939	–
Suisse	–	–	34 257	–	34 257	–	34 257	–
Thaïlande	–	–	619 592	–	619 592	–	619 592	–
UICN-É.-U.	–	–	1 000	–	1 000	–	1 000	–
Union européenne	7 491	(7 101)	386 846	(390)	386 456	–	386 846	–
<b>Total, BEL</b>	<b>227 325</b>	<b>(34 295)</b>	<b>4 376 420</b>	<b>145</b>	<b>4 376 565</b>	<b>–</b>	<b>4 569 595</b>	<b>–</b>
<b>BGL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour le budget de base du programme relatif au Protocole sur la biosécurité</b>							
Afrique du Sud	–	–	10 033	–	10 033	–	–	10 033
Albanie	–	–	110	–	110	–	–	110
Algérie	–	–	2 611	–	2 611	–	2 611	–
Allemagne	–	–	297 626	–	297 626	254 810	297 626	–
Antigua-et-Barbuda	–	–	103	–	103	88	103	–
Arménie	–	–	69	–	69	59	69	–
Autriche	–	–	29 515	–	29 515	25 246	29 515	–
Azerbaïdjan	–	–	86	–	86	–	–	86
Bahamas	–	–	447	–	447	382	447	–
Bangladesh	–	–	200	–	200	–	–	200
Barbade	–	–	344	–	344	294	344	–
Bélarus	–	–	618	–	618	–	618	–
Belgique	–	–	36 731	–	36 731	–	–	36 731

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Belize	—	—	34	—	34	—	—	34
Bénin	—	—	39	—	39	—	—	39
Bhoutan	—	—	34	—	34	—	—	34
Bolivie	—	—	309	—	309	265	309	—
Botswana	—	—	412	—	412	353	412	—
Brésil	—	—	52 330	—	52 330	—	52 330	—
Bulgarie	—	—	584	—	584	—	584	—
Burkina Faso	—	—	69	—	69	—	—	69
Cambodge	—	—	69	—	69	59	69	—
Cameroun	—	—	275	—	275	—	—	275
Canada	—	—	165 000	—	165 000	—	165 000	—
Chine	—	—	21 235	—	21 235	—	—	21 235
Chypre	—	—	1 340	—	1 340	—	1 340	—
Colombie	—	—	5 326	—	5 326	48	5 326	—
Croatie	—	—	1 271	—	1 271	—	—	1 271
Cuba	—	—	1 477	—	1 477	—	—	1 477
Danemark	—	—	24 670	—	24 670	21 123	24 670	—
Djibouti	—	—	34	—	34	—	—	34
Dominique	—	—	34	—	34	—	—	34
Égypte	—	—	412	—	412	—	412	—
El Salvador	—	—	756	—	756	—	—	756
Équateur	—	—	653	—	653	—	653	—
Érythrée	—	—	19	—	19	—	—	19
Espagne	—	—	86 587	—	86 587	—	86 587	—
Estonie	—	—	412	—	412	—	412	—
Éthiopie	—	—	137	—	137	118	137	—
Ex-République yougoslave de Macédoine	—	—	62	—	62	—	—	62
Fidji	—	—	137	—	137	—	—	137
Finlande	—	—	18 314	—	18 314	15 680	18 314	—
France	—	—	207 190	—	207 190	177 398	207 190	—
Gambie	—	—	34	—	34	—	—	34
Ghana	—	—	137	—	137	—	—	137
Grèce	—	—	18 211	—	18 211	—	—	18 211



<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Grenade	—	—	34	—	34	—	—	34
Guatemala	—	—	949	—	949	873	949	—
Hongrie	—	—	4 329	—	4 329	3 687	4 329	—
Îles Marshall	—	—	34	—	34	—	—	34
Îles Salomon	—	—	34	—	34	—	—	34
Inde	—	—	14 466	—	14 466	—	—	14 466
Indonésie	—	—	4 005	—	4 005	—	—	4 005
Iran (République islamique d')	—	—	5 395	—	5 395	—	—	5 395
Irlande	—	—	12 026	—	12 026	10 297	12 026	—
Italie	—	—	167 848	—	167 848	143 713	167 848	—
Jamahiriya arabe libyenne	—	—	1 332	—	1 332	—	—	1 332
Japon	—	—	440 330	—	440 330	—	440 330	—
Jordanie	—	—	378	—	378	—	—	378
Kenya	—	—	309	—	309	—	—	309
Kiribati	—	—	34	—	34	—	—	34
Lesotho	—	—	34	—	34	—	—	34
Lettonie	—	—	515	—	515	572	515	—
Libéria	—	—	34	—	34	—	—	34
Lituanie	—	—	825	—	825	706	825	—
Luxembourg	—	—	2 646	—	2 646	—	—	2 646
Madagascar	—	—	103	—	103	73	103	—
Malaisie	—	—	6 975	—	6 975	5 972	6 975	—
Maldives	—	—	34	—	34	—	—	34
Mali	—	—	69	—	69	—	—	69
Maurice	—	—	378	—	378	324	378	—
Mauritanie	—	—	7	—	7	—	—	7
Mexique	—	—	64 700	—	64 700	—	64 680	20
Mongolie	—	—	34	—	34	29	34	—
Mozambique	—	—	34	—	34	—	—	34
Namibie	—	—	131	—	131	—	—	131
Nauru	—	—	34	—	34	—	—	34
Nicaragua	—	—	34	—	34	29	34	—
Niger	—	—	34	—	34	—	—	34
Nigéria	—	—	1 443	—	1 443	1 236	1 443	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Nioué	—	—	34	—	34	—	—	34
Norvège	—	—	23 330	—	23 330	—	23 300	30
Nouvelle-Zélande	—	—	4 508	—	4 508	6 375	4 508	—
Oman	—	—	2 405	—	2 405	2 059	2 405	—
Ouganda	—	—	200	—	200	—	—	200
Palaos	—	—	34	—	34	—	—	34
Panama	—	—	653	—	653	—	—	653
Paraguay	—	—	412	—	412	—	—	412
Pays-Bas	—	—	58 068	—	58 068	51 680	58 068	—
Pérou	—	—	3 161	—	3 161	—	—	3 161
Pologne	—	—	15 840	—	15 840	13 562	15 840	—
Portugal	—	—	15 978	—	15 978	—	15 978	—
République arabe syrienne	—	—	1 306	—	1 306	—	1 306	—
République démocratique du Congo	—	—	54	—	54	—	—	54
République démocratique populaire lao	—	—	200	—	200	171	200	—
République de Moldova	—	—	34	—	34	—	—	34
République populaire démocratique de Corée	—	—	344	—	344	—	—	344
République tchèque	—	—	6 288	—	6 288	5 384	6 288	—
République-Unie de Tanzanie	—	—	206	—	206	—	—	206
Roumanie	—	—	2 062	—	2 062	—	2 062	—
Royaume-Uni	—	—	210 523	—	210 523	180 252	210 523	—
Rwanda	—	—	34	—	34	—	—	34
Sainte-Lucie	—	—	21	—	21	58	21	—
Saint-Kitts-et-Nevis	—	—	34	—	34	—	—	34
Saint-Vincent-et-les Grenadines	—	—	34	—	34	—	—	34
Samoa occidental	—	—	34	—	34	29	34	—
Sénégal	—	—	172	—	172	—	154	18
Seychelles	—	—	69	—	69	39	69	—
Slovaquie	—	—	1 752	—	1 752	1 500	1 752	—
Slovénie	—	—	2 818	—	2 818	2 412	2 818	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Soudan	—	—	61	—	61	—	—	61
Sri Lanka	—	—	584	—	584	500	584	—
Suède	—	—	34 291	—	34 291	34 291	34 291	—
Suisse	—	—	41 129	—	41 129	35 215	41 129	—
Tadjikistan	—	—	34	—	34	—	—	34
Togo	—	—	34	—	34	—	—	34
Tonga	—	—	34	—	34	—	—	34
Trinité-et-Tobago	—	—	756	—	756	—	756	—
Tunisie	—	—	1 100	—	1 100	941	1 100	—
Turquie	—	—	12 782	—	12 782	—	—	12 782
Ukraine	—	—	1 340	—	1 340	—	—	1 340
Union européenne	—	—	50 038	—	50 038	42 781	50 038	—
Venezuela (République bolivarienne du)	—	—	5 876	—	5 876	—	—	5 876
Viet Nam	—	—	722	—	722	618	722	—
Zambie	—	—	69	—	69	34	69	—
Zimbabwe	—	—	142	—	142	192	142	—
<b>Total, BGL</b>	—	—	<b>2 215 263</b>	—	<b>2 215 263</b>	<b>1 041 527</b>	<b>2 069 704</b>	<b>145 559</b>
<b>BHL</b>	<b>Fonds spécial de contributions volontaires destiné à recevoir les contributions volontaires additionnelles versées à l'appui des activités approuvées</b>							
Autriche	—	—	23 958	—	23 958	—	23 958	—
Brésil	—	—	107 821	—	107 821	—	107 821	—
Finlande	—	—	12 046	—	12 046	—	12 046	—
Italie	—	—	70 092	—	70 092	—	70 092	—
Suède	—	—	63 659	—	63 659	—	63 659	—
<b>Total, BHL</b>	—	—	<b>277 576</b>	—	<b>277 576</b>	—	<b>277 576</b>	—
<b>BIL</b>	<b>Fonds spécial de contributions volontaires destiné à faciliter la participation des pays en développement Parties, en particulier de ceux qui comptent parmi les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que des Parties à économie en transition</b>							
Autriche	—	—	25 925	—	25 925	—	25 925	—
Canada	—	—	44 477	—	44 477	—	44 477	—
Danemark	—	—	42 581	—	42 581	—	42 581	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Finlande	—	—	26 203	—	26 203	—	26 203	—
France	—	—	24 554	—	24 554	—	24 554	—
Irlande	—	—	12 493	—	12 493	—	12 493	—
Italie	—	—	36 936	—	36 936	—	36 936	—
Norvège	—	—	74 875	—	74 875	—	74 875	—
Pays-Bas	—	—	240 140	—	240 140	—	240 140	—
Royaume-Uni	—	—	94 390	—	94 390	—	94 390	—
Slovénie	—	—	3 874	—	3 874	—	3 874	—
Suède	—	—	79 447	—	79 447	—	79 447	—
Suisse	—	—	90 000	—	90 000	—	90 000	—
Union européenne	—	—	60 500	—	60 500	—	60 500	—
<b>Total, BIL</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>856 395</b>	<b>—</b>	<b>856 395</b>	<b>—</b>	<b>856 395</b>	<b>—</b>
<b>BKL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'assainissement des points chauds environnementaux à la suite des conflits au Kosovo et l'établissement de directives sur l'évaluation des dommages environnementaux dus à ces conflits et sur les mesures à prendre pour y remédier</b>							
Luxembourg	44 062	(44 062)	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	160 333	(160 333)	—	—	—	—	—	—
Suisse	18 103	(18 103)	—	—	—	—	—	—
<b>Total, BKL</b>	<b>222 498</b>	<b>(222 498)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>BLL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale PNUE/Habitat dans les Balkans sur l'environnement et les établissements humains</b>							
Allemagne	10 500	(10 500)	—	—	—	—	—	—
Danemark	—	—	41 210	—	41 210	—	41 210	—
Pays-Bas	148 975	(148 975)	—	—	—	—	—	—
<b>Total, BLL</b>	<b>159 475</b>	<b>(159 475)</b>	<b>41 210</b>	<b>—</b>	<b>41 210</b>	<b>—</b>	<b>41 210</b>	<b>—</b>
<b>BTL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord relatif à la conservation des chauves-souris en Europe (EUROBATS)</b>							
Albanie	—	—	107	(4)	103	—	42	61
Allemagne	—	—	132 766	—	132 766	—	132 766	—
Belgique	—	—	29 153	(1 070)	28 083	—	28 083	—
Bulgarie	—	—	401	—	401	178	401	—
Croatie	—	—	1 032	(18)	1 014	—	1 014	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Danemark	—	—	19 605	(77)	19 528	—	19 528	—
Estonie	—	—	165	2	167	—	167	—
Ex-République yougoslave de Macédoine	—	—	160	(10)	150	—	1	149
Finlande	—	—	13 980	(483)	13 497	—	13 497	—
France	—	—	132 766	(2 761)	130 005	—	130 005	—
Géorgie	73	—	106	(6)	100	—	1	172
Hongrie	—	—	3 269	(27)	3 242	—	3 242	—
Irlande	—	—	8 641	(457)	8 184	—	8 184	—
Italie	—	—	3 105	—	3 105	—	—	3 105
Lettonie	39	—	336	(3)	333	—	372	—
Lituanie	—	—	557	(3)	554	—	554	—
Luxembourg	—	—	2 097	11	2 108	—	2 108	—
Malte	—	—	385	(1)	384	189	384	—
Monaco	—	—	93	(2)	91	—	53	38
Norvège	128	—	17 732	(174)	17 558	0	17 686	—
Pays-Bas	4	—	44 752	557	45 309	—	45 313	—
Pologne	—	—	11 178	(255)	10 923	—	10 923	—
Portugal	—	—	12 377	(83)	12 294	—	12 294	—
République de Moldova	—	—	40	(2)	38	15	38	—
République tchèque	—	—	5 103	(26)	5 077	—	5 077	—
Roumanie	—	—	1 567	46	1 613	—	1 613	—
Royaume-Uni	—	—	133 006	(951)	132 055	—	132 055	—
Slovaquie	—	—	1 260	(5)	1 255	—	1 255	—
Slovénie	—	—	1 128	(91)	1 037	—	1 037	—
Suède	25	—	26 869	660	27 529	—	27 554	—
Ukraine	2 668	—	1 214	(74)	1 140	—	3 808	—
<b>Total, BTL</b>	<b>2 937</b>	<b>—</b>	<b>604 950</b>	<b>(5 307)</b>	<b>599 643</b>	<b>382</b>	<b>599 055</b>	<b>3 525</b>
<b>BYL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la biodiversité biologique</b>							
Afghanistan	840	—	1 082	—	1 082	—	—	1 922
Afrique du Sud	—	—	69 078	—	69 078	30 478	69 078	—
Albanie	441	—	790	—	790	—	441	790
Algérie	—	—	14 415	—	14 415	—	14 415	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Allemagne	–	–	1 819 269	–	1 819 269	–	1 819 269	–
Angola	–	–	296	–	296	1 318	296	–
Antigua-et-Barbuda	–	–	494	–	494	313	494	–
Arabie saoudite	101 808	–	125 114	–	125 114	–	156 376	70 546
Argentine	331 061	–	207 763	–	207 763	–	161 511	377 313
Arménie	20 329	–	395	–	395	–	11 443	9 281
Australie	–	–	317 773	–	317 773	166 165	317 773	–
Autriche	–	–	178 269	–	178 269	89 658	178 269	–
Azerbaïdjan	2 337	–	889	–	889	–	3 226	–
Bahamas	–	–	2 468	–	2 468	1 357	2 468	–
Bahreïn	20	–	4 741	–	4 741	3 131	4 761	–
Bangladesh	855	–	1 751	–	1 751	–	1 859	747
Barbade	–	–	1 875	–	1 875	1 044	1 875	–
Bélarus	62 381	–	3 652	–	3 652	–	17 952	48 081
Belgique	–	–	216 974	–	216 974	–	111 204	105 770
Belize	–	–	197	–	197	104	197	–
Bénin	–	–	395	–	395	–	5	390
Bhoutan	–	–	197	–	197	104	197	–
Bolivie	–	–	1 678	–	1 678	–	–	1 678
Bosnie-Herzégovine	–	–	297	–	297	313	297	–
Botswana	–	–	2 172	–	2 172	1 253	2 172	–
Brésil	175 771	–	386 100	–	386 100	22 320	561 871	–
Bulgarie	–	–	2 962	–	2 962	–	2 962	–
Burkina Faso	331	–	395	–	395	–	–	726
Burundi	490	–	197	–	197	–	–	687
Cambodge	210	–	395	–	395	184	605	–
Cameroun	–	–	1 678	–	1 678	2 184	1 678	–
Canada	–	–	1 965 283	–	1 965 283	–	1 965 283	–
Cap-Vert	2 454	–	1 083	–	1 083	–	–	3 537
Chili	–	–	42 946	–	42 946	–	21 521	21 425
Chine	–	–	354 029	–	354 029	–	354 029	–
Chypre	–	–	7 602	–	7 602	–	7 602	–
Colombie	195	–	35 134	–	35 134	132	35 329	–
Comores	2 598	–	197	–	197	–	–	2 795

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Congo	48	—	197	—	197	—	—	245
Costa Rica	6 020	—	4 938	—	4 938	—	4 802	6 156
Côte d'Ivoire	1 631	—	989	—	989	—	—	2 620
Croatie	—	—	7 502	—	7 502	—	7 502	—
Cuba	17 667	—	7 210	—	7 210	—	—	24 877
Danemark	—	—	144 816	—	144 816	—	144 816	—
Djibouti	—	—	197	—	197	—	—	197
Dominique	—	—	197	—	197	—	67	130
Égypte	—	—	19 851	—	19 851	—	7 978	11 873
El Salvador	—	—	3 950	—	3 950	—	1 773	2 177
Émirats arabes unis	—	—	43 149	—	43 149	—	43 129	20
Équateur	—	—	4 342	—	4 342	420	4 342	—
Érythrée	92	—	197	—	197	—	—	289
Espagne	—	—	497 427	—	497 427	—	497 427	—
Estonie	—	—	2 172	—	2 172	1 253	2 172	—
États-Unis d'Amérique	—	—	200 000	—	200 000	—	200 000	—
Éthiopie	—	—	790	—	790	418	790	—
Ex-République yougoslave de Macédoine	—	—	1 185	—	1 185	—	591	594
Fédération de Russie	—	—	227 034	—	227 034	—	227 034	—
Fidji	—	—	790	—	790	—	768	22
Finlande	—	—	104 153	—	104 153	55 632	104 153	—
France	—	—	1 233 513	—	1 233 513	629 382	1 233 513	—
Gabon	7 457	—	2 269	—	2 269	26 266	9 726	—
Gambie	—	—	197	—	197	—	197	—
Géorgie	41 653	—	789	—	789	—	401	42 041
Ghana	462	—	888	—	888	—	—	1 350
Grèce	—	—	105 530	—	105 530	—	53 090	52 440
Grenade	—	—	197	—	197	—	98	99
Guatemala	2 467	—	5 627	—	5 627	3 131	8 094	—
Guinée	—	—	592	—	592	—	—	592
Guinée-Bissau	2 119	—	197	—	197	—	—	2 316
Guinée équatoriale	2 598	—	296	—	296	—	—	2 894
Guyana	—	—	197	—	197	—	197	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Haïti	1 857	—	494	—	494	—	197	2 154
Honduras	1 574	—	987	—	987	—	—	2 561
Hongrie	—	—	24 287	—	24 287	13 108	24 287	—
Îles Cook	271	—	197	—	197	—	369	99
Îles Marshall	—	—	197	—	197	—	98	99
Îles Salomon	2 119	—	197	—	197	—	—	2 316
Inde	101	—	75 243	—	75 243	—	75 344	—
Indonésie	18 495	—	33 750	—	33 750	—	38 195	14 050
Iran (République islamique d')	25 153	—	42 325	—	42 325	—	51 944	15 534
Irlande	—	—	63 588	—	63 588	36 531	63 588	—
Islande	—	—	6 614	—	6 614	3 549	6 614	—
Israël	—	—	87 083	—	87 083	—	87 083	—
Italie	—	—	982 203	—	982 203	—	982 203	—
Jamahiriya arabe libyenne	19 939	—	19 659	—	19 659	—	22 982	16 616
Jamaïque	370	—	1 186	—	1 186	—	1 545	11
Japon	—	—	3 382 962	—	3 382 962	—	3 382 962	—
Jordanie	—	—	1 876	—	1 876	—	788	1 088
Kazakhstan	27 559	—	5 232	—	5 232	—	32 559	232
Kenya	20	—	1 678	—	1 678	918	1 698	—
Kirghizistan	—	—	197	—	197	—	—	197
Kiribati	—	—	197	—	197	79	197	—
Koweït	—	—	16 029	—	16 029	—	16 029	—
Lesotho	—	—	197	—	197	—	98	99
Lettonie	565	—	2 469	—	2 469	16	3 034	—
Liban	1 110	—	3 557	—	3 557	—	3 485	1 182
Libéria	435	—	197	—	197	—	—	632
Liechtenstein	—	—	1 086	—	1 086	—	1 086	—
Lituanie	—	—	4 049	—	4 049	2 484	4 049	—
Luxembourg	—	—	15 499	—	15 499	—	15 499	—
Madagascar	266	—	592	—	592	—	561	297
Malaisie	—	—	43 232	—	43 232	21 173	43 232	—
Malawi	543	—	296	—	296	79	839	—
Maldives	—	—	197	—	197	—	157	40
Mali	—	—	395	—	395	—	331	64



<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Malte	—	—	2 862	—	2 862	—	2 862	—
Maroc	7 807	—	8 984	—	8 984	—	—	16 791
Maurice	—	—	2 171	—	2 171	1 148	2 171	—
Mauritanie	1 429	—	197	—	197	—	—	1 626
Mexique	26 752	—	293 279	—	293 279	—	306 357	13 674
Micronésie (États fédérés de)	—	—	197	—	197	103	197	—
Monaco	—	—	691	—	691	610	691	—
Mongolie	—	—	197	—	197	—	98	99
Mozambique	183	—	197	—	197	—	—	380
Myanmar	925	—	1 751	—	1 751	—	2 676	—
Namibie	—	—	1 283	—	1 283	626	1 283	—
Nauru	2 718	—	197	—	197	—	—	2 915
Népal	—	—	790	—	790	507	790	—
Nicaragua	—	—	197	—	197	104	197	—
Niger	2 454	—	197	—	197	—	—	2 651
Nigéria	12 016	—	10 854	—	10 854	4 384	22 870	—
Nioué	1	—	197	—	197	1	99	99
Norvège	—	—	130 812	—	130 812	—	130 812	—
Nouvelle-Zélande	—	—	45 604	—	45 604	23 067	45 604	—
Oman	—	—	12 934	—	12 934	7 306	12 934	—
Ouganda	—	—	1 086	—	1 086	—	409	677
Ouzbékistan	11 987	—	2 468	—	2 468	—	2 468	11 987
Pakistan	262	—	11 450	—	11 450	5 746	11 712	—
Palaos	—	—	197	—	197	311	197	—
Panama	1 665	—	3 653	—	3 653	—	2 740	2 578
Papouasie-Nouvelle-Guinée	—	—	888	—	888	—	—	888
Paraguay	7 502	—	2 763	—	2 763	—	—	10 265
Pays-Bas	19	—	338 403	—	338 403	—	338 412	10
Pérou	36 548	—	20 726	—	20 726	—	—	57 274
Philippines	3 773	—	19 250	—	19 250	—	11 407	11 616
Pologne	—	—	82 845	—	82 845	48 117	82 845	—
Portugal	42 723	—	92 009	—	92 009	1 026	134 732	—
Province de Québec, Canada	—	—	400 000	—	400 000	200 000	399 999	1
Qatar	—	—	9 681	—	9 681	6 680	9 681	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
République arabe syrienne	—	—	11 640	—	11 640	(1)	11 640	—
République centrafricaine	—	—	197	—	197	—	—	197
République de Corée	79 169	—	360 020	—	360 020	—	342 000	97 189
République démocratique du Congo	4 882	—	297	—	297	—	—	5 179
République démocratique populaire lao	—	—	197	—	197	89	197	—
République de Moldova	17 571	—	296	—	296	—	6 658	11 209
République dominicaine	8 161	—	5 728	—	5 728	—	10 038	3 851
République populaire démocratique de Corée	—	—	1 875	—	1 875	—	866	1 009
République tchèque	—	—	38 102	—	38 102	19 101	38 102	—
République-Unie de Tanzanie	—	—	988	—	988	18 745	988	—
Roumanie	—	—	11 650	—	11 650	—	11 650	—
Royaume-Uni	—	—	1 151 507	—	1 151 507	—	1 151 507	—
Rwanda	—	—	197	—	197	190	197	—
Sainte-Lucie	—	—	395	—	395	—	388	7
Saint-Kitts-et-Nevis	—	—	197	—	197	104	197	—
Saint-Marin	—	—	494	—	494	—	494	—
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1 769	—	197	—	197	—	—	1 966
Samoa occidentale	—	—	197	—	197	79	197	—
Sao Tomé-et-Principe	271	—	197	—	197	—	—	468
Sénégal	—	—	987	—	987	4 023	987	—
Seychelles	—	—	395	—	395	705	395	—
Sierra Leone	—	—	197	—	197	—	4	193
Singapour	—	—	77 100	—	77 100	40 483	77 100	—
Slovaquie	—	—	9 281	—	9 281	5 323	9 281	—
Slovénie	—	—	16 091	—	16 091	8 559	16 091	—
Soudan	4 588	—	1 357	—	1 357	—	—	5 945
Sri Lanka	1 440	—	3 258	—	3 258	—	4 698	—
Suède	—	—	199 878	—	199 878	—	199 878	—
Suisse	—	—	243 921	—	243 921	124 912	243 921	—
Suriname	1 522	—	296	—	296	—	—	1 818

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Swaziland	367	—	395	—	395	209	762	—
Tadjikistan	92	—	197	—	197	67	289	—
Tchad	2 598	—	197	—	197	129	2 795	—
Thaïlande	—	—	47 214	—	47 214	21 814	47 214	—
Togo	271	—	197	—	197	—	272	196
Tonga	—	—	197	—	197	202	197	—
Trinité-et-Tobago	—	—	3 753	—	3 753	1 955	3 753	—
Tunisie	2 774	—	6 121	—	6 121	3 340	8 895	—
Turkménistan	7 804	—	790	—	790	—	7 527	1 067
Turquie	—	—	80 146	—	80 146	—	80 146	—
Tuvalu	92	—	197	—	197	—	—	289
Ukraine	—	—	9 079	—	9 079	—	—	9 079
Union européenne	—	—	384 428	—	384 428	202 048	384 428	—
Uruguay	19 827	—	12 629	—	12 629	—	—	32 456
Vanuatu	—	—	197	—	197	—	2	195
Venezuela (République bolivarienne du)	42 206	—	37 407	—	37 407	—	62 694	16 919
Viet Nam	—	—	3 654	—	3 654	—	1 376	2 278
Yémen	5 241	—	1 185	—	1 185	—	—	6 426
Yougoslavie	1 849	—	3 850	—	3 850	—	1 849	3 850
Zambie	563	—	395	—	395	886	958	—
Zimbabwe	2 931	—	1 481	—	1 481	—	3 719	693
<b>Total, BYL</b>	<b>1 249 464</b>	<b>—</b>	<b>17 439 201</b>	<b>—</b>	<b>17 439 201</b>	<b>1 867 195</b>	<b>17 498 764</b>	<b>1 189 901</b>
<b>BZL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale relatif aux contributions volontaires visant à faciliter la participation des parties au processus de la Convention sur la diversité biologique</b>							
Allemagne	—	—	155 742	—	155 742	—	155 741	1
Autriche	—	—	27 153	—	27 153	—	27 153	—
Canada	—	—	35 850	—	35 850	—	35 850	—
Danemark	40 000	(40 000)	115 123	—	115 123	—	115 122	1
Espagne	—	—	37 532	—	37 532	—	37 532	—
Finlande	—	—	144 152	—	144 152	—	144 152	—
Irlande	—	—	110 318	—	110 318	—	110 318	—
Italie	—	—	388 837	—	388 837	—	388 837	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Japon	—	—	60 000	—	60 000	—	60 000	—
Le Fonds Christensen	—	—	89 700	—	89 700	—	89 700	—
Norvège	—	—	81 395	—	81 395	—	81 395	—
Royaume-Uni	—	—	458 041	—	458 041	—	458 041	—
Suède	—	(7 170)	236 237	—	236 237	—	229 067	—
Suisse	—	—	129 975	—	129 975	—	129 975	—
Thaïlande	—	—	113 000	—	113 000	—	113 000	—
Union européenne	—	—	106 317	—	106 317	—	106 317	—
<b>Total, BZL</b>	<b>40 000</b>	<b>(47 170)</b>	<b>2 289 372</b>	<b>—</b>	<b>2 289 372</b>	<b>—</b>	<b>2 282 200</b>	<b>2</b>
<b>CRL</b>	<b>Fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en œuvre du Plan d'action concernant le Programme pour l'environnement des Caraïbes</b>							
Anguilla	19 390	—	20 639	—	20 639	—	40 029	—
Antigua-et-Barbuda	141 668	—	20 639	—	20 639	—	—	162 307
Antilles néerlandaises	35 860	—	20 639	—	20 639	—	—	56 499
Aruba	42 630	—	18 819	—	18 819	—	—	61 449
Bahamas	—	—	20 639	—	20 639	—	12 848	7 791
Barbade	9 322	—	11 317	—	11 317	—	20 639	—
Belize	28 180	—	18 819	—	18 819	—	46 996	3
Colombie	16 845	12 000	37 874	—	37 874	504	66 719	—
Costa Rica	24 467	—	22 455	—	22 455	—	—	46 922
Cuba	82 165	—	19 883	—	19 883	—	—	102 048
Dominique	28 712	—	20 639	—	20 639	—	18 644	30 707
États-Unis d'Amérique	—	—	900 000	—	900 000	—	900 000	—
France	—	—	470 503	—	470 503	—	470 503	—
Grenade	124 858	—	20 639	—	20 639	—	—	145 497
Guatemala	192 322	—	22 456	—	22 456	—	—	214 778
Guyana	85 190	—	20 639	—	20 639	—	—	105 829
Haïti	28 712	—	20 639	—	20 639	—	—	49 351
Honduras	59 990	—	20 639	—	20 639	—	—	80 629
Îles Caïmanes	5 589	—	11 457	—	11 457	—	—	17 046
Îles Turques et Caïques	—	—	4 860	—	4 860	—	4 860	—
Îles Vierges britanniques	5 940	—	12 182	—	12 182	—	18 122	—
Jamaïque	21 912	—	30 602	—	30 602	—	—	52 514

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Mexique	44 906	—	80 000	—	80 000	—	78 693	46 213
Ministère de l'agriculture, du commerce et de l'environnement	—	—	2 835	—	2 835	—	2 835	—
Montserrat	—	—	2 700	—	2 700	—	2 700	—
Nicaragua	110 500	—	20 639	—	20 639	—	—	131 139
Panama	7 637	—	22 456	—	22 456	—	300	29 793
République dominicaine	188 300	—	24 274	—	24 274	—	—	212 574
Sainte-Lucie	24 180	—	18 819	—	18 819	—	24 146	18 853
Saint-Kitts-et-Nevis	2 700	—	12 015	—	12 015	—	14 715	—
Saint-Vincent-et-les Grenadines	53 180	—	18 839	—	18 839	—	65 684	6 335
Secrétariat aux ressources naturelles	—	—	5 103	—	5 103	—	2 640	2 463
Suriname	68 739	—	20 639	—	20 639	—	—	89 378
Trinité-et-Tobago	23 769	—	24 274	—	24 274	—	35 617	12 426
Venezuela (République bolivarienne du)	549 871	—	281 574	—	281 574	—	690 638	140 807
<b>Total, CRL</b>	<b>2 027 534</b>	<b>12 000</b>	<b>2 301 145</b>	<b>—</b>	<b>2 301 145</b>	<b>504</b>	<b>2 517 328</b>	<b>1 823 351</b>
<b>CTL</b>								
<b>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction</b>								
Afghanistan	—	—	844	—	844	—	844	—
Afrique du Sud	—	—	38 246	—	38 246	28 502	38 246	—
Albanie	—	—	282	—	282	234	282	—
Algérie	—	—	6 562	—	6 562	—	6 562	—
Allemagne	—	—	915 740	—	915 740	—	915 740	—
Antigua-et-Barbuda	1 385	—	188	(5)	183	—	(1)	1 569
Arabie saoudite	25 966	—	51 932	—	51 932	—	77 898	—
Argentine	110 124	—	107 706	(1 967)	105 739	—	24 302	191 561
Australie	—	—	152 514	—	152 514	77 696	152 514	—
Autriche	—	—	88 772	—	88 772	—	88 772	—
Azerbaïdjan	—	—	374	—	374	—	187	187
Bahamas	—	—	1 124	—	1 124	731	1 124	—
Bangladesh	504	—	938	(2)	936	—	—	1 440

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Barbade	–	–	844	–	844	372	844	–
Bélarus	14 800	–	1 782	(139)	1 643	–	6 782	9 661
Belgique	–	–	105 832	–	105 832	–	105 832	–
Belize	101	–	94	1	95	–	196	–
Bénin	101	–	188	–	188	35	289	–
Bhoutan	47	–	94	–	94	–	141	–
Bolivie	963	–	750	(17)	733	–	–	1 696
Botswana	–	–	938	–	938	469	938	–
Brésil	240 825	–	224 038	(3 024)	221 014	–	102 217	359 622
Brunéi Darussalam	–	–	3 094	–	3 094	–	3 094	–
Bulgarie	1 074	–	1 218	34	1 252	–	2 326	–
Burkina Faso	–	–	188	–	188	4 652	188	–
Burundi	3 594	–	94	(2)	92	–	–	3 686
Cambodge	–	–	188	–	188	–	–	188
Cameroun	5 309	–	844	67	911	–	6 220	–
Canada	–	–	239 786	–	239 786	–	239 786	–
Chili	4 533	–	19 872	–	19 872	–	24 405	–
Chine	–	–	143 608	–	143 608	–	143 608	–
Chypre	–	–	3 562	–	3 562	–	3 562	–
Colombie	7 093	–	18 842	–	18 842	83	25 935	–
Comores	4 227	–	94	(2)	92	–	1	4 318
Congo	–	–	94	–	94	–	40	54
Costa Rica	–	–	1 874	–	1 874	72 524	1 874	–
Côte d'Ivoire	1 575	–	844	(22)	822	–	–	2 397
Croatie	–	–	3 656	–	3 656	–	3 656	–
Cuba	1 406	–	2 812	–	2 812	–	1 406	2 812
Danemark	–	–	70 210	–	70 210	–	70 210	–
Djibouti	3 203	–	94	(2)	92	–	1	3 294
Dominique	–	–	94	–	94	291	94	–
Égypte	3 796	–	7 592	–	7 592	–	–	11 388
El Salvador	5 662	–	1 688	(29)	1 659	–	–	7 321
Émirats arabes unis	9 468	–	18 956	–	18 956	–	28 384	40
Équateur	2 238	–	2 344	–	2 344	–	4 582	–
Érythrée	–	–	94	–	94	–	94	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Espagne	—	—	236 106	—	236 106	—	236 106	—
Estonie	—	—	938	—	938	586	938	—
États-Unis d'Amérique	—	—	2 062 268	—	2 062 268	56 598	2 062 268	—
Éthiopie	—	—	374	—	374	—	354	20
Ex-République yougoslave de Macédoine	—	—	562	—	562	—	—	562
Fédération de Russie	—	—	112 488	—	112 488	—	112 488	—
Fidji	—	—	374	—	374	—	187	187
Finlande	—	—	48 932	—	48 932	—	48 932	—
France	—	—	606 120	—	606 120	—	606 120	—
Gabon	7 658	—	1 312	(37)	1 275	—	(1)	8 934
Gambie	—	—	94	—	94	1 398	94	—
Géorgie	18 009	—	468	(17)	451	—	946	17 514
Ghana	—	—	468	—	468	—	234	234
Grèce	—	—	50 526	—	50 526	—	50 526	—
Grenade	145	—	94	(2)	92	—	1	236
Guatemala	3 271	—	2 530	(22)	2 508	—	5 779	—
Guinée	3 744	—	282	(7)	275	—	—	4 019
Guinée-Bissau	2 063	—	94	(2)	92	—	—	2 155
Guinée équatoriale	3 227	—	94	5	99	1 147	3 326	—
Guyana	—	—	94	—	94	—	47	47
Honduras	27	—	468	—	468	—	—	495
Hongrie	—	—	11 248	—	11 248	900	11 248	—
Inde	15 983	—	31 966	—	31 966	—	47 929	20
Indonésie	—	—	18 748	—	18 748	—	18 142	606
Iran (République islamique d')	123 225	—	25 498	(393)	25 105	—	89 531	58 799
Irlande	—	—	27 560	—	27 560	17 081	27 560	—
Islande	—	—	3 094	—	3 094	—	3 094	—
Israël	—	—	38 902	—	38 902	—	38 902	—
Italie	—	—	474 766	—	474 766	—	474 766	—
Jamahiriya arabe libyenne	—	—	16 221	—	16 221	—	—	16 221
Jamaïque	—	—	374	—	374	—	374	—
Japon	—	—	1 829 396	—	1 829 396	—	1 829 396	—
Jordanie	—	—	750	—	750	—	750	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Kazakhstan	1 005	—	2 624	(2)	2 622	—	1 474	2 153
Kenya	—	—	750	—	750	375	750	—
Koweït	—	—	13 780	—	13 780	—	13 780	—
Lesotho	—	—	94	—	94	49	94	—
Lettonie	—	—	938	—	938	1 287	938	—
Libéria	1 595	—	94	(5)	89	—	—	1 684
Liechtenstein	—	—	562	—	562	—	562	—
Lituanie	—	—	1 594	—	1 594	—	1 594	—
Luxembourg	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Madagascar	—	—	282	—	282	2 049	282	—
Malaisie	—	—	22 028	—	22 028	—	22 028	—
Malawi	1 747	—	188	(2)	186	—	1 839	94
Mali	2 705	—	188	(5)	183	—	—	2 888
Malte	—	—	1 406	—	1 406	—	1 406	—
Maroc	7 753	—	4 124	(100)	4 024	—	—	11 777
Maurice	—	—	1 032	—	1 032	—	1 032	—
Mauritanie	1 148	—	94	(2)	92	—	1	1 239
Mexique	—	—	101 802	—	101 802	5 942	101 802	—
Monaco	—	—	374	—	374	—	374	—
Mongolie	—	—	94	—	94	112	94	—
Mozambique	—	—	94	—	94	—	94	—
Myanmar	527	—	938	—	938	—	1 465	—
Namibie	—	—	656	—	656	—	656	—
Népal	400	—	374	(10)	364	—	—	764
Nicaragua	—	—	94	—	94	—	44	50
Niger	3 929	—	94	(5)	89	—	—	4 018
Nigéria	168	—	6 374	—	6 374	—	6 542	—
Norvège	—	—	60 556	—	60 556	—	60 556	—
Nouvelle-Zélande	—	—	22 592	—	22 592	—	22 592	—
Ouganda	—	—	468	—	468	1 141	468	—
Ouzbékistan	11 351	—	1 032	(61)	971	—	1 032	11 290
Pakistan	480	—	5 718	—	5 718	200	6 198	—
Palaos	—	—	67	—	67	—	67	—
Panama	—	—	1 688	—	1 688	—	1 272	416



<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 885	—	562	(17)	545	—	—	2 430
Paraguay	2 596	—	1 500	(34)	1 466	—	—	4 062
Pays-Bas	—	—	162 920	—	162 920	—	81 460	81 460
Pérou	8 363	—	11 062	203	11 265	—	16 292	3 336
Philippines	—	—	9 374	—	9 374	1 278	9 374	—
Pologne	—	—	35 434	—	35 434	—	35 434	—
Portugal	—	—	43 308	—	43 308	—	43 308	—
Qatar	—	—	3 188	—	3 188	—	3 188	—
République arabe syrienne	—	—	13 392	—	13 392	—	13 392	—
République centrafricaine	1 503	—	94	(1)	93	—	1 549	47
République de Corée	41 756	—	172 512	—	172 512	—	214 268	—
République démocratique du Congo	—	—	374	—	374	155	374	—
République démocratique populaire lao	—	—	75	—	75	—	—	75
République de Moldova	31	—	188	—	188	—	125	94
République dominicaine	6 801	—	2 156	76	2 232	—	7 955	1 078
République tchèque	—	—	19 030	—	19 030	—	19 030	—
République-Unie de Tanzanie	—	—	374	—	374	—	374	—
Roumanie	—	—	5 436	—	5 436	—	5 436	—
Royaume-Uni	—	—	518 942	—	518 942	—	518 942	—
Rwanda	101	—	94	—	94	—	195	—
Sainte-Lucie	148	—	188	—	188	—	213	123
Saint-Kitts-et-Nevis	47	—	94	—	94	—	94	47
Saint-Vincent-et-les Grenadines	142	—	94	(2)	92	—	1	233
Sao Tomé-et-Principe	92	—	94	—	94	—	—	186
Sénégal	—	—	468	—	468	1 323	468	—
Seychelles	—	—	188	—	188	—	—	188
Sierra Leone	47	—	94	—	94	—	—	141
Singapour	—	—	36 840	—	36 840	—	36 840	—
Slovaquie	—	—	4 030	—	4 030	—	4 030	—
Slovénie	—	—	7 592	—	7 592	—	7 592	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Somalie	3 837	–	94	(2)	92	–	1	3 928
Soudan	4 632	–	562	(17)	545	–	–	5 177
Sri Lanka	–	–	1 500	–	1 500	–	1 500	–
Suède	–	–	96 246	–	96 246	–	96 246	–
Suisse	–	–	119 424	–	119 424	–	119 424	–
Suriname	3 000	–	188	(10)	178	–	–	3 178
Swaziland	1 675	–	188	(2)	186	–	1 861	–
Tchad	3 837	–	94	(2)	92	–	1	3 928
Thaïlande	–	–	27 560	–	27 560	–	27 560	–
Togo	3 328	–	94	(2)	92	–	139	3 281
Trinité-et-Tobago	–	–	1 500	–	1 500	–	1 500	–
Tunisie	1 118	–	2 812	–	2 812	–	2 816	1 114
Turquie	3	–	41 246	–	41 246	–	41 249	–
Ukraine	25 070	–	4 968	(464)	4 504	–	28 103	1 471
Uruguay	7 972	–	7 500	90	7 590	–	3 751	11 811
Vanuatu	14	–	94	–	94	–	61	47
Venezuela (République bolivarienne du)	45 129	–	19 498	423	19 921	–	56 389	8 661
Viet Nam	–	–	1 500	–	1 500	–	1 500	–
Yémen	2 354	–	562	(24)	538	–	1	2 891
Yougoslavie	–	–	1 874	–	1 874	–	–	1 874
Zambie	–	–	188	–	188	–	188	–
Zimbabwe	375	–	750	–	750	–	1 105	20
<b>Total, CTL</b>	<b>824 010</b>	<b>–</b>	<b>9 483 165</b>	<b>(5 561)</b>	<b>9 477 604</b>	<b>277 210</b>	<b>9 413 077</b>	<b>888 537</b>
<b>DUL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour le Groupe des barrages et du développement chargé de coordonner le suivi de l'étude de la Commission mondiale des barrages</b>							
Allemagne	–	–	487 722	–	487 722	–	487 722	–
Pays-Bas	552 434	(573 930)	300 000	21 496	321 496	–	300 000	–
Suède	–	–	537 869	–	537 869	–	537 869	–
Suisse	–	–	253 829	–	253 829	–	253 829	–
<b>Total, DUL</b>	<b>552 434</b>	<b>(573 930)</b>	<b>1 579 420</b>	<b>21 496</b>	<b>1 600 916</b>	<b>–</b>	<b>1 579 420</b>	<b>–</b>

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
<b>EAL</b>	<b>Fonds régional d'affectation spéciale pour les mers de la région de l'Afrique de l'Est</b>							
Afrique du Sud	37 500	–	37 500	–	37 500	–	75 000	–
Comores	211 500	–	–	–	–	–	–	211 500
Kenya	567 297	–	45 302	–	45 302	–	90 604	521 995
Madagascar	238 352	–	–	–	–	–	–	238 352
Maurice	333 010	–	30 201	–	30 201	–	60 201	303 010
Mozambique	634 520	–	–	–	–	–	–	634 520
République-Unie de Tanzanie	634 520	–	–	–	–	–	–	634 520
Seychelles	71 569	–	–	–	–	–	–	71 569
Somalie	184 300	–	–	–	–	–	–	184 300
<b>Total, EAL</b>	<b>2 912 568</b>	<b>–</b>	<b>113 003</b>	<b>–</b>	<b>113 003</b>	<b>–</b>	<b>225 805</b>	<b>2 799 766</b>
<b>EBL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'application des stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique</b>							
Finlande	–	–	36 350	–	36 350	–	36 350	–
Hongrie	–	–	15 000	–	15 000	–	15 000	–
Pays-Bas	107 871	(107 871)	107 871	–	107 871	–	107 871	–
Suisse	–	–	150 000	–	150 000	–	150 000	–
Union européenne	21 765	(21 765)	–	–	–	–	–	–
<b>Total, EBL</b>	<b>129 636</b>	<b>(129 636)</b>	<b>309 221</b>	<b>–</b>	<b>309 221</b>	<b>–</b>	<b>309 221</b>	<b>–</b>
<b>ESL</b>	<b>Fonds régional d'affectation spéciale pour l'exécution du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Asie de l'Est</b>							
Australie	20 000	–	40 000	–	40 000	–	–	60 000
Cambodge	5 000	–	10 000	–	10 000	–	15 000	–
Chine	–	–	60 000	–	60 000	–	60 000	–
Philippines	55 571	–	50 000	–	50 000	–	53 990	51 581
Indonésie	60 000	–	40 000	–	40 000	–	60 000	40 000
Malaisie	–	–	37 400	–	37 400	–	37 400	–
République de Corée	–	–	30 000	–	30 000	–	16 000	14 000
Singapour	–	–	20 000	–	20 000	–	20 000	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Thaïlande	41 800	–	41 800	–	41 800	–	62 700	20 900
Viet Nam	21 000	–	14 000	–	14 000	–	–	35 000
<b>Total, ESL</b>	<b>203 371</b>	<b>–</b>	<b>343 200</b>	<b>–</b>	<b>343 200</b>	<b>–</b>	<b>325 090</b>	<b>221 481</b>
<b>ETL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour le réseau de formation environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes</b>							
Argentine	–	–	10 170	–	10 170	–	10 170	–
Bolivie	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000
Brésil	–	–	30 086	–	30 086	–	30 086	–
Costa Rica	17 458	–	–	–	–	–	–	17 458
Cuba	35 000	–	10 000	–	10 000	–	10 000	35 000
Équateur	–	–	10 400	–	10 400	–	10 400	–
El Salvador	30 000	–	–	–	–	–	–	30 000
Guatemala	–	–	13 600	–	13 600	–	13 600	–
Honduras	30 000	–	–	–	–	–	–	30 000
Mexique	–	–	71 593	–	71 593	48 284	71 593	–
Nicaragua	30 000	–	–	–	–	–	–	30 000
Paraguay	2 029	–	–	–	–	–	–	2 029
Pérou	47 566	–	–	–	–	–	–	47 566
République dominicaine	15 000	–	–	–	–	–	–	15 000
Venezuela (République bolivarienne du)	–	–	38 921	–	38 921	–	38 921	–
<b>Total, ETL</b>	<b>232 053</b>	<b>–</b>	<b>184 770</b>	<b>–</b>	<b>184 770</b>	<b>48 284</b>	<b>184 770</b>	<b>232 053</b>
<b>FIL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer les activités de l'initiative du PNUE concernant les services financiers pour l'environnement</b>							
Abbey National	–	–	7 500	–	7 500	–	7 500	–
ABN AMRO Asset Management Holding N.V.	–	–	35 000	–	35 000	–	35 000	–
ABN AMRO NV	–	–	1 189	–	1 189	–	1 189	–
Actis	–	–	6 000	–	6 000	–	6 000	–
Acuity Investment Management Inc.	–	–	3 000	–	3 000	–	3 000	–
Algemene Spaarbank Voor Nederland	–	–	6 000	–	6 000	–	6 000	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Australia&New Zealand Banking Group Limited (ANZ)	—	—	14 978	—	14 978	—	14 978	—
AXA – Group Management Services	—	—	7 482	—	7 482	—	7 482	—
Banca Comerciala Romana Banca Internacional d'Andorra – Banca Mora	—	—	6 000	—	6 000	—	6 000	—
Banca Monte dei Paschi di Siena S.p.A.	—	—	978	—	978	—	978	—
Banco Africano de Investimentos	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Banco Bilbao Viscaya (BBVA) Group	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
Banco de la Nación Argentina,Subgerencia de Comercio Exterior	—	—	29 965	—	29 965	—	29 965	—
Banco Nacional de Desenvolvimento Economico e Social (BNDES)	—	—	7 000	—	7 000	—	7 000	—
Bank of Cyprus	—	—	1 000	—	1 000	—	1 000	—
Bank of Montreal	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
Bank of Shanghai	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Bank of Tokyo-Mitsubishi Ltd	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
Bank Sarasin & Cle AG	—	—	29 990	—	29 990	—	29 990	—
BNP Paribas Asset Management	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Caisse des dépôts et consignations	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Caixa d'Estalvis Pensions de Barcelona « la Caixa »	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Calvert Group	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Citibank N.A.	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Commerzbank AG	—	—	2 485	—	2 485	—	2 485	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Corporación Andina de Fomento (CAF)	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Credit Andorra	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
Croatian Bank for Reconstruction and Development	—	—	6 000	—	6 000	—	6 000	—
Degussa Bank GmbH	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
Den Norske Bank ASA	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
Deutsche Bank AG	—	—	21 968	—	21 968	—	21 968	—
Development Bank of Japan	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Development Bank of Philippines	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
Development Bank of Southern Africa	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Dexia	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Desjardins Group	—	—	2 980	—	2 980	—	2 980	—
Domini Social Investments LLC	—	—	1 875	—	1 875	—	1 875	—
Dresdner Bank AG	—	—	30 000	—	30 000	—	30 000	—
EFG Eurobank Ergasias S.A.	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Emporiki Bank	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
Export Development Canada	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Export-Import Bank of Korea	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
F&C Asset Management	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Financial Institution Initiative (FII)	—	—	201 200	—	201 200	—	201 200	—
Folksam	—	—	7 474	—	7 474	—	7 474	—
Friends' Provident Life and Pension Limited	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Garant	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
Groupama Asset Management	—	—	10 000	—	10 000	—	10 000	—
Grupo Santander	—	—	14 960	—	14 960	—	14 960	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Helvetia Patria Versicherungen	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Henderson Global Investors	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
HSBC Holdings plc	—	—	29 960	—	29 960	—	29 960	—
HSH Nordbank AG	—	—	30 000	—	30 000	—	30 000	—
Hyundai Marine and Fire Insurance Co. Ltd.	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Insurance Australia Group Limited	—	—	14 960	—	14 960	—	14 960	—
Interpolis	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Japan Bank for International Cooperation (JBIC)	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
KPA AB	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Kommunalkredit Public Consulting GmbH	—	—	5 976	—	5 976	—	5 976	—
Kreditanstalt Fur Wiederaufbau (KfW)	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Kreissparkasse Goeppingen	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
Land Bank of the Philippines	—	—	2 000	—	2 000	—	2 000	—
Landesbank Baden- Wuerttemberg	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Landsbanki Islands hf.	—	—	5 974	—	5 974	—	5 974	—
Lansforsakringar	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Lloyds TSB Group	—	—	14 968	—	14 968	—	14 968	—
Lombard Odier Darier Hentsch & Cle	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Mapfre Mutualidad de Seguros y Resascr Pozuelo de Alarcón Majadahonda	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Medibank Private Ltd.	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Members and Education Credit Union Ltd (MECU)	—	—	2 982	—	2 982	—	2 982	—
Mitsui Sumitomo Insurance Co., Inc.	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
MPS Banca Per L'Impreza	—	—	1 000	—	1 000	—	1 000	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
National Australia Bank	—	—	14 960	—	14 960	—	14 960	—
Nedbank Ltd	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Netherlands Development Finance Company	—	—	2 990	—	2 990	—	2 990	—
Nikko Asset Management Co. Ltd	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Nikko Cordial Corporation	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Nordea AB	—	—	30 000	—	30 000	—	30 000	—
OTP Fund Management	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
Prudential Plc	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
PTBank Negara Indonesia	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
QBE Insurance Group Ltd	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Rabobank Netherlands	—	—	14 992	—	14 992	—	14 992	—
Reiffeisen Zentralbank Austria AG	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Royal Bank of Scotland Group	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Sanpaolo IMI S.p.A.	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Savings & Loans Credit Union (S.A.) Ltd	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
Scotia Bank (Bank of Nova Scotia)	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
SEB AG	—	—	5 964	—	5 964	—	5 964	—
Shiga Bank Ltd	—	—	2 985	—	2 985	—	2 985	—
Skandinaviska Enskilda Banken (SEB)	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Société Générale	—	—	30 000	—	30 000	—	30 000	—
Sompo Japan Insurance Inc.	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Standard Bank London	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Standard Chartered plc	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
State Street Corporation	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—
Storebrand	—	—	7 500	—	7 500	—	7 500	—
Sumitomo Mitsui Financial Group, Inc.	—	—	15 000	—	15 000	—	15 000	—



<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Sustainable Asset Management	–	–	3 000	–	3 000	–	3 000	–
Svenska Handelsbanken	–	–	30 000	–	30 000	–	30 000	–
Swedbank AG (Foreningbanken Sparbanken)	–	–	14 974	–	14 974	–	14 974	–
Sweden	–	–	278 812	–	278 812	–	278 812	–
Swiss Life	–	–	7 500	–	7 500	–	7 500	–
Swiss Reinsurance Company	–	–	15 000	–	15 000	–	15 000	–
The Good Bankers Co. Ltd.	–	–	3 000	–	3 000	–	3 000	–
The Sumitomo Trust & Banking Co. Ltd	–	–	15 000	–	15 000	–	15 000	–
The Tokio Marine & Nichido Fire Insurance Co. Ltd	–	–	5 000	–	5 000	–	5 000	–
Triodos Bank NV	–	–	2 990	–	2 990	–	2 990	–
UBS AG, Financial Services Group	–	–	30 000	–	30 000	–	30 000	–
UmweltBank AG	–	–	900	–	900	–	900	–
Unicredito Italiano S.p.A	–	–	15 000	–	15 000	–	15 000	–
VicSuper Pty Ltd.	–	–	3 000	–	3 000	–	3 000	–
WestLB AG	–	–	30 000	–	30 000	–	30 000	–
Westpac Banking Corporation	–	–	7 500	–	7 500	–	7 500	–
Woori Bank	–	–	7 500	–	7 500	–	7 500	–
XL Insurance	–	–	15 000	–	15 000	–	15 000	–
Zurcher Kantonalbank	–	–	7 500	–	7 500	–	7 500	–
<b>Total, FIL</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1 727 911</b>	<b>–</b>	<b>1 727 911</b>	<b>–</b>	<b>1 727 911</b>	<b>–</b>
<b>GPL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'application du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et pour les échanges d'informations et d'assistance technique connexes</b>							
Canada	–	–	19 302	–	19 302	–	19 302	–
États-Unis d'Amérique	–	–	430 000	–	430 000	–	430 000	–
Finlande	–	–	13 103	–	13 103	–	13 103	–
Islande	–	–	10 000	–	10 000	–	10 000	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Italie	–	–	1 098 627	–	1 098 627	–	1 098 627	–
<b>Total, GPL</b>	–	–	<b>1 571 032</b>	–	<b>1 571 032</b>	–	<b>1 571 032</b>	–
<b>IGL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Groupe intergouvernemental de ministres, à composition non limitée, sur la gouvernance internationale en matière d'environnement</b>							
Royaume-Uni	44 405	(47 081)	–	2 676	2 676	–	–	–
<b>Total, IGL</b>	<b>44 405</b>	<b>(47 081)</b>	–	<b>2 676</b>	<b>2 676</b>	–	–	–
<b>LAL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale de Lusaka pour les opérations concertées de coercition visant le commerce illicite de la faune et de la flore sauvages</b>							
Pays-Bas	–	–	55 000	–	55 000	–	55 000	–
<b>Total, LAL</b>	–	–	<b>55 000</b>	–	<b>55 000</b>	–	<b>55 000</b>	–
<b>MCL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour les préparatifs de l'évaluation mondiale sur le mercure et ses composés</b>							
Canada	–	–	120 504	–	120 504	–	120 504	–
États-Unis d'Amérique	–	–	1 385 000	–	1 385 000	–	1 385 000	–
Finlande	–	–	35 989	–	35 989	–	35 989	–
Hongrie	–	–	8 000	–	8 000	–	8 000	–
Norvège	–	–	106 762	–	106 762	–	106 762	–
Suède	–	–	27 064	–	27 064	–	27 064	–
Suisse	–	–	200 000	–	200 000	–	200 000	–
<b>Total, MCL</b>	–	–	<b>1 883 319</b>	–	<b>1 883 319</b>	–	<b>1 883 319</b>	–
<b>MEL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution</b>							
Albanie	3 550	(3 525)	13 158	(398)	12 760	–	8 171	4 614
Algérie	52 876	–	146 174	(8 510)	137 664	–	52 876	137 664
Bosnie-Herzégovine	–	–	41 766	1 774	43 540	–	43 540	–
Chypre	–	–	19 516	802	20 318	–	20 318	–
Croatie	–	–	136 337	(3 397)	132 940	–	132 940	–
Égypte	24 841	–	68 215	(3 971)	64 244	–	23 929	65 156
Espagne	–	–	2 086 781	(3 372)	2 083 409	–	2 083 409	–
France	–	–	5 254 971	–	5 254 971	–	5 254 971	–
Grèce	–	–	391 183	(3 510)	387 673	–	203 468	184 205
Israël	–	–	205 742	(661)	205 081	2 975	205 081	–

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Italie	—	—	4 299 373	16 899	4 316 272	—	4 316 272	—
Jamahiriya arabe libyenne	197 426	—	274 248	(13 186)	261 062	—	308 609	149 879
Liban	3 550	—	9 744	(574)	9 170	—	8 502	4 218
Malte	3 525	—	9 744	18	9 762	—	13 287	—
Maroc	55 437	—	38 982	(2 269)	36 713	—	—	92 150
Monaco	—	—	9 838	—	9 838	—	9 838	—
République arabe syrienne	14 103	—	38 982	(1 859)	37 123	518	51 226	—
Serbie-et-Monténégro	—	—	45 753	(2 633)	43 120	—	43 120	—
Slovénie	—	—	94 172	—	94 172	—	94 172	—
Tunisie	—	—	29 233	(381)	28 852	—	15 086	13 766
Turquie	—	—	313 227	2 776	316 003	—	316 003	—
Union européenne	—	—	351 863	(50)	351 813	—	351 813	—
Yougoslavie	469 475	—	—	—	—	—	—	469 475
<b>Total, MEL</b>	<b>824 783</b>	<b>(3 525)</b>	<b>13 879 002</b>	<b>(22 502)</b>	<b>13 856 500</b>	<b>3 493</b>	<b>13 556 631</b>	<b>1 121 127</b>
<b>MPL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone</b>							
Afrique du Sud	9 166	(9 166)	28 486	—	28 486	—	18 329	10 157
Allemagne	—	—	520 694	—	520 694	—	520 694	—
Arabie saoudite	—	—	37 243	—	37 243	—	12 474	24 769
Argentine	54 025	—	55 015	—	55 015	—	50 090	58 950
Australie	—	—	91 916	—	91 916	—	91 916	—
Autriche	25	—	51 147	—	51 147	—	51 172	—
Azerbaïdjan	—	—	—	—	—	37 153	—	—
Bélarus	50 468	—	—	—	—	—	—	50 468
Belgique	—	—	62 540	—	62 540	—	62 540	—
Brésil	53 692	—	106 652	—	106 652	—	—	160 344
Canada	—	—	155 296	—	155 296	—	155 296	—
Chili	—	—	12 518	—	12 518	2 732	12 518	—
Chine	—	—	105 817	—	105 817	—	73 592	32 225
Colombie	77	—	9 905	—	9 905	49	9 982	—
Danemark	—	—	41 796	—	41 796	—	41 796	—
Égypte	—	—	4 174	—	4 174	—	—	4 174
Émirats arabes unis	20 370	—	12 711	—	12 711	—	12 691	20 390
Espagne	—	—	144 222	—	144 222	—	144 222	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
États-Unis d'Amérique	3 421 156	—	1 259 329	—	1 259 329	—	1 400 000	3 280 485
Fédération de Russie	—	—	65 212	—	65 212	—	65 212	—
Finlande	—	—	30 263	—	30 263	—	30 263	—
France	—	—	354 963	—	354 963	—	145 216	209 747
Géorgie	13 594	—	—	—	—	—	—	13 594
Grèce	—	7	30 540	—	30 540	—	12 112	18 435
Hongrie	—	—	7 078	—	7 078	4 981	7 078	—
Inde	—	—	22 302	—	22 302	—	7 658	14 644
Indonésie	9 386	—	9 431	—	9 431	4 447	18 817	—
Iran (République islamique d')	43 581	—	11 570	—	11 570	—	36 000	19 151
Irlande	—	—	18 777	—	18 777	—	18 777	—
Israël	—	—	25 564	—	25 564	9 599	25 564	—
Italie	—	—	283 665	—	283 665	—	283 665	—
Jamahiriya arabe libyenne	2 709	—	4 591	—	4 591	—	6 033	1 267
Japon	—	—	1 115 465	—	1 115 465	—	1 115 465	—
Koweït	—	—	8 936	—	8 936	—	8 936	—
Malaisie	—	—	12 339	—	12 339	—	12 339	—
Maldives	—	—	1 500	—	1 500	—	1 500	—
Mexique	31 915	—	89 888	—	89 888	—	94 860	26 943
Norvège	—	—	38 126	—	38 126	—	38 126	—
Nouvelle-Zélande	—	—	13 099	—	13 099	—	13 099	—
Ouzbékistan	4 654	—	—	—	—	—	—	4 654
Pays-Bas	—	—	97 818	—	97 818	—	97 818	—
Pérou	5 548	—	2 650	—	2 650	—	2 819	5 379
Philippines	42	—	—	—	—	—	42	—
Pologne	—	—	24 524	—	24 524	—	24 524	—
Portugal	—	—	26 724	—	26 724	—	26 724	—
République de Corée	—	—	104 043	—	104 043	—	76 777	27 266
République tchèque	—	—	10 924	—	10 924	—	10 924	—
Royaume-Uni	—	—	337 451	—	337 451	—	337 451	—
Singapour	15	—	22 322	—	22 322	—	22 337	—
Suède	25	—	57 773	—	57 773	—	57 505	293
Suisse	—	—	70 248	—	70 248	—	70 248	—
Thaïlande	—	—	13 873	—	13 873	—	13 873	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Turquie	—	—	22 822	—	22 822	—	22 822	—
Union européenne	432	—	143 106	—	143 106	—	143 538	—
Venezuela (République bolivarienne du)	—	—	10 619	—	10 619	18 004	10 619	—
Yougoslavie	43 724	—	—	—	—	—	—	43 724
<b>Total, MPL</b>	<b>3 764 604</b>	<b>(9 159)</b>	<b>5 787 667</b>	<b>—</b>	<b>5 787 667</b>	<b>76 965</b>	<b>5 516 053</b>	<b>4 027 059</b>
<b>MSL Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage</b>								
Afrique du Sud	—	—	31 135	—	31 135	—	31 135	—
Albanie	96	—	229	—	229	—	325	—
Allemagne	—	—	745 486	—	745 486	—	745 486	—
Arabie saoudite	—	—	42 277	—	42 277	—	42 277	—
Argentine	129 892	(5 637)	74 243	—	74 243	—	—	198 498
Australie	—	—	124 158	—	124 158	—	124 158	—
Autriche	—	—	19 201	—	19 201	—	19 201	—
Bélarus	—	—	1 652	—	1 652	—	1 652	—
Belgique	29 316	—	86 155	—	86 155	—	38 327	77 144
Bénin	—	—	153	—	153	—	34	119
Bolivie	256	—	610	—	610	—	—	866
Bulgarie	—	—	992	—	992	—	992	—
Burkina Faso	1 216	—	153	—	153	—	—	1 369
Cameroun	2 603	—	687	—	687	—	—	3 290
Chili	—	—	16 178	—	16 178	—	16 158	20
Chypre	—	—	2 900	—	2 900	—	2 900	—
Congo	394	—	77	—	77	—	471	—
Côte d'Ivoire	—	—	831	—	831	—	—	831
Croatie	—	—	2 977	—	2 977	—	2 977	—
Danemark	—	—	57 158	—	57 158	—	57 158	—
Djibouti	—	—	41	—	41	—	—	41
Égypte	2 593	—	6 182	—	6 182	—	5 878	2 897
Équateur	—	—	1 908	—	1 908	—	1 908	—
Érythrée	—	—	38	—	38	—	38	—
Espagne	—	—	192 210	—	192 210	—	90 069	102 141

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Ex-République yougoslave de Macédoine	—	—	458	—	458	—	167	291
Finlande	—	—	39 834	—	39 834	25 772	39 834	—
France	—	—	493 429	—	493 429	—	493 429	—
Gambie	84	—	77	—	77	—	161	—
Géorgie	818	—	382	—	382	—	—	1 200
Ghana	—	—	382	—	382	—	382	—
Grèce	—	—	41 132	—	41 132	—	19 274	21 858
Guinée	96	—	229	—	229	—	—	325
Guinée-Bissau	1 473	—	77	—	77	—	—	1 550
Hongrie	—	—	9 157	—	9 157	—	9 157	—
Inde	11 033	—	26 022	—	26 022	—	36 779	276
Irlande	—	—	22 435	—	22 435	—	22 435	—
Israël	—	—	31 669	—	31 669	—	31 669	—
Italie	—	—	386 498	—	386 498	—	386 498	—
Jamahiriya arabe libyenne	2 145	—	5 113	—	5 113	—	—	7 258
Jordanie	256	—	610	—	610	—	866	—
Kenya	—	—	610	—	610	—	610	—
Lettonie	—	—	764	—	764	—	764	—
Libéria	—	—	41	—	41	—	—	41
Liechtenstein	—	—	458	—	458	—	458	—
Lituanie	—	—	1 297	—	1 297	—	1 297	—
Luxembourg	—	—	6 105	—	6 105	—	6 105	—
Mali	1 577	—	153	—	153	—	—	1 730
Malte	—	—	1 144	—	1 144	—	1 144	—
Maroc	3 048	—	3 357	—	3 357	—	—	6 405
Maurice	—	—	675	—	675	—	675	—
Mauritanie	850	—	77	—	77	—	—	927
Monaco	—	—	305	—	305	—	305	—
Mongolie	—	—	77	—	77	—	36	41
Niger	1 546	—	77	—	77	—	50	1 573
Nigéria	4 510	—	5 190	—	5 190	6 844	9 700	—
Norvège	—	—	49 297	—	49 297	—	49 297	—
Nouvelle-Zélande	—	—	18 391	—	18 391	—	18 391	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Ouganda	180	—	382	—	382	—	—	562
Ouzbékistan	4 153	—	839	—	839	—	839	4 153
Pakistan	—	—	4 655	—	4 655	—	4 655	—
Panama	—	—	1 374	—	1 374	24	1 374	—
Paraguay	2 144	—	1 221	—	1 221	—	—	3 365
Pays-Bas	16	—	132 630	—	132 630	360	132 646	—
Pérou	6 721	—	9 005	—	9 005	3 772	15 726	—
Philippines	—	—	7 631	—	7 631	—	4 139	3 492
Pologne	—	—	28 846	—	28 846	—	28 846	—
Portugal	—	—	35 256	—	35 256	—	35 256	—
République arabe syrienne	—	—	7 599	—	7 599	—	7 599	—
République démocratique du Congo	2 006	—	305	—	305	—	100	2 211
République de Moldova	—	—	153	—	153	—	—	153
République tchèque	—	—	15 491	—	15 491	—	15 491	—
République-Unie de Tanzanie	—	—	305	—	305	—	305	—
Roumanie	—	—	4 426	—	4 426	—	4 426	—
Royaume-Uni	—	—	422 459	—	422 459	—	422 459	—
Rwanda	—	—	21	—	21	—	—	21
Sao Tomé-et-Principe	74	—	77	—	77	—	—	151
Sénégal	—	—	382	—	382	—	179	203
Slovaquie	—	—	3 282	—	3 282	30	3 282	—
Slovénie	—	—	6 182	—	6 182	—	6 182	—
Somalie	1 473	—	77	—	77	—	—	1 550
Sri Lanka	777	—	1 221	—	1 221	—	1 998	—
Suède	32 891	—	78 353	—	78 353	—	111 244	—
Suisse	—	—	97 220	—	97 220	—	97 220	—
Tadjikistan	32	—	77	—	77	—	—	109
Tchad	1 048	—	77	—	77	—	300	825
Togo	1 382	—	77	—	77	—	—	1 459
Tunisie	—	—	2 290	—	2 290	—	1 899	391
Ukraine	22 295	—	4 044	—	4 044	—	26 339	—
Union européenne	345	—	87 334	—	87 334	1 028	87 679	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Uruguay	7 120	–	6 105	–	6 105	–	3 226	9 999
<b>Total, MSL</b>	<b>276 459</b>	<b>(5 637)</b>	<b>3 512 549</b>	<b>–</b>	<b>3 512 549</b>	<b>37 830</b>	<b>3 324 036</b>	<b>459 335</b>
<b>PNL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu côtier et marin et des ressources du Pacifique Nord-Ouest</b>							
Chine	–	–	80 000	–	80 000	–	80 000	–
Fédération de Russie	200 000	–	100 000	–	100 000	–	–	300 000
Japon	125 000	–	250 000	–	250 000	–	250 000	125 000
République de Corée	–	–	200 000	–	200 000	–	200 000	–
<b>Total, PNL</b>	<b>325 000</b>	<b>–</b>	<b>630 000</b>	<b>–</b>	<b>630 000</b>	<b>–</b>	<b>530 000</b>	<b>425 000</b>
<b>POL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</b>							
Allemagne	67 568	(67 568)	653 836	–	653 836	–	653 836	–
Autriche	–	–	18 525	–	18 525	–	18 525	–
BIRD/Banque mondiale	–	–	2 357 000	–	2 357 000	–	2 357 000	–
Canada	–	–	223 927	–	223 927	–	223 927	–
Commission européenne	–	–	4 304	–	4 304	–	4 304	–
États-Unis d'Amérique	–	–	1 437 000	–	1 437 000	7 986	1 437 000	–
FAO	–	–	12 000	–	12 000	–	12 000	–
Finlande	–	–	26 712	–	26 712	–	26 712	–
Italie	–	–	295 800	–	295 800	–	295 800	–
Japon	–	–	50 000	–	50 000	–	50 000	–
Norvège	–	–	88 179	–	88 179	–	88 179	–
Pays-Bas	–	–	121 680	–	121 680	–	121 680	–
Royaume-Uni	–	–	367 160	–	367 160	–	367 160	–
Suède	–	–	281 137	–	281 137	–	281 137	–
Suisse	–	–	2 486 897	–	2 486 897	–	2 486 897	–
Union européenne	–	–	172 711	–	172 711	–	172 711	–
<b>Total, POL</b>	<b>67 568</b>	<b>(67 568)</b>	<b>8 596 868</b>	<b>–</b>	<b>8 596 868</b>	<b>7 986</b>	<b>8 596 868</b>	<b>–</b>



<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
<b>PPL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant propre à assurer l'application de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause dans le cas de certains produits chimiques dangereux qui font l'objet du commerce international</b>							
Allemagne	—	—	74 567	—	74 567	—	74 567	—
Canada	—	—	37 328	—	37 328	—	37 328	—
Commission européenne	—	—	6 015	—	6 015	—	6 015	—
États-Unis d'Amérique	—	—	600 000	—	600 000	—	600 000	—
Norvège	—	—	50 006	—	50 006	—	50 006	—
Pays-Bas	—	—	219 242	—	219 242	—	219 242	—
Royaume-Uni	—	—	178 530	—	178 530	—	178 530	—
Suède	—	—	33 552	—	33 552	—	33 552	—
Suisse	—	—	851 462	—	851 462	—	851 462	—
Union européenne	—	—	251 660	—	251 660	—	251 660	—
<b>Total, PPL</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2 302 362</b>	<b>—</b>	<b>2 302 362</b>	<b>—</b>	<b>2 302 362</b>	<b>—</b>
<b>ROL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour le budget d'exploitation de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international</b>							
Afrique du Sud	—	—	10 115	—	10 115	—	—	10 115
Allemagne	—	—	300 055	—	300 055	—	300 055	—
Arabie saoudite	—	—	24 699	—	24 699	—	—	24 699
Argentine	—	—	33 116	—	33 116	—	—	33 116
Arménie	—	—	222	—	222	—	222	—
Australie	—	—	55 148	—	55 148	—	55 148	—
Autriche	—	—	29 756	—	29 756	—	29 756	—
Belgique	—	—	37 031	—	37 031	—	37 031	—
Belize	—	—	93	—	93	—	—	93
Bénin	—	—	222	—	222	—	—	222
Bolivie	—	—	312	—	312	—	—	312
Brésil	—	—	52 757	—	52 757	—	—	52 757
Bulgarie	—	—	589	—	589	—	589	—
Burkina Faso	—	—	222	—	222	—	—	222
Burundi	—	—	222	—	222	—	—	222
Cameroun	—	—	277	—	277	—	—	277

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Canada	—	—	97 444	—	97 444	—	49 450	47 994
Chili	—	—	5 150	—	5 150	—	—	5 150
Chine	—	—	35 558	—	35 558	—	—	35 558
Chypre	—	—	1 013	—	1 013	—	—	1 013
Côte d'Ivoire	—	—	346	—	346	—	—	346
Danemark	—	—	24 872	—	24 872	—	24 872	—
Djibouti	—	—	185	—	185	—	—	185
El Salvador	—	—	762	—	762	—	—	762
Émirats arabes unis	—	—	8 141	—	8 141	—	—	8 141
Équateur	—	—	658	—	658	—	658	—
Érythrée	—	—	111	—	111	—	—	111
Espagne	—	—	87 294	—	87 294	—	—	87 294
Éthiopie	—	—	222	—	222	—	206	16
Finlande	—	—	18 463	—	18 463	15 618	18 463	—
France	—	—	208 882	—	208 882	—	208 882	—
Gabon	—	—	312	—	312	—	—	312
Gambie	—	—	222	—	222	—	—	222
Ghana	—	—	222	—	222	—	—	222
Grèce	—	—	18 359	—	18 359	—	—	18 359
Guinée	—	—	222	—	222	—	—	222
Guinée équatoriale	—	—	222	—	222	—	—	222
Hongrie	—	—	4 365	—	4 365	—	4 365	—
Îles Cook	—	—	222	—	222	—	—	222
Îles Marshall	—	—	222	—	222	—	—	222
Inde	—	—	4 861	—	4 861	—	—	4 861
Iran (République islamique d')	—	—	5 439	—	5 439	—	—	5 439
Irlande	—	—	3 031	—	3 031	—	3 031	—
Italie	—	—	169 218	—	169 218	—	—	169 218
Jamahiriya arabe libyenne	—	—	4 573	—	4 573	—	—	4 573
Jamaïque	—	—	277	—	277	—	277	—
Japon	—	—	489 060	—	489 060	—	489 060	—
Jordanie	—	—	381	—	381	—	381	—
Kenya	—	—	182	—	182	—	—	182
Kirghizistan	—	—	222	—	222	—	—	222

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Lettonie	—	—	520	—	520	—	—	520
Libéria	—	—	222	—	222	—	—	222
Liechtenstein	—	—	222	—	222	—	—	222
Lituanie	—	—	831	—	831	—	810	21
Luxembourg	—	—	2 667	—	2 667	—	—	2 667
Madagascar	—	—	204	—	204	—	204	—
Malaisie	—	—	14 064	—	14 064	—	7 032	7 032
Mali	—	—	222	—	222	—	—	222
Maurice	—	—	32	—	32	—	—	32
Mauritanie	—	—	37	—	37	—	—	37
Mexique	—	—	21 743	—	21 743	—	—	21 743
Mongolie	—	—	222	—	222	—	—	222
Namibie	—	—	56	—	56	—	—	56
Nigéria	—	—	1 455	—	1 455	1 231	1 455	—
Norvège	—	—	23 521	—	23 521	—	23 521	—
Nouvelle-Zélande	—	—	7 656	—	7 656	—	7 656	—
Oman	—	—	2 425	—	2 425	—	—	2 425
Pakistan	—	—	318	—	318	—	—	318
Panama	—	—	658	—	658	—	—	658
Paraguay	—	—	416	—	416	—	—	416
Pays-Bas	—	—	58 542	—	58 542	—	58 542	—
Portugal	—	—	9 497	—	9 497	—	9 497	—
Qatar	—	—	1 663	—	1 663	—	—	1 663
République arabe syrienne	—	—	1 316	—	1 316	—	1 316	—
République de Corée	—	—	62 214	—	62 214	—	—	62 214
République démocratique du Congo	—	—	111	—	111	—	—	111
République de Moldova	—	—	148	—	148	—	—	148
République populaire démocratique de Corée	—	—	346	—	346	—	—	346
République tchèque	—	—	6 339	—	6 339	—	6 339	—
République-Unie de Tanzanie	—	—	222	—	222	—	—	222
Roumanie	—	—	2 078	—	2 078	—	2 078	—
Royaume-Uni	—	—	212 242	—	212 242	—	212 242	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Rwanda	—	—	222	—	222	—	—	222
Samoa occidental	—	—	197	—	197	—	197	—
Sénégal	—	—	222	—	222	—	—	222
Singapour	—	—	4 480	—	4 480	—	4 480	—
Slovaquie	—	—	2 841	—	2 841	—	2 841	—
Soudan	—	—	162	—	162	—	—	162
Suède	—	—	34 571	—	34 571	—	34 571	—
Suisse	—	—	851 194	—	851 194	93 963	851 194	—
Suriname	—	—	222	—	222	—	—	222
Tchad	—	—	222	—	222	—	—	222
Thaïlande	—	—	7 240	—	7 240	—	7 240	—
Togo	—	—	222	—	222	—	—	222
Ukraine	—	—	1 351	—	1 351	—	—	1 351
Union européenne	—	—	56 293	—	56 293	—	56 293	—
Uruguay	—	—	1 663	—	1 663	—	—	1 663
Venezuela (République bolivarienne du)	—	—	2 468	—	2 468	—	—	2 468
<b>Total, ROL</b>	—	—	<b>3 131 328</b>	—	<b>3 131 328</b>	<b>110 812</b>	<b>2 509 954</b>	<b>621 374</b>
<b>RVL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international</b>							
Allemagne	—	—	18 109	—	18 109	—	18 109	—
États-Unis d'Amérique	—	—	500 000	—	500 000	—	500 000	—
Norvège	—	—	23 187	—	23 187	—	23 187	—
Pays-Bas	—	—	188 035	—	188 035	—	188 035	—
Suède	—	—	20 027	—	20 027	—	20 027	—
<b>Total, RVL</b>	—	—	<b>749 358</b>	—	<b>749 358</b>	—	<b>749 358</b>	—
<b>SCL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, ses organes subsidiaires et la Convention</b>							
Albanie	—	—	—	—	—	458	—	—
Antigua et Barbuda	—	—	—	—	—	364	—	—
Éthiopie	—	—	—	—	—	364	—	—
Finlande	—	—	—	—	—	32 783	—	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Islande	—	—	—	—	—	2 091	—	—
Nouvelle-Zélande	—	—	—	—	—	13 593	—	—
Royaume-Uni	—	—	—	—	—	376 852	—	—
République tchèque	—	—	—	—	—	11 256	—	—
Slovaquie	—	—	—	—	—	3 137	—	—
Slovénie	—	—	—	—	—	5 044	—	—
Suisse	—	—	—	—	—	113 426	—	—
Thaïlande	—	—	—	—	—	364	—	—
<b>Total, SCL</b>	—	—	—	—	—	<b>559 732</b>	—	—
<b>SOL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour les activités destinées à financer les travaux de recherche et d'observation relatifs à la Convention de Vienne</b>							
Espagne	—	—	6 306	—	6 306	—	6 306	—
Finlande	—	—	6 138	—	6 138	—	6 138	—
Kazakhstan	—	—	3 000	—	3 000	—	3 000	—
Royaume-Uni	—	—	17 538	—	17 538	—	17 538	—
<b>Total, SOL</b>	—	—	<b>32 982</b>	—	<b>32 982</b>	—	<b>32 982</b>	—
<b>SVL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, ses organes subsidiaires et la Convention</b>							
États-Unis d'Amérique	—	—	—	—	—	987 000	—	—
Norvège	—	—	—	—	—	41 733	—	—
Suède	—	—	—	—	—	145 132	—	—
Union européenne	—	—	—	—	—	83 615	—	—
<b>Total, SVL</b>	—	—	—	—	—	<b>1 257 480</b>	—	—
<b>VCL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone</b>							
Afrique du Sud	1 186	—	6 081	—	6 081	—	3 030	4 237
Allemagne	—	—	145 599	—	145 599	—	145 599	—
Arabie saoudite	—	—	8 257	—	8 257	9 999	8 257	—
Argentine	15 536	—	17 125	—	17 125	—	—	32 661
Australie	—	—	24 249	—	24 249	—	24 249	—
Autriche	—	—	14 114	—	14 114	—	14 114	—
Azerbaïdjan	2 429	—	—	—	—	—	—	2 429

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
Belgique	—	—	16 826	—	16 826	—	16 826	—
Brésil	6 945	—	35 621	—	35 621	—	—	42 566
Canada	—	—	38 125	—	38 125	—	38 125	—
Chili	—	—	3 160	—	3 160	—	616	2 544
Chine	—	—	22 833	—	22 833	—	22 833	—
Colombie	309	—	2 995	—	2 995	—	599	2 705
Danemark	—	—	11 163	—	11 163	—	11 163	—
Émirats arabes unis	3 795	—	3 011	—	3 011	—	3 011	3 795
Espagne	—	—	37 540	—	37 540	—	37 540	—
États-Unis d'Amérique	640 593	—	327 891	—	327 891	—	250 000	718 484
Fédération de Russie	—	—	17 885	—	17 885	—	17 885	—
Finlande	—	—	7 780	—	7 780	—	7 780	—
France	—	—	96 370	—	96 370	—	96 370	—
Géorgie	2 649	—	—	—	—	—	—	2 649
Grèce	—	—	8 033	—	8 033	—	2 436	5 597
Hongrie	—	—	1 788	—	1 788	—	1 788	—
Inde	—	—	5 082	—	5 082	—	1 541	3 541
Indonésie	3 202	—	2 981	—	2 981	1 125	6 183	—
Iran (République islamique d')	7 293	—	4 054	—	4 054	—	9 863	1 484
Irlande	—	—	4 382	—	4 382	—	4 382	—
Israël	—	—	6 186	—	6 186	3 808	6 186	—
Italie	14 718	—	75 486	—	75 486	—	90 204	—
Jamahiriya arabe libyenne	1 371	—	(8)	8	—	1 320	1 371	—
Japon	20 000	—	290 865	—	290 865	—	290 865	20 000
Koweït	—	—	2 191	—	2 191	—	664	1 527
Malaisie	—	—	3 502	—	3 502	—	3 502	—
Mexique	—	—	16 186	—	16 186	12 814	16 186	—
Norvège	—	—	9 584	—	9 584	—	9 584	—
Nouvelle-Zélande	—	—	3 592	—	3 592	—	3 592	—
Ouzbékistan	1 083	—	—	—	—	—	—	1 083
Pays-Bas	22	—	25 904	—	25 904	—	25 926	—
Pérou	343	—	1 758	—	1 758	—	—	2 101
Pologne	—	—	5 633	—	5 633	—	5 633	—
Portugal	—	—	6 886	—	6 886	—	6 886	—

<i>Pays/organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Montant net des contributions annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>
République de Corée	—	—	27 587	—	27 587	—	17 365	10 222
République tchèque	—	—	3 025	—	3 025	—	3 025	—
Royaume-Uni	—	—	82 509	—	82 509	—	82 509	—
Singapour	—	—	5 857	—	5 857	—	5 857	—
Suède	20	—	15 303	—	15 303	—	15 323	—
Suisse	—	—	18 988	—	18 988	—	18 988	—
Thaïlande	—	—	4 382	—	4 382	—	4 382	—
Turquie	—	—	6 558	—	6 558	—	6 558	—
Union européenne	—	—	37 899	—	37 899	—	37 899	—
Venezuela (République bolivarienne du)	—	—	3 100	—	3 100	—	940	2 160
Yougoslavie	13 302	—	—	—	—	—	—	13 302
<b>Total, VCL</b>	<b>734 796</b>	<b>—</b>	<b>1 515 918</b>	<b>8</b>	<b>1 515 926</b>	<b>29 066</b>	<b>1 377 635</b>	<b>873 087</b>
<b>WAL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre</b>							
Afrique du Sud	—	—	37 500	—	37 500	—	37 500	—
<b>Total, WAL</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>37 500</b>	<b>—</b>	<b>37 500</b>	<b>—</b>	<b>37 500</b>	<b>—</b>
<b>WPL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui au Bureau du programme relatif à l'eau du Système mondial de surveillance continue de l'environnement</b>							
Canada	—	—	400 040	—	400 040	—	400 040	—
<b>Total, WPL</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>400 040</b>	<b>—</b>	<b>400 040</b>	<b>—</b>	<b>400 040</b>	<b>—</b>
<b>Total des fonds généraux d'affectation spéciale</b>	<b>18 039 115</b>	<b>(1 501 784)</b>	<b>121 829 526</b>	<b>(53 137)</b>	<b>121 776 389</b>	<b>6 125 106</b>	<b>120 192 934</b>	<b>18 120 786</b>
<b>Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005 et d'années antérieures</b>								
Contributions annoncées depuis moins d'un an								5 024 184
Contributions annoncées depuis un an ou plus								13 096 602
<b>Total . . . . .</b>								<b>18 120 786</b>

## État VI

**Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal  
relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone****État des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde  
du Fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2005</i>	<i>2003</i>
<b>Recettes</b>	Tableau 6.1		
Contributions volontaires		264 606	283 822
Intérêts créditeurs		12 670	18 321
Recettes accessoires		17 203	12 426
<b>Total, recettes</b>		<b>294 479</b>	<b>314 569</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		5 944	5 064
Services contractuels		1 635	976
Voyages		477	362
Dépenses de fonctionnement		955	672
Achats		936	683
Dépenses d'appui au programme	État IX	591	485
Activités gérées par le PNUE	} Voir note a) ci-dessous	26 140	17 832
Activités gérées par le PNUD		69 761	67 666
Activités gérées par l'ONUDI		81 012	68 880
Activités gérées par la Banque mondiale		151 656	135 794
<b>Total, dépenses</b>		<b>339 107</b>	<b>298 414</b>
Excédent/(déficit)		(44 628)	16 155
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(2 863)	197
Excédent/(déficit) net		(47 491)	16 352
<b>Réserves et solde du Fonds en début d'exercice</b>		<b>562 689</b>	<b>546 337</b>
<b>Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice</b>		<b>515 198</b>	<b>562 689</b>



**État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds  
au 31 décembre 2005**

	Référence	2005	2003
<b>Actif</b>			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	864	951
Trésorerie commune	Tableau 3.1	9 926	72 586
Avances consenties à des agents d'exécution		252 961	193 001
Comptes débiteurs			
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 6.1	165 179	163 567
Soldes débiteurs interfonds	Note 7	3 750	7 277
Divers		–	169
Billets à ordre	Voir note b) ci-dessous	90 929	126 945
Autres éléments d'actif		3	19
<b>Total, actif</b>		<b>523 612</b>	<b>564 515</b>
<b>Passif</b>			
Paiements ou contributions reçus d'avance		4 465	1 235
Engagements non réglés		437	354
Comptes créditeurs			
Divers		3 512	237
<b>Total passif</b>		<b>8 414</b>	<b>1 826</b>
<b>Réserve et solde du Fonds</b>			
Excédent cumulé		515 198	<b>562 689</b>
<b>Total, réserves et soldes du Fonds</b>		<b>515 198</b>	<b>562 689</b>
<b>Total, passif, réserves et solde du Fonds</b>		<b>523 612</b>	<b>564 515</b>

**État des flux de trésorerie pour l'exercice biennal 2004-2005  
clos le 31 décembre 2005**

	Référence	2005	2003
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement</b>			
Excédent/(déficit) net		(47 491)	16 352
Augmentation/(diminution) des :			
Contributions à recevoir		(1 612)	(23 803)
Avances consenties à des agents d'exécution (montants nets)		(59 960)	24 072
Débiteurs divers		169	309
Autres éléments d'actif		16	(14)

<i>Référence</i>	<i>2005</i>	<i>2003</i>
Augmentation/(diminution) des :		
Paielements ou contributions reçus d'avance	3 230	(172)
Engagements non réglés	83	185
Créditeurs divers	3 275	(286)
Soldes débiteurs interfonds	3 527	(7 550)
À déduire : intérêts créditeurs	(12 670)	(18 321)
<b>Encaisse nette provenant des activités de fonctionnement</b>	<b>(111 433)</b>	<b>(9 228)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de placement</b>		
(Augmentation)/diminution des billets à ordre	36 016	(31 761)
Augmentation/(diminution) de la trésorerie commune	62 660	19 530
À ajouter : intérêts créditeurs	12 870	18 321
<b>Encaisse nette provenant des activités de placement</b>	<b>111 346</b>	<b>6 090</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>		
Augmentation/(diminution) nette des dépôts à vue ou à terme	(87)	(3 138)
<b>Encaisse et dépôts à terme en début d'exercice</b>	<b>951</b>	<b>4 089</b>
<b>Encaisse et dépôts à terme en fin d'exercice</b>	<b>864</b>	<b>951</b>

- a) Les dépenses indiquées tiennent compte des changements signalés par les agents d'exécution concernant les dépenses des exercices précédents comptabilisées en tant que dépenses de l'année considérée.
- i) Afin de faciliter le contrôle des dépenses indiquées et d'éviter tout retard, le Trésorier a comptabilisé les dépenses non vérifiées communiquées par le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale pour leur exercice clos le 31 décembre 2005, étant entendu qu'ils présenteront des chiffres vérifiés dès que possible.
- ii) Le Trésorier a également comptabilisé pour l'exercice considéré un montant de 9 216 000 dollars résultant d'écarts entre les dépenses vérifiées et non vérifiées communiquées par le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale pour des exercices précédents.
- iii) Cette pratique est approuvée par le Comité exécutif du Fonds multilatéral.
- b) Le total indiqué pour les billets à ordre comprend des notes affectées aux agents d'exécution, totalisant 70 200 000 dollars.

Tableau 6.1  
**Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal  
relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone**

**État des contributions au 31 décembre 2005**

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays-organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Contributions nettes annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2004-2005 et des exercices antérieurs</i>
Allemagne	171 486	—	22 626 054	—	22 626 054	52 628	22 626 054	171 486
Australie	80 678	—	6 209 742	(1 767)	6 207 975	—	6 219 354	69 299
Autriche	—	—	3 665 693	—	3 665 693	—	3 665 693	—
Azerbaïdjan	729 120	—	15 370	—	15 370	—	96 753	647 737
Bélarus	2 497 285	—	73 006	—	73 006	—	—	2 570 292
Belgique	—	—	4 372 703	—	4 372 703	—	2 186 351	2 186 352
Bulgarie	—	—	49 952	—	49 952	—	49 952	—
Canada	—	—	9 221 870	—	9 221 870	517 266	9 221 870	—
Danemark	1 450 523	—	2 901 047	—	2 901 047	—	4 351 570	—
Espagne	975 597	—	8 168 688	—	8 168 688	—	9 139 885	4 400
Estonie	—	—	38 424	—	38 424	—	38 424	—
États-Unis d'Amérique	33 513 901	—	58 770 000	—	58 770 000	—	58 311 268	33 972 633
Fédération de Russie	89 121 167	—	4 610 935	—	4 610 935	—	—	93 732 102
Finlande	103 927	—	2 021 127	—	2 021 127	—	2 021 127	103 927
France	7 308 065	—	20 095 233	—	20 095 233	45 765	26 710 010	693 288
Grèce	1 490 415	—	2 086 448	(23 286)	2 063 162	—	474 276	3 079 301
Hongrie	—	—	464 936	—	464 936	—	464 936	—
Irlande	—	—	1 141 206	—	1 141 206	—	1 141 206	—
Islande	—	—	126 800	—	126 800	—	126 800	—
Israël	1 984 241	(807 732)	2 409 214	(46 421)	2 362 793	—	110 001	3 429 301
Italie	1 961 185	(1 961 185)	17 103 027	—	17 103 027	—	15 689 475	1 413 552
Japon	10 836 933	(294 247)	54 920 791	—	54 920 791	3 559 500	54 626 544	10 836 933
Lettonie	—	—	38 424	—	38 424	—	38 424	—
Liechtenstein	11 527	—	23 055	—	3 055	—	34 582	—

<i>Pays-organisations</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1<sup>er</sup> janvier 2004</i>	<i>Contributions annoncées et reçues au titre d'années antérieures (ajustements)</i>	<i>Contributions annoncées pour 2004-2005</i>	<i>Réévaluations</i>	<i>Contributions nettes annoncées</i>	<i>Contributions reçues pour des années à venir</i>	<i>Contributions reçues en 2004- 2005 au titre de 2004-2005 et d'exercices antérieurs</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2004-2005 et des exercices antérieurs</i>
Lituanie	387 543	–	65 322	–	65 322	–	–	452 864
Luxembourg	–	–	307 396	–	307 396	–	307 396	–
Monaco	–	–	15 370	–	15 370	–	15 370	–
Norvège	–	–	2 505 275	–	2 505 275	–	2 505 275	–
Nouvelle-Zélande	–	–	933 714	–	933 714	–	933 714	–
Ouzbékistan	371 834	–	42 267	–	42 267	–	21 133	392 968
Pays-Bas	–	–	6 728 123	–	6 728 123	–	6 728 123	–
Pologne	968 364	–	1 225 740	–	1 225 740	–	2 194 104	–
Portugal	895 290	–	1 688 880	–	1 688 880	–	58 844	2 525 326
République tchèque	–	–	660 901	–	660 901	–	660 901	–
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	500 037	–	21 437 005	–	21 437 005	–	21 437 005	500 037
Slovaquie	–	–	165 225	–	165 225	–	165 225	–
Slovénie	–	–	311 238	–	311 238	–	311 238	–
Suède	–	57 429	3 235 765	(5 074)	3 230 691	–	3 281 683	6 437
Suisse	24 000	–	3 916 333	1 424	3 917 757	290 015	3 941 757	–
Tadjikistan	87 459	–	3 842	–	3 842	–	–	91 302
Turkménistan	281 718	–	5 764	–	5 764	–	5 764	281 718
Ukraine	7 814 408	–	203 650	–	203 650	–	–	8 018 057
<b>Total</b>	<b>163 566 703</b>	<b>(3 005 735)</b>	<b>264 605 555</b>	<b>(75 124)</b>	<b>264 530 431</b>	<b>4 465 174</b>	<b>259 912 087</b>	<b>165 179 312</b>

**Contributions annoncées non versées au titre de 2004-2005  
et d'exercices antérieures**

Contributions annoncées depuis moins d'un an	38 875 869
Contributions annoncées depuis un an ou plus	126 303 443
<b>Total</b>	<b>165 179 312</b>

## État VII

**Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique****État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à faciliter la mise en œuvre du programme Action 21 en Europe et à renforcer la coopération paneuropéenne dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement néerlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures conformes au programme UNEPnet (financé par le Gouvernement norvégien)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures conformes au programme Action 21 (financé par le Gouvernement suédois)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour l'application de l'Accord avec la Belgique	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des services de consultants aux pays en développement (financé par le Gouvernement finlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération consultatif pour la recherche agricole internationale à utiliser des systèmes d'information géographique aux fins de la recherche agricole	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer le réseau de formation de niveau tertiaire à l'écologie en Asie et dans le Pacifique (NETTLAP) (financé par le Gouvernement danois)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'Accord de partenariat entre le Gouvernement néerlandais et le PNUE	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à renforcer les capacités institutionnelles et réglementaires des pays en développement africains (financé par le Gouvernement néerlandais)
Référence	AHL	ANL	ASL	BPL	CDL	CGL	DNL	DPL	ELL
<b>Recettes</b>									
Contributions volontaires	—	—	—	5 600	—	—	—	10 200	1 361
Intérêts créditeurs	2	—	7	145	—	—	1	125	77
Recettes accessoires	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total, recettes</b>	<b>2</b>	<b>—</b>	<b>7</b>	<b>5 745</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>10 325</b>	<b>1 438</b>
<b>Dépenses</b>									
Traitements et autres dépenses de personnel	—	—	—	139	—	—	—	465	625
Services contractuels	—	—	—	2 444	—	—	—	7 313	925
Voyages	—	—	—	17	—	—	—	209	33
Dépenses de fonctionnement	—	—	—	68	—	—	—	504	292
Achats	—	—	—	21	—	—	—	18	14

		Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à faciliter la mise en œuvre du programme Action 21 en Europe et à renforcer la coopération paneuropéenne dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement néerlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures conformes au programme Action 21 (financé par le Gouvernement suédois)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour l'application de l'Accord avec la Belgique	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des services de consultants aux pays en développement (financé par le Gouvernement finlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à internationaliser l'utilisation des systèmes d'information géographique aux fins de la recherche agricole	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer le réseau de formation de niveau tertiaire à l'écologie en Asie et dans le Pacifique (NETTLAP) (financé par le Gouvernement danois)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'Accord de partenariat entre le Gouvernement néerlandais et le PNUE	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à renforcer les capacités institutionnelles et réglementaires des pays en développement africains (financé par le Gouvernement néerlandais)
Référence	AHL	ANL	ASL	BPL	CDL	CGL	DNL	DPL	ELL
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	—	—	—	209	—	—	—	246
<b>Total, dépenses</b>	—	—	—	<b>2 898</b>	—	—	—	<b>9 081</b>	<b>2 135</b>
Excédent/(déficit)	2	—	7	2 847	—	—	1	1 244	(697)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	—	—	—	—	—	—	—	(45)	(1)
Excédent/(déficit) net	2	—	7	2 847	—	—	1	1 199	(698)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Virements à d'autres fonds	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sommes remboursées aux donateurs	—	—	—	—	—	—	(42)	—	—
<b>Réserves et soldes des fonds en début d'exercice</b>	<b>48</b>	<b>(418)</b>	<b>137</b>	<b>—</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>42</b>	<b>1 970</b>	<b>1 509</b>
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>50</b>	<b>(418)</b>	<b>144</b>	<b>2 847</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>3 069</b>	<b>811</b>

		Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à faciliter la mise en œuvre du programme Action 21 en Europe et à renforcer la coopération paneuropéenne dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement néerlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures conformes au programme Action 21 (financé par le Gouvernement norvégien)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour l'application de l'Accord avec la Belgique	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des services de consultants aux pays en développement (financé par le Gouvernement finlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à utiliser des systèmes d'information géographique aux fins de la recherche agricole	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer le réseau de formation de niveau tertiaire à l'écologie en Asie et dans le Pacifique (NETTLAP) (financé par le Gouvernement danois)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'Accord de partenariat entre le Gouvernement néerlandais et le PNUE	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à renforcer les capacités institutionnelles et réglementaires des pays en développement africains (financé par le Gouvernement néerlandais)	
Référence	AHL	ANL	ASL	BPL	CDL	CGL	DNL	DPL	ELL	
État récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005										
Actif										
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	—	—	—	—	—	—	—	—	
Trésorerie commune (en dollars des États-Unis)	Tableau 3.1	52	—	149	4 642	4	4	42	1 748	1 515
Comptes débiteurs										
Contributions volontaires à recevoir		—	—	—	—	—	—	—	—	
Soldes débiteurs interfonds	Note 7	—	—	1	—	—	—	2 877	—	
Divers		—	7	—	206	—	—	25	139	
Autres éléments d'actif		—	—	—	—	—	—	37	19	
Total, actif		52	7	150	4 848	4	4	42	4 687	1 673
Passif										
Engagements non réglés		—	—	—	957	—	—	—	1 289	504
Comptes créditeurs										
Soldes créditeurs interfonds	Note 7	2	425	6	1 023	—	—	41	—	300
Divers		—	—	—	21	—	—	—	229	58
Total, passif		2	425	6	2 001	—	—	41	1 518	862

	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à faciliter la mise en œuvre du programme Action 21 en Europe et à renforcer la coopération paneuropéenne dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement néerlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures conformes au programme Action 21 (financé par le Gouvernement suédois)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour l'application de l'Accord avec la Belgique	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des services de consultants aux pays en développement (financé par le Gouvernement finlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à utiliser des systèmes d'information géographique aux fins de la recherche agricole	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer le réseau de formation de niveau tertiaire à l'écologie en Asie et dans le Pacifique (NETTLAP) (financé par le Gouvernement danois)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'Accord de partenariat entre le Gouvernement néerlandais et le PNUE	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à renforcer les capacités institutionnelles et réglementaires des pays en développement africains (financé par le Gouvernement néerlandais)	
Référence	AHL	ANL	ASL	BPL	CDL	CGL	DNL	DPL	ELL
Réserves et soldes des fonds									
Excédent cumulé	50	(418)	144	2 847	4	4	1	3 169	811
Total, réserves et soldes des fonds	50	(418)	144	2 847	4	4	1	3 169	811
Total, passif, réserves et soldes des fonds	52	7	150	4 848	4	4	42	4 687	1 673



## État VII (suite)

## Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique

## État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005

(En milliers de dollars des États-Unis)

		Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la réalisation d'une pochette d'information vidéo indiquant comment manipuler sans danger les hydrocarbures dans le secteur de la réfrigération ménagère et commerciale à petite échelle (financé par le Gouvernement allemand)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'application du système de rémunération du Fonds pour l'environnement mondial pour financer l'exécution des projets	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique ayant pour objet l'organisation d'un atelier sur le transfert de technologies aux fins d'application du Protocole de Montréal, destiné aux pays africains francophones (financé par le Gouvernement français)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en œuvre par le PNUE des activités financées par le Fonds pour l'environnement mondial	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en œuvre des activités financées par le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (UNFIP)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des experts à la GGRID du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique à l'appui du Bureau de coordination du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (financé par le Gouvernement néerlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider le PNUE à exécuter des projets pilotes et des projets de développement des capacités dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement allemand)
Référence	EML	FBL	FML	GFL	GAL	GIL	GML	GNL	GTL
<b>Recettes</b>									
Contributions volontaires	—	14 717	—	89 410	12 311	50	—	909	—
Intérêts créditeurs	9	982	—	687	1	2	—	20	—
Recettes accessoires	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total, recettes</b>	<b>9</b>	<b>15 699</b>	<b>—</b>	<b>90 097</b>	<b>12 312</b>	<b>52</b>	<b>—</b>	<b>929</b>	<b>—</b>
<b>Dépenses</b>									
Traitements et autres dépenses de personnel	—	9 367	—	27 608	3 533	—	—	907	—
Services contractuels	—	346	—	49 834	6 121	87	—	197	—
Voyages	—	1 034	—	6 010	697	—	—	4	—
Dépenses de fonctionnement	—	217	—	20 643	1 156	—	—	33	—
Achats	—	—	—	5 170	408	—	—	—	—

		Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de sensibilisation des pays en développement aux problèmes écologiques et de mise en place des mécanismes nécessaires (financé par le Gouvernement allemand)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'application du système de rémunération du Fonds pour l'environnement mondial pour financer l'exécution des projets	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fin d'application du Protocole de Montréal, destiné aux pays africains francophones (financé par le Gouvernement français)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en œuvre par le PNUE des activités financées par le Fonds pour l'environnement mondial	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en œuvre des activités financées par le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (UNFIP)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des experts à la GGRID du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à manipuler sans danger les hydrocarbures dans le secteur de la réfrigération ménagère et commerciale à petite échelle (financé par le Gouvernement allemand)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique à l'appui du Bureau de coordination du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (financé par le Gouvernement néerlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider le PNUE à exécuter des projets pilotes et des projets de développement des capacités dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement allemand)
Référence	EML	FBL	FML	GFL	GAL	GIL	GML	GNL	GTL	
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	—	—	—	—	599	11	—	148	—
<b>Total, dépenses</b>	—	<b>10 964</b>	—	<b>109 265</b>	<b>12 514</b>	<b>98</b>	—	<b>1 289</b>	—	
Excédent/(déficit)	9	4 735	—	(19 168)	(202)	(46)	—	(360)	—	
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	—	(101)	—	(1 336)	1	—	—	—	—	
<b>Excédent/(déficit) net</b>	<b>9</b>	<b>4 634</b>	—	<b>(20 504)</b>	<b>(201)</b>	<b>(46)</b>	—	<b>(360)</b>	—	
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisaires)	—	—	—	5	—	—	—	—	—	
Virements à d'autres fonds	—	—	—	—	—	—	(3)	—	—	
Sommes remboursées aux donateurs	—	—	—	—	(5)	—	—	(176)	—	
<b>Réserves et soldes des fonds en début d'exercice</b>	<b>188</b>	<b>15 715</b>	<b>10</b>	<b>76 613</b>	—	<b>72</b>	<b>3</b>	<b>365</b>	—	
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>197</b>	<b>20 349</b>	<b>10</b>	<b>56 114</b>	<b>(206)</b>	<b>26</b>	—	<b>(173)</b>	—	

		Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de sensibilisation des pays en développement aux problèmes écologiques et de mise en place des mécanismes nécessaires (financé par le Gouvernement allemand)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'application du système de rémunération du Fonds pour l'environnement mondial pour l'exécution des projets	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique ayant pour objet l'organisation d'un atelier sur le transfert de technologies aux fins d'application du Protocole de Montréal, destiné aux pays africains francophones (financé par le Gouvernement français)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en œuvre des activités financées le PNUE des activités financées par le Fonds pour l'environnement mondial	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en œuvre des activités financées par le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (UNFIP)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des experts à la GGRID du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à manipuler sans danger les hydrocarbures dans le secteur de la réfrigération ménagère et commerciale à petite échelle (financé par le Gouvernement allemand)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique à l'appui du Bureau de coordination du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (financé par le Gouvernement néerlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider le PNUE à exécuter des projets pilotes et des projets de développement des capacités dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement allemand)
Référence	EML	FBL	FML	GFL	GAL	GIL	GML	GNL	GTL	
État récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005										
Actif										
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	—	—	—	567	—	—	—	—	—
Trésorerie commune (en dollars des États-Unis)	Tableau 3.1	205	20 645	10	23 487	1	17	—	248	—
Comptes débiteurs										
Contributions volontaires à recevoir		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soldes débiteurs interfonds	Note 7	—	—	—	5 289	—	21	—	—	—
Divers		—	304	—	37 749	2 340	—	—	—	3
Autres éléments d'actif		—	94	—	84	—	—	—	—	—
Total, actif		205	21 043	10	67 176	2 341	38	—	248	3
Passif										
Engagements non réglés		—	265	—	7 856	1 348	12	—	105	—
Comptes créditeurs										
Soldes créditeurs interfonds	Note 7	8	324	—	—	1 127	—	—	301	3
Divers		—	105	—	3 206	72	—	—	15	—
Total, passif		8	694	—	11 062	2 547	12	—	421	3

	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de sensibilisation des pays en développement aux problèmes écologiques et de mise en place des mécanismes nécessaires (financé par le Gouvernement allemand)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'application du système de rémunération du Fonds pour l'environnement mondial pour financer l'exécution des projets	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique ayant pour objet l'organisation d'un atelier sur le transfert de technologies aux fins d'application du Protocole de Montréal, destiné aux pays africains francophones (financé par le Gouvernement français)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en œuvre des activités financées par le PNUE des activités financées par le Fonds pour l'environnement mondial	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en œuvre des activités financées par le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (UNFIP)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des experts à la GGRID du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la réalisation d'une pochette d'information vidéo indiquant comment manipuler sans danger les hydrocarbures dans le secteur de la réfrigération ménagère et commerciale à petite échelle (financé par le Gouvernement allemand)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique à l'appui du Bureau de coordination du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (financé par le Gouvernement néerlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider le PNUE à exécuter des projets pilotes et des projets de développement des capacités dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement allemand)
Référence	EML	FBL	FML	GFL	GAL	GIL	GML	GNL	GTL
Réserves et soldes des fonds									
Excédent cumulé	197	20 349	10	56 114	(206)	26	–	(173)	–
Total, réserves et soldes des fonds	197	20 349	10	56 114	(206)	26	–	(173)	–
Total, passif, réserves et soldes des fonds	205	21 043	10	67 176	2 341	38	-	248	3

### Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique

## (En milliers de dollars des États-Unis)

**A/61/5/Add.6**

		Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à promouvoir la coopération et l'assistance technique dans le domaine de la gestion des industries, de l'environ- nement et des matières premières (financé par le Gouverne- ment suédois)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter l'application dans les pays en développement	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins du Fonds multilatéral d'Ireland Aid pour l'environnement en faveur de l'Afrique	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour l'exécution des activités du Fonds multilatéral	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour appauvrissent la couche d'ozone (financé par le Gouvernement suédois)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour INFOTERRA (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en place du Centre d'écotechno- logie au Japon	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à des travaux sur les problèmes d'environnement (financé par le Gouvernement japonais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique dans des modes de production moins polluants dans les pays en développement (financé par le Gouvernement norvégien)	Coopération technique pour la gestion du programme d'action national en matière d'adapt- ation en faveur des pays les moins avancés du PNUE/FEM	LDL	MHL
Référence	GWL	HAL	IAL	IML	IPL	ITL	JCL	JGL	CTL	LDL	MHL		
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	7	—	172	1 991	55	—	366	(2)	18	—	—	
<b>Total, dépenses</b>	<b>409</b>	<b>—</b>	<b>1 494</b>	<b>26 139</b>	<b>480</b>	<b>—</b>	<b>3 347</b>	<b>(15)</b>	<b>154</b>	<b>1 134</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	
Excédent/(déficit)	(253)	7	(116)	8 912	100	—	566	37	(125)	40	4		
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	245	—	—	—	—	—	(4)	—	—	—	—		
Excédent/(déficit) net	(8)	7	(118)	6 912	100	—	562	37	(125)	40	4		
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Virements à d'autres fonds	—	(133)	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Sommes remboursées aux donateurs	—	—	—	—	—	—	—	—	(204)	—	—		
<b>Réserves et soldes des fonds en début d'exercice</b>	<b>69</b>	<b>126</b>	<b>1 307</b>	<b>10 549</b>	<b>196</b>	<b>—</b>	<b>539</b>	<b>435</b>	<b>704</b>	<b>1 680</b>	<b>76</b>		
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>61</b>	<b>—</b>	<b>1 189</b>	<b>19 461</b>	<b>296</b>	<b>—</b>	<b>1 101</b>	<b>472</b>	<b>375</b>	<b>1 720</b>	<b>80</b>		

		Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique à l'appui des réunions du Comité de haut niveau du PNUE projet composé de ministres et de dirigeants (financé par le Gouvernement des États-Unis finlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins du Fonds multilatéral d'Ireland Aid pour l'environnement en faveur de l'Afrique	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour l'exécution des activités du Fonds multilatéral	Fonds du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (financé par le Gouvernement suédois)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour INFOTERRA (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en place du Centre d'environnement international (financé par le Gouvernement japonais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements dans des modes de production de moins polluants dans les pays en développement (financé par le Gouvernement japonais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements national en matière d'adaptation en pays les moins avancés du PNUE/FEM	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements national en matière d'adaptation en pays les moins avancés du PNUE/FEM	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements national en matière d'adaptation en pays les moins avancés du PNUE/FEM	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements national en matière d'adaptation en pays les moins avancés du PNUE/FEM	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements national en matière d'adaptation en pays les moins avancés du PNUE/FEM	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements national en matière d'adaptation en pays les moins avancés du PNUE/FEM
Référence	GWL	HAL	IAL	IML	IPL	ITL	JCL	JGL	CTL	LDL	MHL			
État récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005														
Actif														
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 3.1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Trésorerie commune (en dollars des États-Unis)	Tableau 3.1	—	138	1 941	19 590	160	—	—	490	400	1 443	83		
Comptes débiteurs														
Contributions volontaires à recevoir		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Soldes débiteurs interfonds	Note 7	66	—	—	3 519	139	—	760	—	—	—			
Divers		—	—	—	2 671	5	—	507	—	—	731			
Autres éléments d'actif		—	—	—	17	—	—	—	—	—	—			
Total, actif		66	138	1 941	25 797	304	—	1 267	490	400	2 174	83		
Passif														
Engagements non réglés		7	—	298	4 739	—	—	132	—	—	—			
Comptes créditeurs														
Soldes créditeurs interfonds	Note 7	—	138	367	—	—	—	—	18	15	430	3		

		Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à promouvoir la coopération et l'assistance technique dans le domaine de la gestion des industries, de l'environ- nement et des matières premières (financé par le Gouverne- ment suédois)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter l'application dans les pays en développement	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements nationaux en matière d'adapt- ation en pays les moins avancés du PNUE/FEM	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements nationaux en matière d'adapt- ation en pays les moins avancés du PNUE/FEM	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements nationaux en matière d'adapt- ation en pays les moins avancés du PNUE/FEM	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements nationaux en matière d'adapt- ation en pays les moins avancés du PNUE/FEM	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements nationaux en matière d'adapt- ation en pays les moins avancés du PNUE/FEM	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements nationaux en matière d'adapt- ation en pays les moins avancés du PNUE/FEM	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements nationaux en matière d'adapt- ation en pays les moins avancés du PNUE/FEM	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements nationaux en matière d'adapt- ation en pays les moins avancés du PNUE/FEM
Référence	GWL	HAL	IAL	IML	IPL	ITL	JCL	JGL	CTL	LDL	MHL
Divers	(2)	—	87	1 597	8	—	34	—	10	24	—
<b>Total, passif</b>	<b>5</b>	<b>138</b>	<b>752</b>	<b>6 336</b>	<b>8</b>	<b>—</b>	<b>166</b>	<b>18</b>	<b>25</b>	<b>454</b>	<b>3</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>											
Excédent cumulé	61	—	1 189	19 461	296	—	1 101	472	375	1 720	80
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>	<b>61</b>	<b>—</b>	<b>1 189</b>	<b>19 461</b>	<b>296</b>	<b>—</b>	<b>1 101</b>	<b>472</b>	<b>375</b>	<b>1 720</b>	<b>80</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>	<b>66</b>	<b>138</b>	<b>1 941</b>	<b>25 797</b>	<b>304</b>	<b>—</b>	<b>1 267</b>	<b>490</b>	<b>400</b>	<b>2 174</b>	<b>83</b>



## État VII (suite)

## Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique

## État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005

(En milliers de dollars des États-Unis)

<div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter les réunions des sous-comités ou groupes de travail concernés par la réforme administrative du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div>										<div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures pour protéger la couche d'ozone dans le cadre de la Convention de Vienne et du Protocole de Montréal (financé par le Gouvernement finlandais)</div>										Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique Total	
Référence	MRL	REL	RSL	RUL	SEL	SPL	UCL	UTL	VML	Montants éliminés	2005	2003									
Recettes																					
Contributions volontaires	378	2 614	—	—	3 559	—	721	1 074	—	—	184 082	163 525									
Intérêts créditeurs	13	95	11	27	1	1	33	32	23	—	3 458	5 243									
Recettes accessoires	—	—	—	—	—	7	—	—	—	—	7	43									
Total, recettes	391	2 709	11	27	3 590	8	754	1 106	23	—	187 547	168 811									
Dépenses																					
Traitements et autres dépenses de personnel	248	333	—	—	51	101	1 123	197	—	—	58 090	36 292									
Services contractuels	84	479	—	—	514	15	21	117	16	—	77 283	44 910									
Voyages	23	68	—	—	—	—	104	48	—	—	9 900	6 203									
Dépenses de fonctionnement	34	15	126	—	—	1	128	205	30	—	28 349	19 832									
Achats	9	—	—	—	—	—	29	4	—	—	7 495	4 295									

	Référence	MRL	REL	RSL	RUL	SEL	SPL	UCL	UTL	VML	Montants éliminés	2005	2003
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	52	116	16	—	45	—	183	58	6	—	4 868	3 329
Total, dépenses		450	1 011	142	—	610	117	1 588	629	52	—	185 985	114 861
Excédent/(déficit)		(59)	1 698	(131)	27	2 980	(109)	(834)	477	(29)	—	1 562	53 950
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		12	—	—	(219)	—	(3)	—	—	(106)	—	(1 557)	(4 458)
Excédent/(déficit) net		(47)	1 698	(131)	(192)	2 980	(112)	(834)	477	(135)	—	5	49 492
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	80
Virements à d'autres fonds		—	—	—	(416)	—	—	—	—	—	—	(552)	—
Sommes remboursées aux donateurs		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(429)	(121)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		239	853	310	608	—	119	1 073	434	504	—	116 083	66 632
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice		192	2 551	179	—	2 980	7	239	911	369	—	115 112	116 083

<div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter les réunions des sous-comités ou groupes de travail concernés par la réforme mise en œuvre des Conventions de Rotterdam et de Stockholm dans les pays en développement</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des énergies renouvelables dans la région méditerranéenne</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à promouvoir les énergies renouvelables dans l'océan Indien et en Asie du Sud-Est</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour l'application de l'Accord avec la Suède</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour le partenariat stratégique PNUE/FEM</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération entre le PNUE et la Commission d'indemnisation des Nations Unies</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures pour protéger la couche d'ozone dans le cadre de la Convention de Vienne et du Protocole de Montréal (financé par le Gouvernement finlandais)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer la mise en œuvre des technologies administratives du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</div> <div>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération</div>										
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à

## État VIII

## Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour le recrutement d'administrateurs

## État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de la fourniture d'un conseiller (attaché de liaison hors classe) pour la coopération technique au bureau du PNUE à Bruxelles (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à financer des postes d'administrateur (financé par le Gouvernement finlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à fournir un administrateur hors classe au PNUE (financé par le Gouvernement canadien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un administrateur de programme hors classe au Bureau du PNUE chargé du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres à La Haye (financé par le Gouvernement français)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs au Secrétariat de l'ozone (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour aider le Directeur exécutif du PNUE à mettre en œuvre la réforme du personnel au secrétariat du programme (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>
	Référence	BNL	CEL	CSL	FGL	PHL	PUL
<b>Recettes</b>							
Contributions volontaires		–	552	–	–	50	–
Intérêts créditeurs		–	16	1	5	–	1
<b>Total, recettes</b>		–	<b>568</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>50</b>	<b>1</b>
<b>Dépenses</b>							
Traitements et autres dépenses de personnel		54	224	–	–	–	32
Voyages		–	–	–	(12)	–	–
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	7	27	–	(1)	–	4
<b>Total, dépenses</b>		<b>61</b>	<b>251</b>	–	<b>(13)</b>	–	<b>36</b>
Excédent/(déficit)		(61)	317	1	18	50	(35)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		–	–	–	–	–	–
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>(61)</b>	<b>317</b>	<b>1</b>	<b>18</b>	<b>50</b>	<b>(35)</b>
Sommes remboursées aux donateurs		–	–	–	–	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		(8)	208	20	77	(50)	35
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>(69)</b>	<b>525</b>	<b>21</b>	<b>95</b>	–	–
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005</b>							
<b>Actif</b>							
Trésorerie commune (dollars É.-U.)	Tableau 3.1	–	390	22	109	–	–
Comptes débiteurs							
Soldes débiteurs interfonds	Note 7	–	147	–	–	–	–
Divers		–	–	–	–	–	–
Autres éléments d'actif		–	–	–	–	–	–
<b>Total, actif</b>		–	<b>537</b>	<b>22</b>	<b>109</b>	–	–
<b>Passif</b>							
Engagements non réglés		–	12	–	–	–	–
Soldes créditeurs interfonds	Note 7	69	–	1	4	–	–

	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de la fourniture d'un conseiller (attaché de liaison hors classe) pour la coopération technique au bureau du PNUE à Bruxelles (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à financer des postes d'administrateur (financé par le Gouvernement finlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à fournir un administrateur hors classe au PNUE (financé par le Gouvernement canadien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un administrateur de programme hors classe au Bureau du PNUE chargé du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres à La Haye (financé par le Gouvernement français)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs au Secrétariat de l'ozone (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour aider le Directeur exécutif du PNUE à mettre en œuvre la réforme du personnel au secrétariat du programme (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>
<i>Référence</i>	<i>BNL</i>	<i>CEL</i>	<i>CSL</i>	<i>FGL</i>	<i>PHL</i>	<i>PUL</i>
Divers	–	–	–	10	–	–
<b>Total, passif</b>	<b>69</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>						
Excédent accumulé	(69)	525	21	95	–	–
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>	<b>(69)</b>	<b>525</b>	<b>21</b>	<b>95</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>	<b>–</b>	<b>537</b>	<b>22</b>	<b>109</b>	<b>–</b>	<b>–</b>

## État VIII (suite)

## Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour le recrutement d'administrateurs

## État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour le détachement d'un administrateur hors classe du PNUE au Groupe intergouvernemental sur les forêts (Commission du développement durable) (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins particulières pour la fourniture d'un administrateur au PNUE/secrétariat de la Convention de Bâle</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement autrichien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement belge)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par les gouvernements des pays nordiques, par l'intermédiaire du Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (accord entre le Danemark et le PNUE)</i>
	Référence	SDL	SNL	TAL	TBL	TCL	TDL
<b>Recettes</b>							
Contributions volontaires		493	40	203	400	—	147
Intérêts créditeurs		—	2	—	2	4	16
<b>Total, recettes</b>		<b>493</b>	<b>42</b>	<b>203</b>	<b>402</b>	<b>4</b>	<b>163</b>
<b>Dépenses</b>							
Traitements et autres dépenses de personnel		404	114	36	277	73	267
Voyages		—	—	—	8	—	12
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	48	14	4	34	9	34
<b>Total, dépenses</b>		<b>452</b>	<b>126</b>	<b>40</b>	<b>319</b>	<b>82</b>	<b>313</b>
Excédent/(déficit)		41	(86)	163	83	(78)	(150)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		77	—	—	—	—	(1)
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>118</b>	<b>(86)</b>	<b>163</b>	<b>83</b>	<b>(78)</b>	<b>(151)</b>
Sommes remboursées aux donateurs		—	—	—	—	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		(184)	64	(74)	152	65	346
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>(66)</b>	<b>(22)</b>	<b>89</b>	<b>235</b>	<b>(13)</b>	<b>195</b>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005</b>							
<b>Actif</b>							
Trésorerie commune (dollars É.-U.)	Tableau 3.1	—	8	7	14	70	310
Comptes débiteurs							
Soldes débiteurs interfonds	Note 7	—	—	90	218	—	—
Divers		—	—	—	7	—	—
Autres éléments d'actif		—	—	—	4	—	—
<b>Total, actif</b>		<b>—</b>	<b>8</b>	<b>97</b>	<b>243</b>	<b>70</b>	<b>310</b>
<b>Passif</b>							
Engagements non réglés		—	—	8	5	4	17
Soldes créditeurs interfonds	Note 7	66	29	—	—	79	98

<i>Référence</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour le détachement d'un administrateur hors classe du PNUE au Groupe intergouvernemental sur les forêts (Commission du développement durable) (financé par le Gouvernement néerlandais)</i> <i>SDL</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins particulières pour la fourniture d'un administrateur au PNUE/secrétariat de la Convention de Bâle</i> <i>SNL</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement autrichien)</i> <i>TAL</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement belge)</i> <i>TBL</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par les gouvernements des pays nordiques, par l'intermédiaire du Gouvernement suédois)</i> <i>TCL</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (accord entre le Danemark et le PNUE)</i> <i>TDL</i>
Divers	–	1	–	3	–	–
<b>Total, passif</b>	<b>66</b>	<b>30</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>83</b>	<b>115</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>						
Excédent accumulé	(66)	(22)	89	235	(13)	195
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>	<b>(66)</b>	<b>(22)</b>	<b>89</b>	<b>235</b>	<b>(13)</b>	<b>195</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>	<b>–</b>	<b>8</b>	<b>97</b>	<b>243</b>	<b>70</b>	<b>310</b>



## État VIII (suite)

## Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour le recrutement d'administrateurs

## État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs et d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement italien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement japonais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement de la République de Corée)</i>
	<i>Référence</i>	<i>TEL</i>	<i>TGL</i>	<i>THL</i>	<i>TIL</i>	<i>TJL</i>	<i>TKL</i>
<b>Recettes</b>							
Contributions volontaires		145	719	601	295	572	893
Intérêts créditeurs		–	22	4	15	40	11
<b>Total, recettes</b>		<b>145</b>	<b>741</b>	<b>605</b>	<b>310</b>	<b>612</b>	<b>904</b>
<b>Dépenses</b>							
Traitements et autres dépenses de personnel		122	562	325	403	527	683
Voyages		–	8	(7)	13	7	–
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	15	68	38	50	65	82
<b>Total, dépenses</b>		<b>137</b>	<b>638</b>	<b>356</b>	<b>456</b>	<b>599</b>	<b>765</b>
Excédent/(déficit)		8	103	249	(156)	13	139
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		–	(34)	–	–	–	(5)
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>8</b>	<b>69</b>	<b>249</b>	<b>(156)</b>	<b>13</b>	<b>134</b>
Sommes remboursées aux donateurs		–	–	–	–	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		(113)	452	(67)	328	1 000	148
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>(105)</b>	<b>521</b>	<b>182</b>	<b>172</b>	<b>1 013</b>	<b>282</b>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005</b>							
<b>Actif</b>							
Trésorerie commune (dollars É.-U.)	Tableau 3.1	–	437	133	304	798	291
Comptes débiteurs							
Soldes débiteurs interfonds	Note 7	–	101	53	–	232	2
Divers		–	–	–	–	–	13
Autres éléments d'actif		–	–	–	–	–	6
<b>Total, actif</b>		<b>–</b>	<b>538</b>	<b>186</b>	<b>304</b>	<b>1 030</b>	<b>312</b>
<b>Passif</b>							
Engagements non réglés		–	8	4	4	10	10
Soldes créditeurs interfonds	Note 7	99	–	–	124	–	–

	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs et d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement italien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement japonais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement de la République de Corée)</i>
<i>Référence</i>	<i>TEL</i>	<i>TGL</i>	<i>THL</i>	<i>TIL</i>	<i>TJL</i>	<i>TKL</i>
Divers	6	9	–	4	7	20
<b>Total, passif</b>	<b>105</b>	<b>17</b>	<b>4</b>	<b>132</b>	<b>17</b>	<b>30</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>						
Excédent accumulé	(105)	521	182	172	1 013	282
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>	<b>(105)</b>	<b>521</b>	<b>182</b>	<b>172</b>	<b>1 013</b>	<b>282</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>	<b>–</b>	<b>538</b>	<b>186</b>	<b>304</b>	<b>1 030</b>	<b>312</b>

## État VIII (suite)

## Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour le recrutement d'administrateurs

## État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005

(En milliers de dollars des États-Unis)

		Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (accord entre le Gouvernement norvégien et le PNUE)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par l'Organisation de la Francophonie)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement français)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement suédois)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un assistant exécutif au Directeur exécutif (financé par le Gouvernement du Royaume-Uni)		Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour le recrutement d'administrateurs	
Référence	TNL	TOL	TRL	TSL	UKL	Montants éliminés	2005	2003	
<b>Recettes</b>									
Contributions volontaires	123	389	294	924	–	–	6 840	5 834	
Intérêts créditeurs	8	3	15	27	6	–	198	339	
<b>Total, recettes</b>	<b>131</b>	<b>392</b>	<b>309</b>	<b>951</b>	<b>6</b>	<b>–</b>	<b>7 038</b>	<b>6 173</b>	
<b>Dépenses</b>									
Traitements et autres dépenses de personnel	77	209	172	569	(3)	–	5 127	6 196	
Voyages	5	–	5	21	–	–	60	132	
Dépenses d'appui aux programmes	État IX 10	25	22	71	–	–	626	762	
<b>Total, dépenses</b>	<b>92</b>	<b>234</b>	<b>199</b>	<b>661</b>	<b>(3)</b>	<b>–</b>	<b>5 813</b>	<b>7 090</b>	
Excédent/(déficit)	39	158	110	290	9	–	1 225	(917)	
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	–	–	–	–	–	–	37	(175)	
<b>Excédent/(déficit) net</b>	<b>39</b>	<b>158</b>	<b>110</b>	<b>290</b>	<b>9</b>	<b>–</b>	<b>1 262</b>	<b>(1 092)</b>	
Sommes remboursées aux donateurs	–	–	–	–	–	–	–	(189)	
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	106	–	154	287	129	–	3 075	4 356	
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>145</b>	<b>158</b>	<b>264</b>	<b>577</b>	<b>138</b>	<b>–</b>	<b>4 337</b>	<b>3 075</b>	
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005</b>									
<b>Actif</b>									
Trésorerie commune (dollars É.-U.)	Tableau 3.1 195	71	340	608	144	–	4 251	3 929	
Comptes débiteurs									
Soldes débiteurs interfonds	Note 7 –	82	–	–	–	(690)	235	3	
Divers	3	5	–	1	–	–	29	2	
Autres éléments d'actif	–	2	–	–	–	–	12	–	
<b>Total, actif</b>	<b>198</b>	<b>160</b>	<b>340</b>	<b>609</b>	<b>144</b>	<b>(690)</b>	<b>4 527</b>	<b>3 934</b>	
<b>Passif</b>									
Engagements non réglés	3	–	6	23	–	–	114	248	
Soldes créditeurs interfonds	Note 7 48	–	67	1	5	(690)	–	482	

Référence	TNL	TOL	TRL	TSL	UKL	Montants éliminés	Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour le recrutement d'administrateurs	
							2005	2003
Divers	2	2	3	8	1	–	76	129
<b>Total, passif</b>	<b>53</b>	<b>2</b>	<b>76</b>	<b>32</b>	<b>6</b>	<b>(690)</b>	<b>190</b>	<b>859</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>								
Excédent accumulé	145	158	264	577	138	–	4 337	3 075
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>	<b>145</b>	<b>158</b>	<b>264</b>	<b>577</b>	<b>138</b>	<b>–</b>	<b>4 337</b>	<b>3 075</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>	<b>198</b>	<b>160</b>	<b>340</b>	<b>609</b>	<b>144</b>	<b>(690)</b>	<b>4 527</b>	<b>3 934</b>

## État IX

**Compte spécial pour les dépenses d'appui au programme****État des recettes et des dépenses et des variations des réserves  
et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2004-2005  
clos le 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2005</i>	<i>2003</i>
<b>Recettes</b>			
Recettes au titre de l'appui au programme			
Fonds généraux d'affectation spéciale du PNUE	État V	13 955	11 683
Fonds multilatéral	État VI	591	485
Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique	État VII	4 868	3 524
Programme de recrutement d'administrateurs du PNUE	État VIII	626	566
Contributions à des fins spécifiées	État X	1 931	1 252
Prix Sasakawa du PNUE pour l'environnement	État XII	30	35
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux		–	591
Intérêts créditeurs		303	726
Recettes accessoires		950	382
<b>Total, recettes</b>		<b>23 254</b>	<b>19 244</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		9 955	15 685
Services contractuels		9 103	564
Voyages		384	104
Dépenses de fonctionnement		954	302
Achats		21	21
<b>Total, dépenses</b>		<b>20 417</b>	<b>16 676</b>
Excédent/(déficit)		2 837	2 569
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(119)	(771)
Excédent/(déficit) net		2 718	1 797
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)		528	114
Virements au fonds de l'Office des Nations Unies à Nairobi et à d'autres fonds ou prélèvement sur ces fonds		3	(19)

	<i>Référence</i>	2005	2003
Réserves et solde du Fonds en début d'exercice		3 551	1 659
<b>Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice</b>		<b>6 800</b>	<b>3 551</b>
<b>Réserve de fonctionnement en début d'exercice</b>		<b>2 000</b>	<b>2 000</b>
<b>Réserve de fonctionnement en fin d'exercice</b>		<b>2 000</b>	<b>2 000</b>

**État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds  
au 31 décembre 2005**

	<i>Référence</i>	2005	2003
<b>Actif</b>			
Trésorerie commune (en dollars É.-U.)	Tableau 3.1	769	6 882
Comptes débiteurs			
Soldes débiteurs interfonds	Note 7	8 848	—
Divers		21	21
Autres éléments d'actif		10	—
<b>Total, actif</b>		<b>9 648</b>	<b>6 903</b>
<b>Passif</b>			
Paiements ou contributions reçus d'avance		227	—
Engagements non réglés		529	983
Comptes créditeurs			
Soldes créditeurs interfonds	Note 7	—	107
Divers		92	262
<b>Total passif</b>		<b>848</b>	<b>1 352</b>
<b>Réserve et solde du Fonds</b>			
Réserve de fonctionnement		2 000	2 000
Excédent cumulé		6 800	3 551
<b>Total, réserves et soldes du Fonds</b>		<b>8 800</b>	<b>5 551</b>
<b>Total, passif, réserves et solde du Fonds</b>		<b>9 648</b>	<b>6 903</b>

État X

**PNUE, contributions à des fins spécifiées****État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves  
et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Contributions de contrepartie à l'appui des activités du Fonds pour l'environnement</i>	<i>Appui au Plan d'action pour la région de l'Afrique de l'Est</i>	<i>Appui au Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes</i>	<i>Appui au Plan d'action pour les mers de la région de l'Asie de l'Est</i>	<i>Appui au Secrétariat d'EUROBATS</i>	<i>Appui au Fonds pour l'environnement mondial (FEM)</i>
	<i>Référence</i>	<i>CPL</i>	<i>QAW</i>	<i>QCL</i>	<i>QEL</i>	<i>QFL</i>	<i>QGL</i>
<b>Recettes</b>							
Contributions volontaires		62 376	–	1 805	345	168	694
Intérêts créditeurs		–	19	56	12	4	76
Recettes accessoires		2	–	–	–	–	–
<b>Total, Recettes</b>		<b>62 378</b>	<b>19</b>	<b>1 861</b>	<b>357</b>	<b>172</b>	<b>770</b>
<b>Dépenses</b>							
Traitements et autres dépenses de personnel		11 804	–	–	47	–	97
Services contractuels		23 571	–	750	221	65	511
Voyages		1 820	–	23	31	–	2
Dépenses de fonctionnement		13 794	–	554	19	88	492
Achats		411	–	10	7	–	4
Dépenses d'appui aux programmes	État IX	918	–	174	43	20	–
<b>Total, Dépenses</b>		<b>52 318</b>	<b>–</b>	<b>1 511</b>	<b>368</b>	<b>173</b>	<b>1 106</b>
Excédent/(déficit)		10 060	19	350	(11)	(1)	(336)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(2 871)	–	(80)	–	–	–
<b>Excédents/(déficit) net</b>		<b>7 189</b>	<b>19</b>	<b>270</b>	<b>(11)</b>	<b>(1)</b>	<b>(336)</b>
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)							
		–	–	–	–	–	1
Sommes remboursées aux donateurs		(323)	–	–	–	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		24 839	378	1 116	233	28	1 478
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>31 705</b>	<b>397</b>	<b>1 386</b>	<b>222</b>	<b>27</b>	<b>1 143</b>

<i>Appui au Plan d'action pour la Méditerranée</i>	<i>Appui au Plan d'action pour le Pacifique Nord-Ouest</i>	<i>Appui aux activités du Secrétariat du Protocole de Montréal (OZONE)</i>	<i>Appui à la Convention de Bâle</i>	<i>Appui à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrants d'Afrique-Eurasie</i>	<i>Appui aux activités entreprises dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction</i>	<i>Appui au Secrétariat d'ASCOBANS</i>	<i>Appui à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage</i>	<i>Montants éliminés</i>	<i>PNUE – contributions à des fins spécifiées Total</i>	
<i>QML</i>	<i>QNL</i>	<i>QOL</i>	<i>QRL</i>	<i>QSL</i>	<i>QTL</i>	<i>QVL</i>	<i>QWL</i>		<i>2005</i>	<i>2003</i>
2 228	1 306	554	–	541	2 358	106	529	–	73 010	53 037
60	65	8	3	20	29	2	25	–	379	366
–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	57
<b>2 288</b>	<b>1 371</b>	<b>562</b>	<b>3</b>	<b>561</b>	<b>2 387</b>	<b>108</b>	<b>554</b>	<b>–</b>	<b>73 391</b>	<b>53 460</b>
280	829	384	32	–	794	–	–	–	14 267	8 818
1 092	–	192	142	151	756	21	326	–	27 798	15 637
39	–	–	2	7	130	–	–	–	2 054	2 229
520	–	96	7	55	653	–	237	–	16 515	10 286
(1)	–	–	–	–	164	–	–	–	595	987
168	108	75	24	27	298	3	73	–	1 931	1 252
<b>2 098</b>	<b>937</b>	<b>747</b>	<b>207</b>	<b>240</b>	<b>2 795</b>	<b>24</b>	<b>636</b>	<b>–</b>	<b>63 160</b>	<b>39 209</b>
190	434	(185)	(204)	321	(408)	84	(82)	–	10 231	14 251
–	–	(33)	–	–	(98)	1	(75)	–	(3 156)	499
<b>190</b>	<b>434</b>	<b>(218)</b>	<b>(204)</b>	<b>321</b>	<b>(506)</b>	<b>85</b>	<b>(157)</b>	<b>–</b>	<b>7 075</b>	<b>14 750</b>
5	–	–	–	–	(6)	–	–	–	–	104
–	(190)	–	–	–	–	–	–	–	(513)	(48)
43	1 401	113	212	121	206	(23)	480	–	30 625	15 819
<b>238</b>	<b>1 645</b>	<b>(105)</b>	<b>8</b>	<b>442</b>	<b>(306)</b>	<b>62</b>	<b>323</b>	<b>–</b>	<b>37 187</b>	<b>30 625</b>



État X (suite)

**PNUE, contributions à des fins spécifiées****État récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

		Contributions de contrepartie à l'appui des activités du Fonds pour l'environnement	Appui au Plan d'action pour la région de l'Afrique de l'Est	Appui au Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes	Appui au Plan d'action pour les mers de la région de l'Asie de l'Est	Appui au Secrétariat d'EUROBATS	Appui au Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
	Référence	CPL	QAW	QCL	QEL	QFL	QGL
<b>Actif</b>							
Trésorerie commune (en euros)	Tableau 3.1	1 466	—	—	—	73	183
Trésorerie commune (en dollars É.-U.)	Tableau 3.1	29 283	412	1 304	227	16	1 688
Comptes créditeurs							
Contributions volontaires à recevoir		—	—	—	—	—	—
Soldes débiteurs interfonds	Note 7	5 948	—	371	141	—	—
Divers		3 097	—	205	—	—	163
Charges comptabilisées d'avance		93	—	—	—	—	—
<b>Total, Actif</b>		<b>39 887</b>	<b>412</b>	<b>1 880</b>	<b>368</b>	<b>89</b>	<b>2 034</b>
<b>Passif</b>							
Paiements ou contributions reçus d'avance		4	—	—	—	—	—
Engagements non réglés		6 212	—	487	—	4	41
Comptes créditeurs							
Divers		1 966	—	7	146	—	7
<b>Total, Passif</b>		<b>8 182</b>	<b>15</b>	<b>494</b>	<b>146</b>	<b>62</b>	<b>891</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>							
Excédent cumulé		31 705	397	1 386	222	27	1 143
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>31 705</b>	<b>397</b>	<b>1 386</b>	<b>222</b>	<b>27</b>	<b>1 143</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>39 887</b>	<b>412</b>	<b>1 880</b>	<b>368</b>	<b>89</b>	<b>2 034</b>

<i>Appui au Plan d'action pour la Méditerranée</i>	<i>Appui au Plan d'action pour le Pacifique Nord-Ouest</i>	<i>Appui aux activités du Secrétariat du Protocole de Montréal (OZONE)</i>	<i>Appui à la Convention de Bâle</i>	<i>Appui à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrants d'Afrique-Eurasie</i>	<i>Appui aux activités entreprises dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction</i>	<i>Appui au Secrétariat d'ASCOBANS</i>	<i>Appui à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage</i>	<i>PNUE – contributions à des fins spécifiées Total</i>		
<i>QML</i>	<i>QNL</i>	<i>QOL</i>	<i>QRL</i>	<i>QSL</i>	<i>QTL</i>	<i>QVL</i>	<i>QWL</i>	<i>Montants éliminés</i>	<i>2005</i>	<i>2003</i>
1 370	–	140	–	141	–	–	40	–	3 413	–
1 214	1 329	99	8	622	686	56	585	–	37 529	30 720
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2 739
–	324	–	–	–	93	14	–	(4 041)	2 850	1 394
445	–	–	–	–	71	–	–	–	3 981	2 312
–	–	–	–	–	531	–	–	–	624	618
<b>3 029</b>	<b>1 653</b>	<b>239</b>	<b>8</b>	<b>763</b>	<b>1 381</b>	<b>70</b>	<b>625</b>	<b>(4 041)</b>	<b>48 397</b>	<b>37 783</b>
–	–	–	–	–	100	–	–	–	104	106
174	8	165	–	79	123	5	206	–	7 504	4 685
5	–	–	–	1	1 464	3	3	–	3 602	2 367
<b>2 791</b>	<b>8</b>	<b>344</b>	<b>–</b>	<b>321</b>	<b>1 687</b>	<b>8</b>	<b>302</b>	<b>(4 041)</b>	<b>11 210</b>	<b>7 158</b>
238	1 645	(105)	8	442	(306)	62	323	–	37 187	30 625
<b>238</b>	<b>1 645</b>	<b>(105)</b>	<b>8</b>	<b>442</b>	<b>(306)</b>	<b>62</b>	<b>323</b>	<b>–</b>	<b>37 187</b>	<b>30 625</b>
<b>3 029</b>	<b>1 653</b>	<b>239</b>	<b>8</b>	<b>763</b>	<b>1 381</b>	<b>70</b>	<b>625</b>	<b>(4 041)</b>	<b>48 397</b>	<b>37 783</b>

## État XI

**Prix Sasakawa du PNUE pour l'environnement****État des recettes et des dépenses et des variations des réserves  
et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2004-2005  
clos le 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2005</i>	<i>2003</i>
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires		385	603
Intérêts créditeurs		80	127
<b>Total, Recettes</b>		<b>465</b>	<b>730</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		4	–
Services contractuels		164	58
Voyages		12	44
Dépenses de fonctionnement		265	158
Achats		(11)	6
Dépenses d'appui au programme	État IX	30	35
Prix attribués		–	400
<b>Total, dépenses</b>		<b>464</b>	<b>701</b>
Excédent/(déficit)		1	29
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(2)	–
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>(1)</b>	<b>29</b>
Virement au Fonds de dotation – exercice considéré		(24)	(38)
Réserves et solde du Fonds en début d'exercice		41	50
<b>Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice</b>		<b>16</b>	<b>41</b>
Fonds de dotation – en début d'exercice		1 543	1 505
Mouvement au cours de l'exercice		24	38
<b>Fonds de dotation – en fin d'exercice</b>		<b>1 567</b>	<b>1 543</b>

**État de l'actif, du passif, des réserves et des soldes du Fonds  
au 31 décembre 2005**

	<i>Référence</i>	<i>2005</i>	<i>2003</i>
<b>Actif</b>			
Trésorerie commune (en dollars des États-Unis)	Tableau 3.1	1 761	1 656
Comptes débiteurs			
Divers		–	2
<b>Total, actif</b>		<b>1 761</b>	<b>1 658</b>
<b>Passif</b>			
Engagements non réglés		26	74
Comptes créditeurs			
Soldes créditeurs interfonds	Note 7	135	–
Divers		17	–
<b>Total, passif</b>		<b>178</b>	<b>74</b>
<b>Réserves et soldes du Fonds</b>			
Excédent/(déficit) accumulé		16	41
Fonds de dotation		1 567	1 543
<b>Total, réserves et soldes du Fonds</b>		<b>1 583</b>	<b>1 584</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>1 761</b>	<b>1 658</b>

## État XII

**Fonds pour l'appui au Plan d'action pour la Méditerranée****État des recettes et des dépenses et des variations des réserves  
et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2004-2005  
clos le 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2005</i>	<i>2003</i>
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires		800	800
Intérêts créditeurs		6	8
Recettes accessoires		10	–
<b>Total, Recettes</b>		<b>816</b>	<b>808</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		411	342
Dépenses de fonctionnement		281	357
Achats		461	465
<b>Total, Dépenses</b>		<b>1 153</b>	<b>1 164</b>
Excédent/(déficit)		(337)	(356)
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>(337)</b>	<b>(356)</b>
Réserves et solde du Fonds en début d'exercice		174	530
<b>Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice</b>		<b>(163)</b>	<b>174</b>

**État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds  
au 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2005</i>	<i>2003</i>
<b>Actif</b>			
Comptes débiteurs			
Soldes débiteurs interfonds	Note 7	–	216
Divers		–	1
<b>Total, Actif</b>		<b>–</b>	<b>217</b>
<b>Passif</b>			
Engagements non réglés		12	43
Comptes créditeurs			
Soldes créditeurs interfonds		150	–
Divers		1	–
<b>Total, Passif</b>		<b>163</b>	<b>43</b>
Réserves et solde du Fonds			
Excédent cumulé		(163)	174
<b>Total, Réserves et solde du Fonds</b>		<b>(163)</b>	<b>174</b>
<b>Total, Passif, réserves et solde du Fonds</b>		<b>–</b>	<b>217</b>

## État XIII

**Fonds pour l'appui au Plan d'action pour les Caraïbes**

(En dollars jamaïcains)

**État des recettes et des dépenses et des variations des réserves  
et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2004-2005  
clos le 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars de États-Unis)

	<i>Référence</i>	2005	2003
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires		–	99
<b>Total, Recettes</b>		–	<b>99</b>
<b>Dépenses</b>			
<b>Total, Dépenses</b>		–	–
Excédent/(déficit)		–	99
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		–	(179)
<b>Excédent/(déficit) net</b>		–	<b>(80)</b>
Réserves et solde du Fonds en début d'exercice		–	80
<b>Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice</b>		–	–

**État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds  
au 31 décembre 2005**

	<i>Référence</i>	2005	2003
<b>Actif</b>			
Encaisse et dépôts à terme		–	41
Comptes débiteurs			–
Divers		5	–
<b>Total, Actif</b>		<b>5</b>	<b>41</b>
<b>Passif</b>			
Comptes créditeurs			
Soldes créditeurs interfonds	Note 7	5	41
<b>Total, Passif</b>		<b>5</b>	<b>41</b>
<b>Réserves et solde du Fonds</b>			
<b>Total, Passif, réserves et solde du Fonds</b>		<b>5</b>	<b>41</b>

## État XIV

**Fonds autorenouvelable**
**État des recettes et des dépenses et des variations des réserves  
et du solde du Fonds pour l'exercice biennal 2004-2005  
clos le 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2005</i>	<i>2003</i>
<b>Recettes</b>			
Ventes de publications		138	105
Droits d'auteur		25	51
Recettes accessoires		3	10
<b>Total, Recettes</b>		<b>166</b>	<b>166</b>
<b>Dépenses</b>			
Services contractuels		254	148
Voyages		8	12
Dépenses de fonctionnement		10	–
<b>Total, Dépenses</b>		<b>272</b>	<b>160</b>
Excédent/(déficit)		(106)	6
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>(106)</b>	<b>6</b>
Virement à d'autres fonds ou prélèvement sur ces fonds		–	(6)
Engagements d'exercices antérieurs : économies ou annulations (montants provisoires)		6	–
Réserves et solde du Fonds en début d'exercice		200	200
<b>Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice</b>		<b>100</b>	<b>200</b>



**État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds  
au 31 décembre 2005**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2005</i>	<i>2003</i>
<b>Actif</b>			
Comptes débiteurs			
Soldes débiteurs interfonds	Note 7	107	217
<b>Total, Actif</b>		<b>107</b>	<b>217</b>
<b>Passif</b>			
Engagements non réglés		2	7
Divers		5	10
<b>Total, Passif</b>		<b>7</b>	<b>17</b>
Réserves et solde du Fonds			
Excédent cumulé		100	200
<b>Total, Réserves et solde du Fonds</b>		<b>100</b>	<b>200</b>
<b>Total, Passif, réserves et solde du Fonds</b>		<b>107</b>	<b>217</b>

## Notes relatives aux états financiers

### Note 1

#### **Le Programme des Nations Unies pour l'environnement et ses objectifs**

a) Par sa résolution 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972, l'Assemblée générale des Nations Unies a créé le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), qu'elle a doté d'un conseil d'administration, qui est son organe délibérant, et d'un secrétariat chargé de centraliser l'action en matière d'environnement et de réaliser la coopération dans ce domaine entre les organismes des Nations Unies.

b) Plusieurs mesures législatives, adoptées tant par l'Assemblée générale que par le Conseil d'administration du PNUE, ont confirmé le mandat du PNUE. Celui-ci assure aussi le secrétariat de plusieurs conventions mondiales et régionales adoptées dans des secteurs qui relèvent de son mandat.

c) Les activités dont le PNUE est responsable relèvent du programme 10 (Environnement) du plan à moyen terme révisé pour la période 2002-2005<sup>a</sup>. Le programme 10 tend d'une manière générale à orienter les efforts et à encourager la formation de partenariats aux fins de la protection de l'environnement en inspirant et en informant les nations et les peuples, et en leur donnant la possibilité d'améliorer la qualité de leur existence sans compromettre celle des générations futures. Les principaux éléments de la stratégie globale sont les suivants : a) combler le manque d'information et de connaissances sur les problèmes critiques de l'environnement grâce à des évaluations plus complètes; b) identifier et encourager l'utilisation de mesures intégrées appropriées pour répondre aux causes principales des grandes menaces sur l'environnement; et c) promouvoir une meilleure intégration des mesures internationales visant à améliorer l'environnement, en particulier en ce qui concerne les accords régionaux et multilatéraux, ainsi que les accords de collaboration à l'échelle du système des Nations Unies.

### Note 2

#### **Récapitulation des principales conventions comptables et règles d'information financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)**

a) Les comptes du PNUE sont tenus conformément au Règlement financier de l'ONU adopté par l'Assemblée générale, aux règles de gestion financière établies par le Secrétaire général en application dudit règlement et aux instructions administratives publiées par le Secrétaire général adjoint à la gestion, ou par le Contrôleur, ainsi qu'aux décisions spéciales du Conseil d'administration du PNUE. Ils sont aussi pleinement conformes aux normes comptables du système des Nations Unies qui ont été adoptées par l'ancien Comité administratif de coordination, qui a depuis été remplacé par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. L'Organisation applique la norme comptable internationale 1, « Présentation des états financiers », relative à la publication des

<sup>a</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 6 (A/57/6/Rev.1).

méthodes comptables, telle que modifiée et adoptée par le Conseil des chefs de secrétariat, à savoir :

- i) Continuité des activités, permanence des méthodes et spécialisation des exercices sont les postulats comptables fondamentaux. Lorsqu'ils sont appliqués dans les états financiers, il n'est pas nécessaire de les énoncer. Dans le cas contraire, il faut le préciser en indiquant pourquoi;
- ii) Prudence, primauté de la substance sur la forme et importance relative sont les principes qui déterminent le choix et l'application des conventions comptables;
- iii) Les états financiers comprennent un exposé clair et concis de toutes les principales conventions comptables qui ont été appliquées;
- iv) L'indication des principales conventions comptables fait partie intégrante des états financiers, et toutes lesdites conventions doivent normalement être indiquées au même endroit;
- v) Les états financiers indiquent les chiffres correspondants pour l'exercice précédent;
- vi) Tout changement de convention comptable qui a une incidence significative sur l'exercice considéré, ou peut en avoir une sur des exercices ultérieurs, doit être indiqué et dûment motivé. Si elle est significative, l'incidence du changement doit être indiquée et quantifiée.

b) Les comptes du PNUE sont tenus selon le principe de la « comptabilité par fonds ». Des fonds distincts à des fins générales ou déterminées peuvent être établis par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité ou le Secrétaire général. Chaque fonds est considéré comme une entité comptable et financière distincte, ayant une comptabilité propre en partie double dont les comptes s'équilibrent. Des états financiers distincts sont établis pour chaque fonds ou groupe de fonds de même nature.

c) L'exercice du PNUE est un exercice biennal qui comprend deux années civiles consécutives pour tous les fonds.

d) En règle générale, les recettes et les dépenses ainsi que les éléments de l'actif et du passif sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité en droits constatés (ou comptabilité d'exercice).

e) Les comptes du PNUE sont libellés en dollars des États-Unis. Les montants inscrits dans les comptes tenus dans d'autres monnaies sont convertis en dollars des États-Unis au moment des opérations, aux taux de change fixés par l'ONU. L'encaisse, les placements, les contributions annoncées non versées et les soldes débiteurs et créditeurs exprimés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont indiqués en dollars dans les états financiers, leur montant étant converti aux taux de change opérationnels de l'ONU à la date de l'arrêté des comptes. Si la valeur obtenue en utilisant le taux de change effectif à la date de l'arrêté des comptes s'écarte sensiblement de celle résultant de l'utilisation du taux de change opérationnel de l'ONU pour le dernier mois de l'exercice, le montant de la différence est indiqué dans une note.

f) Les états financiers du PNUE sont établis selon la méthode du coût historique et les chiffres ne sont pas réajustés pour tenir compte de l'évolution des prix des biens et des services.

g) L'état des flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte visée dans les normes comptables du système des Nations Unies.

h) Les états financiers du PNUE sont présentés conformément aux recommandations que le Groupe de travail sur les normes de comptabilité formule à l'intention du Conseil des chefs de secrétariat.

i) Les résultats des opérations du PNUE sont présentés dans les états I, II et III sous forme abrégée, par grand type d'activité, et sous forme consolidée pour les fonds qui n'apparaissent pas séparément, une fois éliminés tous les soldes interfonds et les cas de double comptage des recettes et des dépenses. Cette présentation sous forme consolidée n'implique pas que les fonds concernés puissent se confondre en aucune manière, puisqu'en principe les ressources de l'un ne peuvent pas être utilisées pour un autre.

j) Une partie des dépenses du secrétariat du PNUE, créé en vertu de la résolution 2997 (XXVII), est financée au moyen du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. On trouvera des précisions sur les dépenses en question dans le rapport financier et les états financiers vérifiés de l'Organisation. La question n'est pas abordée plus avant dans le présent rapport.

k) Recettes :

- i) Les contributions volontaires d'États Membres ou d'autres donateurs sont comptabilisées comme recettes sur la base de l'engagement écrit de verser des contributions financières à des moments précis de l'exercice en cours. Les contributions annoncées au Fonds pour l'environnement qui n'ont pas été honorées au bout de quatre ans sont passées par profits et pertes avec l'accord préalable du Conseil d'administration. Les contributions annoncées pour des accords multilatéraux sur l'environnement qui correspondent à un budget approuvé par les parties sont passées par profits et pertes avec l'accord préalable des parties à l'accord multilatéral concerné. Les contributions aux fonds d'affectation spéciale qui ont un caractère purement volontaire sont passées par profits et pertes sur approbation du Directeur exécutif du PNUE;
- ii) Les recettes perçues au titre d'arrangements interorganisations représentent des allocations versées par des organismes qui souhaitent que le PNUE administre des projets ou autres programmes en leur nom;
- iii) Les allocations provenant d'autres fonds sont des sommes qu'il a été décidé de virer d'un fonds à un autre d'où elles seront décaissées;
- iv) Les recettes provenant de services fournis comprennent les sommes perçues au titre des dépenses de personnel et des autres dépenses afférentes à la fourniture d'un appui technique et administratif à d'autres organisations;
- v) Les intérêts créditeurs comprennent tous les intérêts perçus sur les dépôts bancaires et les revenus des valeurs mobilières et autres titres négociables ainsi que des placements de la trésorerie commune. Sont

déduites des revenus des placements toutes les pertes subies et toutes les pertes nettes non réalisées sur les placements à court terme. Les revenus de ces placements et les coûts afférents à leur gestion sont répartis entre les différents fonds participants;

- vi) Les recettes accessoires comprennent les remboursements de dépenses passées en charges au cours d'exercices antérieurs, les gains nets réalisés sur les opérations de change, les sommes acceptées sans que leur destination ait été spécifiée, les chèques non encaissés un an après leur émission, les intérêts perçus sur les contributions réservées au Fonds pour l'environnement et d'autres recettes diverses;
- vii) Les recettes se rapportant à des exercices à venir ne sont pas comptabilisées en tant que recettes de l'exercice mais en tant que versements ou contributions perçus d'avance, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe n) iii) ci-après.
- l) Dépenses :
  - i) Les dépenses sont imputées sur les crédits ouverts ou sur les autorisations d'engagement de dépenses. Les dépenses totales comprennent les engagements non réglés et les décaissements;
  - ii) Les dépenses engagées pour l'achat de biens durables sont imputées au budget de l'exercice au cours duquel ces biens ont été acquis et ne sont pas portées en immobilisation. L'inventaire de ces biens est établi au coût historique;
  - iii) Les dépenses afférentes à des exercices à venir ne sont pas imputées au budget de l'exercice considéré mais inscrites comme charges comptabilisées d'avance, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe m) iv) ci-après.
- m) Actif :
  - i) L'encaisse et les dépôts à terme sont les fonds déposés dans des comptes à vue ou dans des comptes en banque portant intérêts;
  - ii) Les placements comprennent les valeurs mobilières et autres titres négociables gérés dans le cadre de la trésorerie commune. Le prix coûtant s'entend de la valeur nominale des titres, majorée ou minorée de toute prime d'émission non amortie. La valeur de réalisation des placements à court terme étant inférieure à leur valeur comptable, cette dernière a été ajustée en conséquence, comme indiqué au tableau 3. Aucun placement à long terme n'a été recensé en fin d'exercice;
  - iii) La trésorerie commune du Siège de l'Organisation des Nations Unies comprend les parts respectives des fonds participants dans l'encaisse et les dépôts à terme, les placements à court terme et les revenus cumulés des placements, qui sont tous gérés centralement. Les placements gérés centralement sont de même nature et sont comptabilisés de la même façon que ceux mentionnés à l'alinéa m) ii). Le produit des placements gérés centralement, ainsi que les frais relatifs à la gestion de ces placements, sont répartis entre les fonds participants. La part de chaque

fonds dans la trésorerie commune est indiquée séparément dans l'état le concernant;

- iv) Les charges comptabilisées d'avance comprennent normalement les dépenses qui ne peuvent pas valablement être imputées à l'exercice considéré et qui seront imputées sur un exercice ultérieur. Ce poste comprend notamment les engagements prévisionnels approuvés par le Contrôleur pour des exercices à venir conformément à la règle de gestion financière 106.7. Ces engagements sont normalement limités aux besoins administratifs de caractère permanent, ainsi qu'aux contrats ou engagements juridiques dont l'exécution s'étend sur de longues périodes;
- v) Les soldes interfonds, qui représentent le résultat des opérations effectuées entre différents fonds, sont compris à la fois dans les montants dus au Fonds pour l'environnement, aux fonds d'affectation spéciale, aux autres comptes spéciaux, au Fonds général d'affectation spéciale des Nations Unies et à d'autres fonds des Nations Unies et dans ceux dus par ces fonds. Ils font périodiquement l'objet d'un règlement, en fonction des disponibilités;
- vi) Aux fins de l'établissement du bilan, seule la fraction des avances sur les indemnités pour frais d'études qui est censée couvrir l'année scolaire ou universitaire écoulée à la date de l'état financier est inscrite comme charge comptabilisée d'avance. Le montant total des avances demeure comptabilisé comme somme à recevoir des fonctionnaires tant que ceux-ci n'ont pas produit les justificatifs requis, après quoi les avances sont imputées au compte budgétaire approprié et régularisées;
- vii) Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations sont imputés aux comptes budgétaires appropriés. Le mobilier, le matériel, les autres biens durables et les aménagements apportés aux locaux pris à bail ne sont pas inscrits à l'actif du PNUE. Ces acquisitions sont imputées sur les comptes budgétaires de l'année où elles sont effectuées. La valeur des biens durables est inscrite dans le livre d'ordre et indiquée dans la note 8 relative aux états financiers.
- n) Passif, réserves et soldes des fonds :
  - i) Les réserves opérationnelles et d'autre nature sont incluses dans le montant total indiqué pour les réserves et les soldes des fonds dans les états financiers;
  - ii) Les engagements non réglés afférents à des exercices à venir figurent à la fois dans les charges comptabilisées d'avance et dans les engagements non réglés;
  - iii) Les paiements ou contributions reçus d'avance comprennent les contributions annoncées pour des exercices à venir et d'autres recettes encaissées par anticipation;
  - iv) Les engagements de dépenses du PNUE imputables sur les crédits d'exercices antérieurs, de l'exercice considéré et d'exercices à venir sont portés en compte comme engagements non réglés. Les engagements afférents à l'exercice qui sont imputables sur des comptes spéciaux

demeurent valables pendant 12 mois après la fin de l'exercice biennal auquel ils se rapportent.

o) Réserve financière. Comme l'établit la règle de gestion financière 209.2 du Fonds pour l'environnement, la réserve financière a pour objet de garantir la solvabilité et la sécurité financière du Fonds, de compenser les fluctuations des rentrées de fonds et de répondre à d'autres besoins analogues selon les décisions que le Conseil d'administration peut prendre à ce sujet. Son montant est révisé de temps à autre par le Conseil d'administration. Au paragraphe 14 de sa décision 20/31, ce dernier a autorisé le Directeur exécutif à relever encore le montant de la réserve financière, pour le porter à 20 millions de dollars, à mesure que se dégageraient en fin d'exercice des soldes à reporter supérieurs au montant nécessaire pour exécuter les programmes approuvés.

p) Réserve opérationnelle. Il est nécessaire de disposer, pour le compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes, d'une réserve opérationnelle qui permette de faire face, d'une part, au risque de ralentissement imprévu des activités et aux effets de l'inflation et des fluctuations monétaires et, de l'autre, aux obligations juridiques auxquelles pourrait donner naissance une brusque interruption de certaines activités financées au moyen de ressources extrabudgétaires.

q) Fonds autorenouvelable. Par sa décision 11 (II) du 22 mars 1974, le Conseil d'administration a créé un Fonds autorenouvelable (information) pour financer la production de supports d'information à l'appui des programmes nationaux d'information et d'éducation dans le domaine de l'environnement. Il a décidé en outre que les recettes provenant de la vente ou de la location de produits d'information dont la production est financée par le Fonds autorenouvelable (information) seraient portées au crédit de celui-ci. Si le solde du Fonds dépasse 200 000 dollars, l'excédent est viré au Fonds pour l'environnement à la fin de l'exercice budgétaire.

r) Les dépenses afférentes aux projets du PNUE exécutés par des organismes de coopération ou d'appui sont inscrites dans les comptes du PNUE sur la base des dépenses effectives déclarées au PNUE par ces organismes. Ces dépenses comprennent les engagements non réglés des organismes de coopération. Les soldes inutilisés des montants versés aux organismes sont comptabilisés dans les comptes du PNUE en tant qu'avances.

s) Imprévus. Une provision est constituée, à raison de 1 % des traitements de base nets, en vue de couvrir les indemnités qui pourraient être dues aux fonctionnaires rémunérés au moyen d'un fonds d'affectation spéciale ou du Fonds pour l'environnement en vertu de l'appendice D du Règlement du personnel de l'ONU. En outre, depuis juillet 2002, une provision est constituée, à raison de 8 % des traitements de base nets, dans le Fonds pour l'environnement et dans des fonds d'affectation spéciale, en vue de couvrir les prestations dues à la cessation de service.

t) Fonds d'affectation spéciale. Le PNUE se conforme aux dispositions générales de la circulaire du Secrétaire général relative à la constitution et à la gestion des fonds d'affectation spéciale (ST/SGB/188) et des instructions administratives correspondantes (ST/AI/285 et 286), bien que, comme il est indiqué au paragraphe 3 de la circulaire ST/SGB/188, celle-ci ne s'applique pas aux fonds

tels que le Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui relèvent de la compétence administrative de leur chef de secrétariat.

u) À sa onzième séance, le Comité exécutif du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal a décidé que les ressources reçues sous forme de billets à ordre pouvaient être engagées et que le dépôt d'un billet à ordre serait considéré comme valant versement de la contribution d'un pays au Fonds. Les billets à ordre reçus de pays membres sont donc enregistrés dans les comptes du Fonds.

v) Le PNUE fait partie des organisations affiliées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour assurer le versement des pensions de retraite et des prestations de décès, d'invalidité ou autres. Le régime des pensions du personnel des Nations Unies est un régime par capitalisation à prestations définies. Le PNUE est tenu de verser des cotisations à la Caisse au taux fixé par l'Assemblée générale. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, il/elle doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué ces dispositions.

### Note 3

#### Information financière communiquée par les organismes de coopération et les organismes d'appui

À l'exception de 24 d'entre eux, tous les organismes participant à l'exécution de projets financés par le PNUE ou par les fonds d'affectation spéciale qui en relèvent ont rendu compte de leurs dépenses au 31 décembre 2005.

### Note 4

#### Fonds pour l'environnement (état IV)

a) Autres comptes débiteurs. On trouvera ci-après un état comparatif des montants indiqués dans l'état IV au titre des autres comptes débiteurs au 31 décembre 2005 et 2003 :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2005	2003
Fonctionnaires	1 110	1 094
Fournisseurs	211	197
Institutions spécialisées	18	10
Autres organismes des Nations Unies	5 125	7 719
Débiteurs divers	81	204
<b>Total</b>	<b>6 545</b>	<b>9 224</b>



b) Comptes créditeurs. On trouvera ci-après un état comparatif des montants indiqués dans l'état IV au titre des comptes créditeurs au 31 décembre 2005 et 2003 :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2005	2003
Gouvernements	285	84
Fonctionnaires	472	336
Fournisseurs	304	255
Institutions spécialisées	45	–
Autres organismes des Nations Unies	5 296	11 073
Provision pour prime de rapatriement	6 330	711
Créditeurs divers	395	33
<b>Total</b>	<b>13 127</b>	<b>12 492</b>

c) Autres éléments d'actif. On trouvera ci-après un état comparatif des montants indiqués dans l'état IV au titre des autres éléments d'actif au 31 décembre 2005 et 2003 :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2005	2003
Avances au titre de l'indemnité pour frais d'études	287	338
Dépenses engagées au titre d'exercices futurs	165	286
Charges diverses	204	63
<b>Total</b>	<b>656</b>	<b>687</b>

## Note 5

### Ajustements au titre d'exercices antérieurs

	2005	2003
Ajustements d'annonces de contributions au titre d'exercices antérieurs	4 684	95
Passation par profits et pertes au titre d'exercices antérieurs	(613)	(2)
Ajustement net des dépenses au titre d'exercices antérieurs	(967)	(378)
Divers	(318)	(158)
<b>Total</b>	<b>2 786</b>	<b>(443)</b>

## Note 6

### Réserves et soldes des fonds

Le compte d'excédents cumulés du PNUE comprend les économies réalisées du fait de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs, des contributions versées par des États Membres et certaines autres recettes.

**Note 7****Soldes interfonds**

Les soldes interfonds correspondent aux transactions entre le Fonds pour l'environnement, les fonds d'affectation spéciale, les autres comptes spéciaux, le Fonds général de l'ONU et d'autres fonds des Nations Unies; ils sont normalement réglés périodiquement. Le tableau ci-après présente le détail des soldes interfonds :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2005	2003
<b>Soldes interfonds débiteurs</b>		
Fonds pour l'environnement (état IV)	3 870	21 291
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique (état VII)	10 538	–
Programme de recrutement d'administrateurs (état VIII)	235	–
Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes (état IX)	8 848	–
Contributions à des fins spécifiées (état X)	2 850	1 394
Contributions de contrepartie en devises non convertibles – Méditerranée (état XII)	–	216
Fonds autorenewable (information) (état XIV)	107	217
<b>Total partiel</b>	<b>26 448</b>	<b>23 118</b>
<b>Soldes interfonds créditeurs</b>		
Fonds généraux d'affectation spéciale (état V)	23 670	7 200
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique (état VII)	–	23 155
Programme de recrutement d'administrateurs (état VIII)	–	479
Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes (état IX)	–	107
Prix Sasakawa pour l'environnement (état XI)	135	–
Contributions de contrepartie en devises non convertibles – Méditerranée (état XII)	150	–
Contributions de contrepartie en devises non convertibles – Caraïbes (état XIII)	5	41
<b>Total partiel</b>	<b>23 960</b>	<b>30 982</b>
<b>Montant net des soldes créditeurs interfonds</b>	<b>2 488</b>	<b>(7 864)</b>
<b>Les soldes créditeurs interfonds sont dus par/à</b>		
Fonds multilatéral (état VI)	(3 750)	(7 277)
ONUN	(632)	(743)
ONU-Habitat	1 821	2 856
Fonds général de l'ONU	5 049	(2 700)
<b>Total</b>	<b>2 488</b>	<b>(7 864)</b>

## Note 8

### Biens durables

Conformément aux conventions comptables de l'ONU, les biens durables ne figurent pas parmi les immobilisations du PNUE. Les acquisitions sont imputées sur les crédits ouverts au moment où elles sont effectuées. On trouvera ci-après la valeur des biens durables du PNUE :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2005	2003
Matériel informatique	5 619	5 083
Matériel de bureau	2 829	2 795
Matériel de radio et de télécommunication	322	313
Matériel audiovisuel et de photographie	299	281
Matériel de transport	199	199
Mobilier	957	564
Matériel d'entretien	10	–
Matériel de documentation et de reproduction	983	977
Projets du PNUE	2 650	1 682
Bureaux régionaux et antennes du PNUE	4 823	3 963
<b>Total</b>	<b>18 691</b>	<b>15 857</b>
Récapitulatif		
Solde d'ouverture	15 856	14 078
Total des acquisitions réalisées localement	1 638	1 889
Liquidation		
Passations par profits et pertes	(16)	–
Transferts à d'autres bureaux/missions	(58)	(197)
Ajustements	1 271	87
<b>Solde de clôture</b>	<b>18 691</b>	<b>15 857</b>
Détail des passations par profits et pertes		–
Vol	15	–
Biens endommagés/détruits	1	–
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>–</b>
Biens en attente de passation par profits et pertes – en attente de liquidation		
Matériel de radio et de télécommunication	650	–
Projets du PNUE	433	–
Bureaux régionaux et antennes du PNUE	692	–
<b>Total partiel</b>	<b>1 775</b>	<b>–</b>
Biens en attente de passation par profits et pertes – en attente d'approbation		

	2005	2003
Bureaux régionaux et antennes du PNUE	10	–
<b>Total, biens en attente de passation par profits et pertes</b>	<b>1 785</b>	<b>–</b>

**Note 9****Retraitement des chiffres de l'exercice biennal 2002-2003  
aux fins de comparaison**

Les chiffres de l'exercice biennal 2002-2003 sont retraités ci-dessous, aux fins de comparaison, afin de refléter le fait que les fonds d'affectation spéciale pour le recrutement d'administrateurs hors classe ont été transférés des fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique à ceux pour le recrutement d'administrateurs.

**État récapitulatif des recettes et des dépenses et des variations des réserves  
et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour le recrutement d'administrateurs</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour le recrutement d'administrateurs</i>
	<i>Chiffres figurant dans les états de 2003</i>	<i>Ajustements</i>	<i>Chiffres après retraitement en 2005</i>	<i>Chiffres figurant dans les états de 2003</i>	<i>Ajustements</i>	<i>Chiffres après retraitement en 2005</i>
<b>Recettes</b>						
Contributions volontaires	164 776	(1 251)	163 525	4 583	1 251	5 834
Intérêts créditeurs	5 319	(76)	5 243	263	76	339
Recettes accessoires	43	–	43	–	–	–
<b>Total, recettes</b>	<b>170 138</b>	<b>(1 327)</b>	<b>168 811</b>	<b>4 846</b>	<b>1 327</b>	<b>6 173</b>
<b>Dépenses</b>						
Traitements et autres dépenses de personnel	37 887	(1 595)	36 292	4 601	1 595	8 196
Services contractuels	44 910	–	44 910	–	–	–
Voyages	6 216	(13)	6 203	120	13	133
Dépenses de fonctionnement	19 832	–	19 832	–	–	–
Achats	4 295	–	4 295	–	–	–
Dépenses d'appui aux programmes	3 524	(195)	3 329	566	195	761
<b>Total, dépenses</b>	<b>116 664</b>	<b>(1 803)</b>	<b>114 861</b>	<b>5 287</b>	<b>1 803</b>	<b>7 090</b>
Excédent/(déficit)	53 474	476	53 950	(441)	(476)	(917)

Ajustement au titre d'exercices antérieurs	(4 523)	65	(4 458)	(110)	(65)	(175)
Excédent/(déficit) net	48 951	541	49 492	(551)	(541)	(1 092)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations (montants provisoires)	83	3	80	3	3	–
Sommes remboursées aux donateurs	(142)	21	(121)	(188)	(21)	(189)
<b>Réserves et solde des fonds en début d'exercice</b>	<b>67 483</b>	<b>(851)</b>	<b>66 632</b>	<b>3 505</b>	<b>851</b>	<b>4 356</b>
<b>Réserves et solde des fonds en fin d'exercice</b>	<b>116 375</b>	<b>(292)</b>	<b>116 083</b>	<b>2 783</b>	<b>292</b>	<b>3 075</b>
<b>État récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds</b>						
<b>Actif</b>						
Encaisse et dépôts à terme	322	–	322	–	–	–
Trésorerie commune	116 800	(612)	116 188	3 317	612	3 929
Comptes débiteurs						
Contributions volontaires à recevoir	491	–	491	–	–	–
Soldes interfonds débiteurs	136	–	136	3	–	3
Divers	34 688	–	34 688	2	–	2
Autres éléments d'actif	150	–	150	–	–	–
<b>Total, actif</b>	<b>152 587</b>	<b>(612)</b>	<b>151 975</b>	<b>3 322</b>	<b>612</b>	<b>3 934</b>
<b>Passif</b>						
Engagements non réglés	8 446	(51)	8 395	197	51	248
Comptes créditeurs						
Soldes interfonds créditeurs	23 510	(218)	23 292	264	218	482
Divers	4 256	(51)	4 205	78	51	129
<b>Total, passif</b>	<b>36 212</b>	<b>(320)</b>	<b>35 892</b>	<b>539</b>	<b>320</b>	<b>859</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>						
Excédent cumulé	116 375	(292)	116 083	2 783	292	3 075
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>	<b>116 375</b>	<b>(292)</b>	<b>116 083</b>	<b>2 783</b>	<b>292</b>	<b>3 075</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>	<b>152 587</b>	<b>(612)</b>	<b>151 975</b>	<b>3 322</b>	<b>612</b>	<b>3 934</b>

